

DÉBAT

Critique de l'anarcho-marxisme. –
Contre Nildo Viana et la déformation
du marxisme

Carlos Moreira

Marxisme et anarchisme. – Une
Anticritique

Nildo Viana

Suivi de

Réponse à Carlos Moreira
et Nildo Viana

Eric Vilain

Introduction.....	5
Carlos Moreira : Critique de l'anarcho-marxisme. – Contre Nildo Viana et la déformation du marxisme *	6
Nildo Viana : Marxisme et anarchisme. – Une Anticritique	17
Éric Vilain : Réponse à Carlos Moreira et Nildo Viana.....	32
I. – Sur quelques définitions.....	33
Définir ce qu'est le marxisme.....	33
Relations entre marxisme et anarchisme	39
Un « proto-Marx » ?	43
L'aliénation.....	47
« La métaphore de Heine »	48
La « période de transition »	49
II. – Sur les Conseils ouvriers	57
Sources de l'anarcho-marxisme.....	57
Rosa Luxemburg « anarchiste » ? – À propos de la grève générale	60
Anarchisme, conseillisme et luxembourgeoisisme	64
Conseillisme et autogestion	70
« Théoriser et engendrer une action politique ».....	73
III. – Sur la théorie	76
« La guerre civile en France »	76
La méthode dans le <i>Système des contradictions économiques</i>	79
Bakounine et <i>Le Capital</i>	81
Bakounine « disciple » de Marx ?	83
Conscience de classe et organisation de classe. – Lénine et la genèse de la conscience révolutionnaire	86
IV. – Sur la politique.....	95
Critique de la politique	95
Contre la « démocratie bourgeoise »	97
Une « théorie du capitalisme et de la révolution prolétarienne ».....	103
Une théorie de l'organisation.....	116
Théorie de la bureaucratie	120
V. – Sur l'URSS.....	122
Le bolchevisme : expression du retard idéologique de la Russie ?	122
Déformation du système soviétique.....	125
Lénine et l'économisme.....	128
La thèse du caractère « capitaliste » de l'URSS	131

Mandel, Moreira et la révolution russe.....	136
Conclusion.....	138

Introduction

Dans les années 1990-2000 eut lieu au Brésil un débat sur l'« anarcho-marxisme », concept dont on pourrait penser qu'il se rapproche du « marxisme libertaire » dont Daniel Guérin s'était fait le porte-parole. En fait, cela n'a rien à voir, même si, au détour d'une page, le nom de Guérin est parfois mentionné.

Ce débat était en fait l'expression d'un clivage survenu au sein du courant marxiste, opposant les tenants d'une certaine « orthodoxie » et ceux qui entendent revisiter le marxisme « à la lumière » d'auteurs jusqu'alors considérés comme marginaux. Outre Rosa Luxembourg, la liste de ces auteurs – Anton Pannekoek, Paul Mattick, Otto Rühle, Helmut Wagner, etc. – suffit pour qualifier ce courant : il s'agit de la gauche communiste constituée dans les années 20-30 en opposition à la politique de l'Internationale communiste, plus précisément la gauche germano-hollandaise, le communisme de conseils ou l'ultra-gauche.

Ce courant, dont Nildo Viana est ici le représentant, récuse le qualificatif d'anarcho-marxiste. On s'aperçoit alors que ce sont les « orthodoxes » qui qualifient ainsi les « dissidents », lesquels par ailleurs, ne nient pas l'existence dudit « anarcho-marxisme ».

Il ne faut pas entendre le qualificatif « orthodoxe » dans le sens où il était compris en France, de communistes liés à Moscou. Ce sont, semble-t-il, plutôt des trotskistes, en tout cas des militants qui se réclament de la tradition léniniste, dont Carlos Moreira est le représentant dans le débat ci-dessous. Les « anarcho-marxistes » s'opposent aux dogmes fondamentaux du léninisme, à savoir la dictature du prolétariat, la « période de transition », etc., et préconisent l'autogestion immédiate. On comprend dès lors que les « orthodoxes » les accusent de flirter avec l'anarchisme, tout en les distinguant clairement de l'anarchisme.

Cependant, la controverse entre Carlos Moreira et Nildo Viana va bien au-delà. Elle montre l'état des débats qui existaient au Brésil à cette époque, elle montre aussi comment les principaux thèmes anarchistes étaient perçus par les militants marxistes d'un bord ou de l'autre. C'est là surtout la raison pour laquelle nous avons cru bon d'intervenir dans ce débat, ne serait-ce que tardivement.

Carlos Moreira : Critique de l'anarcho-marxisme. – Contre Nildo Viana et la déformation du marxisme ¹ *

La pensée de Marx et d'Engels et de leurs disciples a subi d'innombrables interprétations et déformations dans le cours de son histoire. Aujourd'hui, avec la crise du « socialisme réel » et l'offensive idéologique de la bourgeoisie, le marxisme est déformé par les uns et rejeté par les autres. La tendance actuelle la plus forte est à la déformation anarchiste du marxisme. Cette tendance n'est évidemment pas née d'aujourd'hui, elle a une longue tradition, mais elle a maintenant tendance à se renforcer. Je veux réaliser dans ce texte une critique de cette forme spécifique de la distorsion du marxisme, l'anarcho-marxisme. Je ferai cela en analysant deux articles d'un jeune brésilien anarcho-marxiste (1).

En réalité, aucun « des anarcho-marxistes » ne se revendique comme tel. D'habitude ils se disent « marxistes libertaires », « anarchistes », « socialistes libertaires », « communistes libertaires », « communiste conseil-listes », « Marxistes autogestionnaires » ou simplement « marxistes ». L'anarcho-marxisme a deux sources principales : l'une apparaît au sein de l'anarchisme et cherche à l'enrichir avec la théorie économique marxiste, et une autre surgit au sein du marxisme, cherchant dans l'arsenal anarchiste les fondements d'une critique de la politique.

La première source de l'anarcho-marxisme a des représentants renommés. Il a déjà été dit, par exemple, que Bakounine lui-même était « marxiste » parce qu'il a accepté la doctrine « du matérialisme historique ». Cependant, l'accent qu'il met sur la destruction du pouvoir et sur l'idéologie comme le « noyau » autonome de la domination et de l'exploitation, situe

¹ Traduction des textes de C. Moreira et N. Viana par Eric Vilain.

Les notes sont en fin de chapitre. Nous avons conservé les références bibliographiques en langue portugaise.

Bakounine trop loin du marxisme pour être considéré comme anarcho-marxiste. Les deux représentants classiques de l'anarcho-marxisme qui sortent du camp anarchiste sont, sans aucun doute, Pierre Ansart et Daniel Guérin. Pierre Ansart, l'auteur de *Marx et l'Anarchisme*, cherche à rapprocher Marx de Proudhon à travers leurs « points communs ». Daniel Guérin accomplit une critique du « jacobinisme léniniste-stalinien » et cherche à créer une synthèse des théories de Marx, de Rosa Luxembourg et de Trotsky dans sa période anti-bolchevique, avec les classiques de l'anarchisme : Bakounine, Proudhon, Malatesta, Kropotkine, Max Stirner, parmi d'autres.

Eric Vilain, un autre anarcho-marxiste, veut intégrer dans l'anarchisme le marxisme dans sa partie considérée comme la plus inoffensive pour les principes anarchistes : la critique de l'économie politique. Selon Vilain : « *Le Capital* n'aboutit à aucune conclusion en matière de stratégie politique, de mode d'organisation, de programme. Il conclut simplement à l'échec de toutes les tentatives de la bourgeoisie à restaurer le système et à en colmater les brèches. » (2)

La deuxième source de l'anarcho-marxisme vient du camp marxiste et se fonde sur l'œuvre de Rosa Luxembourg, accusée par beaucoup de marxistes d'être une « anarchiste ». La critique féroce que fit Rosa Luxembourg du bolchevisme, et son spontanéisme, la situent comme le premier et le plus modéré des anarcho-marxistes. Les dénommés « communistes des conseils » ont radicalisé l'anti-bolchevisme et le spontanéisme du luxembourgeois, et ont accentué la négation complète des partis et des syndicats, à laquelle ils ont ajouté un anti-soviétisme qui aboutit en fin de compte à caractériser la société soviétique de « capitaliste ».

L'anarcho-marxisme d'origine anarchiste cherche à inclure dans sa doctrine la théorie économique de Marx, et celui d'origine marxiste cherche à intégrer dans sa doctrine la négation de la politique présente chez les classiques du « socialisme anarchiste ». Ces tentatives furent la cible des critiques à la fois des anarchistes et des marxistes qui récuserent l'éclecticisme déformateur des deux doctrines. Lénine n'a pas pardonné aux « communistes des conseils », et il en fit une critique impitoyable dans *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*, de même qu'il répondit aux critiques de Rosa Luxembourg. Du côté de l'anarchisme, mais de manière moins brillante que Lénine, Maurice Joyeux condamna la tentative éclectique de Daniel Guérin et il réfuta, du point de vue de l'anarcho-syndicalisme, les thèses de Rosa Luxembourg et du conseilliste Anton Pannekoek (3).

Les fondements politiques de l'anarcho-marxisme sont : a) L'unité des conceptions anarchistes et marxistes ; b) Le spontanéisme fondé sur l'économisme ; c) Le déni du rôle de l'avant-garde, qu'elle s'exprime dans le parti ou dans le syndicat ; d) Le déni des expériences socialistes et de l'expérience de la révolution bolchevique ; e) L'identification du communisme avec l'autogestion ; f) La négation de la nécessité d'une « période de transition » entre capitalisme et communisme ; g) La négation d'un « Etat de transition » et la défense de la « destruction de l'Etat » de manière immédiate ; h) La négation de toute forme de participation à la « démocratie bourgeoise » ; i) La sélection des œuvres de Marx et Engels et des théoriciens marxistes « acceptables » pour la doctrine.

J'entends démontrer que ces thèses sont présentes chez un anarcho-marxiste brésilien, et plus tard je les réfuterai. Il s'agit de l'anarcho-marxiste Nildo Viana, qui ne dissimule pas les théoriciens sur lesquels il s'appuie : Marx, Engels, Rosa Luxembourg, Daniel Guérin, Karl Korsch, Anton Pannekoek, Paul Mattick, Otto Rühle, Helmutt Wagner, parmi d'autres. Il rejoint explicitement la tradition anarcho-marxiste. Sa sympathie pour l'anarchisme se révèle clairement dans ses textes : « Après Marx, ce fut Rosa Luxembourg qui se fonda sur le mouvement réel des travailleurs pour élaborer sa théorie révolutionnaire. Rosa, en observant l'explosion des grèves de masse dans différents pays et principalement dans la Russie tsariste, les a définies comme l'arme politique la plus puissante du prolétariat. »

Ce qui constituait la théorie anarchiste « fut repris par Rosa Luxembourg comme la force universelle de la lutte ouvrière » (4). L'« incompréhension de Trotsky » sur le rôle de l'anarchisme dans la guerre civile espagnole l'a conduit à une pratique politique erronée et cela provoqua sa rupture avec Victor Serge et d'autres militants (5). Ces affirmations montrent clairement la positivité que l'auteur accorde à l'anarchisme. En réalité, ce qu'il cherche à faire, c'est récupérer la critique de la politique réalisée par l'anarchisme et l'intégrer dans la théorie générale de Marx et Engels, comme le font les autres anarcho-marxistes.

La classe ouvrière, selon cet auteur, est le sujet historique qui crée le communisme. Donc, c'est dans le mouvement réel des travailleurs qu'on peut observer comment cela se produira. Mais où se trouve la justification d'une telle affirmation ? autrement dit, qui a dit que le communisme était la création des travailleurs ? Selon Nildo Viana, d'après Marx dans *Misère de la philosophie*, la classe ouvrière, du fait de sa condition économique de classe, crée des intérêts communs ainsi que la conscience de ces intérêts. La classe ouvrière fait la révolution spontanément du fait de sa condition

déterminée par le mode de production. Le spontanéisme se fonde sur une conception économiciste. Selon lui, « le communisme est basé dans la production » (6).

Si la classe ouvrière fait sa révolution spontanément, alors le rôle de l'avant-garde devient inutile dans le parti politique, le syndicat. La révolution n'est pas la tâche du parti politique et les syndicats créent la bureaucratisation. La classe se libère d'elle-même et les partis et les syndicats exercent généralement une action conservatrice sur les masses (7). Dans ce sens, la révolution russe accomplie par le parti bolchevique ne peut pas être considérée comme une révolution socialiste. Selon Nildo Viana, « le Bolchevisme est une expression idéologique du retard de la Russie tsariste » (8). Ce que la révolution bolchevique réalisa fut d'implanter un capitalisme d'Etat. Donc, des sociétés socialistes n'existent pas dans le monde.

S'il n'y a pas de socialisme dans le monde, la question demeure : qu'est-ce que le socialisme ? Selon Nildo Viana, le socialisme, c'est l'autogestion, comme en témoignent les expériences historiques du mouvement ouvrier (Commune de Paris, Révolution russe, Révolution allemande) qui ont ébauché, mais jamais cristallisé, la nouvelle société. Se référant à Pannekoek, notre auteur déclare que le pouvoir d'État sera détruit et remplacé par les conseils ouvriers ; par conséquent, il n'y a pas de « période transitoire » et aucun « Etat de transition ». Le passage du capitalisme au communisme se fait directement.

Compte tenu de cet ensemble d'idées, on perçoit mal quel peut être le rôle des révolutionnaires et des théoriciens de gauche, et quelles sont les formes d'action politique qu'ils peuvent accomplir. Sur ce point, Nildo Viana est extrêmement vague et se borne à dire qu'il revient à la gauche de « former un bloc révolutionnaire historique et d'encourager l'auto-organisation des masses par le biais des conseils d'usines, les comités de quartier, etc. et, avec cela, de détruire l'Etat bourgeois et sa "démocratie" en construisant l'autogestion sociale, la seule forme possible et véritable de démocratie. » (9)

On constate ici le refus de la participation à la démocratie bourgeoise et le projet de sa destruction comme condition de l'implantation de l'autogestion.

Ces thèses sont fondées sur ceux des écrits de Marx qui sont les préférés des « idéalistes marxistes » : les écrits de jeunesse. On met l'accent sur des textes tels que les *Manuscrits économique-philosophiques*, *l'Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, entre autres. Les textes du « jeune Marx » sont complétés par les « écrits de la maturité »,

mais en tenant compte uniquement de leurs aspects économiques (ici Nildo Viana fait comme les anarchistes du type Bakounine et Vilain). D'où la nécessité d'affirmer que, entre le « jeune Marx » et le « Marx de la maturité », il n'y a aucune rupture, car c'est pour justifier le premier qu'on utilise les thèses du second.

Comme l'affirme Nildo Viana, dans les écrits du « Marx de la maturité » se trouve une « théorie du capitalisme et de la révolution prolétarienne » et dans les écrits de la jeunesse se trouve une « théorie de l'aliénation », c'est-à-dire que dans un cas nous avons l'« élément passif » de la révolution (le mode de production capitaliste et ses contradictions) et dans l'autre nous avons son « élément actif » (l'aliénation de l'homme et la nécessité de son dépassement). En un mot, on sélectionne les textes économiques de Marx pour leur donner un caractère economiciste, en les complétant avec les écrits de jeunesse, pour ainsi justifier le spontanéisme (10). Ces textes sélectionnés sont complétés par des textes d'anarcho-marxistes comme Rosa Luxembourg, Anton Pannekoek, Paul Mattick, Karl Korsch, Daniel Guérin, entre autres.

Si jusqu'à présent me suis limité à prouver le caractère anarcho-marxiste des théories de Nildo Viana, je vais maintenant faire leur critique. Sa thèse selon laquelle la pensée de Marx est passée par trois étapes grâce auxquelles elle s'est approfondie, est fondée (ni plus ni moins) sur les idées d'Erich Fromm et Daniel de Guérin. Pour ces auteurs, il n'y a pas de rupture entre le jeune Marx et le Marx de la maturité. Ernest Mandel a également rejeté la théorie stalinienne, mais sans tomber dans les déviations volontaristes. Cette conception de l'existence de « deux Marx » a été reprise récemment par le structuraliste marxiste Louis Althusser et critiquée de manière exceptionnelle par Nildo Viana. Mais, ce qui est une caractéristique de l'anarcho-marxisme, la puissante critique n'est pas accompagnée d'une proposition alternative satisfaisante.

Daniel Guérin utilise de nombreuses citations de Trotsky et de Rosa Luxemburg pour combattre Lénine et le bolchevisme et mettre ainsi en évidence que la révolution socialiste est le produit spontané du prolétariat (11). Mais Nildo Viana se base principalement sur la théorie de la « nature humaine aliénée » d'Erich Fromm. Ce « freudo-marxiste » présente quelques ressemblances avec l'anarcho-marxisme dans sa pensée : a) avec comme base l'idée de « nature humaine », il adhère au volontarisme ; b) il est un critique de Lénine qu'il considère, avec Boukharine, comme un « positiviste mécaniste » ; c) il nie le rôle du parti politique ; d) il définit la société soviétique comme un « capitalisme d'État conservateur » ; e) c'est la

classe ouvrière, pour être « la plus aliénée de toutes », qui conduira à l'émancipation humaine (12).

Ernest Mandel fait une critique très perspicace de la thèse d'Erich Fromm sur la « nature humaine aliénée ». Selon Mandel, Erich Fromm confond la notion anthropologique de l'aliénation contenue dans les *Manuscrits économique-philosophiques* avec la conception historique présente dans *Le Capital* : « Fromm, par exemple, écrit : “Il est d'une extrême importance pour la compréhension de Marx, de voir combien le concept d'aliénation est et reste le point focal de la pensée du jeune Marx, qui a écrit les *Manuscrits économique-philosophiques*, et du « vieux » Marx, qui a écrit *Le Capital*. » A ce propos, Fromm émet explicitement l'idée que d'aliénation, pour Marx, implique une aliénation de l'homme de la nature¹.

Mais, il est évident que cela est complètement absent du *Capital*. De même, la tentative d'identifier le concept d'aliénation du travail des *Manuscrits de 1844*, et le concept d'aliénation et de mutilation de l'ouvrier, que l'on trouve dans les œuvres ultérieures de Marx, passe sous silence le véritable problème : à savoir, la juxtaposition d'une conception anthropologique et d'une conception historique de l'aliénation dans les *Manuscrits de 1844* qui sont logiquement et pratiquement inconciliables. Si l'aliénation, en vérité, est fondée sur la nature du travail et si celui-ci est indispensable à la survie de l'homme – comme Marx précisera plus tard dans une lettre à Kugelmann – alors l'aliénation ne sera jamais surmontée » (13).

Un auteur comme Nildo Viana, connaisseur de presque tous les écrits de Marx, se trompe dans l'interprétation de Marx et il « sélectionne » juste les textes qui fondent son anarcho-marxisme. Mais il sélectionne aussi les auteurs marxistes qu'il utilise. Il nie explicitement les contributions de Kautsky, Bordiga, Lénine, Gramsci, parmi d'autres. Il choisit les auteurs anarcho-marxistes et il les désigne comme continuateurs authentiques du marxisme. Pour conclure sa « sélection » et sa négation des penseurs mentionnés ci-dessus, il reprend la métaphore de Heine, citée par l'anarchiste Alexandre Skirda, pour ironiser sur le marxisme : « Marx aurait très bien pu reprendre pour son compte la métaphore de Heine : mon malheur fut d'avoir semé des dragons et d'avoir récolté des puces » (14). Il est symptomatique

¹ Le texte brésilien dit : «...implica uma alienação do homem da natureza ». Il est possible que l'auteur veuille dire « une aliénation de l'homme en relation avec la nature ».

qu'il utilise l'ironie d'une série d'articles rancuniers et calomnieux contre Marx. L'anarcho-marxisme ne sera jamais totalement marxiste.

C'est sur la base de cette sélection que Nildo Viana entend unir marxisme et anarchisme. Il s'agit d'utiliser la critique de l'économie politique de Marx (abandonnant sa conception politique) et de la compléter avec la critique de la politique des anarcho-marxistes et des anarchistes en général. Il s'avère que le marxisme et l'anarchisme sont inconciliables. L'anarcho-marxisme, ce produit hybride, est si inefficace politiquement qu'il se transforme en simple « idéologie » éloignée de la pratique. La théorie économique du marxisme a fondé une théorie politique et les deux sont inséparables, de même que le refus anarchiste de la politique suppose un ensemble d'idées économiques qui lui est complémentaire. Les deux forment un tout cohérent et l'anarcho-marxisme se transforme en un discours contradictoire, incomplet, incohérent et éclectique. Il finit par être ni du marxisme ni de l'anarchisme.

Le spontanéisme comme fondement de l'économisme marque une rupture avec le marxisme. Depuis Marx en passant par Lénine, Trotsky, Lukács, entre autres, nous savons que la classe ouvrière ne peut, par ses conditions économiques de classe, acquérir spontanément sa conscience de classe (15). La conscience de classe est fondamentale pour l'émancipation ouvrière et, sans une organisation révolutionnaire, le parti politique, elle n'apparaîtra pas. Mais d'où vient le refus du parti d'avant-garde ? Il provient de la confusion théorique qui confond le stalinisme et le bolchevisme, la révolution russe et la bureaucratisation de l'URSS. Cela part d'une analyse erronée de la Révolution russe (une « contre-révolution bureaucratique » ou « révolution bourgeoise », selon les communistes de conseil) qui refuse toute une expérience et toute une tradition révolutionnaires. Quelles sont les causes de la déformation du socialisme en Union soviétique ? C'est la réponse à cette question qui permettra de réfuter l'idéologie anti-bolchevique des anarcho-marxistes (qui, incidemment, expriment toujours leur sympathie envers les anarchistes dans la révolution russe).

Ernest Mandel a déjà répondu à cette interrogation : « La réponse historique à cette question est que le processus de la révolution socialiste mondiale doit être conceptuellement séparé de celui de la construction d'une société socialiste sans classes . En fait, la Russie n'était pas "mûre" pour la mise en place d'une telle société. Jusqu'en 1924, ce fut le point de vue commun de tous les marxistes révolutionnaires, non seulement de Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg, Boukharine, Zinoviev, Lukács, Gramsci,

Thalheimer, Korsch, Radek, etc. Mais aussi de Staline. Mais le monde était mûr pour le socialisme. En fait, comme dans *l'Anti-Dühring*, Engels le considérait comme un fait garanti » (16).

Par conséquent, dire que le bolchevisme est responsable de la déformation du socialisme soviétique, c'est abandonner la méthode du matérialisme historique, car celui-ci n'est possible qu'en séparant les conditions subjectives des conditions objectives et en attribuant ainsi le « blâme » aux premières. Quant à la thèse du caractère « capitaliste » de l'URSS, cela est totalement faux, car pour qu'elle soit vraie, il faudrait que la *loi de la valeur* domine en URSS, ce qui n'est pas vrai (17).

L'anarcho-marxisme nie explicitement la nécessité d'une « période de transition » et d'un « Etat de transition » entre le capitalisme et le communisme. Selon les anarcho-marxistes, parmi lesquels Nildo Viana, l'autogestion tombera du ciel à l'initiative du prolétariat et, d'une heure à l'autre, on passera à une société sans classes, sans Etat, sans production de marchandises. Selon un critique de l'anarchisme, « passons sur les glorieuses expériences d'autogestion réalisées au mois de mai [l'auteur se réfère à la révolte étudiante de mai 68 à Paris – CM] dans tel laboratoire, tel institut universitaire, abstraction faite de réalités vulgaires telles que les rapports de ce laboratoire, de cet institut, avec le reste du monde, avec les crédits, les bourses, les salaires fixés par l'Etat capitaliste..., Les “expériences d'autogestion” de telle petite entreprise, abstraction faite de ses rapports avec le marché capitaliste, les banques, etc. » (18). L'autogestion, c'est-à-dire le communisme, ne peut pas être implantée d'un jour à l'autre, il faut une période de transition et un Etat de transition qui gère cette transformation.

L'anarcho-marxisme fait également une critique féroce de la démocratie bourgeoise. Nildo Viana lui assène un coup dur, dont le principal mérite est de récuser l'idéologie qui retire le caractère de classe de la démocratie bourgeoise en la transformant en une « valeur universelle » (19). Si Lénine, dans *L'Etat et la Révolution*, affirma que l'anarcho-marxiste Pannekoek était plus proche du marxisme que le réformiste Kautsky, nous pouvons dire aujourd'hui que l'anarcho-marxiste Nildo Viana est plus proche du marxisme que le réformiste Carlos Coutinho Nelson. Mais aussi bien les réformistes que les anarcho-marxistes exagèrent leurs positions par rapport à la démocratie bourgeoise. Les réformistes la surestiment et lui ôtent son caractère de classe, en la choisissant comme unique lieu de la lutte politique, et les anarcho-marxistes ne peuvent pas voir son importance dans la lutte du prolétariat (20). Sans aucun doute, l'anarcho-marxiste Nildo Viana surmonte à la fois le réformisme et l'anarchisme dans sa position sur

la démocratie bourgeoise, parce que le réformisme la transforme en fétiche et l'anarchisme la critique de manière assez limitée (21)

Je ferai, à partir d'ici, une critique générale de l'anarcho-marxisme. Ce courant, avec ses mérites et les ambiguïtés, a déjà été largement critiqué par les auteurs marxistes (22). Avant d'aborder ses limites, je dois évoquer ses mérites : l'anarcho-marxisme est de loin supérieur au stalinisme, au réformisme et à l'anarchisme. Son analyse reposant sur la « critique de l'économie politique » fournit des éléments importants dans la compréhension de la société capitaliste. Sur la base de cette analyse, il peut, à la différence du révisionnisme réformiste, observer le caractère révolutionnaire du mouvement ouvrier. Dans un deuxième temps, il contribue au développement du marxisme dans le domaine de la politique, de la philosophie, de l'économie, de la sociologie, etc. Ce sont les grandeurs de l'anarcho-marxisme.

La principale critique qui peut être faite à l'anarcho-marxisme (en plus des questions spécifiques, telles que l'approche de la Révolution russe et de l'URSS), y compris celui de Nildo Viana, est son incapacité à théoriser et à engendrer une action politique. Les idées politiques de l'anarcho-marxisme (négation des partis politiques, des syndicats, de la démocratie bourgeoise, de la lutte pour le pouvoir d'Etat) le conduit, inévitablement, à une paralysie politique. L'idée d'autogestion immédiate produite par l'action spontanée de la classe ouvrière est, pour utiliser la langue blochienne¹ de Nildo Viana, une « utopie abstraite », pas une « utopie concrète ». De cette conception de l'autogestion – une concession à l'anarchisme – il résulte la paralysie politique. Nildo Viana, comme tous les anarcho-marxistes, fait une critique puissante de la société capitaliste et de ses idéologues, mais le problème est que sa conception politique alternative empêche le développement d'une pratique politique révolutionnaire.

Pour cela, je suis d'accord avec M. Hájek quand il parle de « communisme de gauche » (l'un des noms assumés par les anarcho-marxistes, sauf que dans ce cas il s'agit de communisme de conseils), comme d'« une tendance utopique sectaire qui tirait sa force de la critique, mais était incapable d'offrir une alternative politique correcte. » (23).

¹ Allusion sans doute à Gérard Bloch, militant et auteur trotskyste, ancien dirigeant du Parti communiste internationaliste.

NOTES

* Ce texte a été rédigé et envoyé à la revue *Brasil Revolucionário* en 1992, et n'a pas été publié ; les responsables de la revue n'ont même pas répondu pour dire que le texte ne présentait pas d'intérêt. Il s'agissait certainement de protéger un de leurs collaborateurs. Bien que le texte soit un peu « vieux », je pense qu'il a encore une valeur et peut contribuer au processus nécessaire de la critique de l'anarcho-marxisme.

1. En fait, il y a un certain nombre d'anarcho-marxistes au Brésil ont des points communs qui coexistent avec des éléments divergents, tels que : Maurice Tragtenberg, Fernando Prestes Motta, Lucia Bruno, Fernando Coutinho Garcia, Nildo Viana, etc. Ma critique, en raison de la production extensive de cet ensemble, se concentrera uniquement sur le dernier, un jeune représentant de l'anarcho-marxisme brésilien.

2. Vilain, Eric. A Questão Econômica. in : Vários. Os Anarquistas Julgam Marx. Brasília, Novos Tempos, 1986.

3. Joyeux, Maurice. Autogestão, Gestão Direta, Gestão Operária. Brasília, Novos Tempos, 1988.

4. Viana, Nildo. Quem Tem Medo da Utopia ? in : Brasil Revolucionário. ano II, n. 7, Dezembro de 1990.

5. Veja : Viana, Nildo. A Democracia Burguesa Como Valor Universal. in : Brasil Revolucionário. Ano II, n. 8, Abril de 1991.

6. Viana, Nildo. op. cit. pag. 39.

7. Veja : Viana, Nildo. A Democracia Burguesa Como Valor Universal. op. cit.

8. Viana, Nildo. Quem Tem Medo da Utopia. op. cit., p. 39.

9. Viana, Nildo. A Democracia Burguesa como Valor Universal. op. cit. pag. 18.

10. Veja : Viana, Nildo. Do Jovem Marx ao Marx da Maturidade. in : Teoria e Práxis. n. 3, Novembro de 1991.

11. Veja : Guérin, Daniel. O Futuro Pertence ao Socialismo Libertário. Porto Alegre, Prôa, sem data.

12. Veja : Fromm, Erich. O Conceito Marxista do Homem. RJ, Zahar, 1983.

13. Mandel, Ernest. A Formação do Pensamento Econômico de Karl Marx. RJ, Zahar, 1968, p. 169.

14. Skirda, Alexandre. Gênese e Significação do Marxismo. in : Vários. Os anarquistas Julgam Marx. op. cit., pag. 31.

15. Veja : Lênin, Que Fazer ? SP, Hucitec, sem data ; Lukács, Georg. História e Consciência de Classe. Porto, Publicações Escorpião, sem data.

16. Mandel, Ernest. Além da Perestroika. RJ, Busca Vida, 3a. edição, 1989, pág. 384.

17. Para uma caracterização da URSS, veja : Mandel, Ernest. op. cit.

18. Bloch, Gérard. Marxismo e Anarquismo. in : Bloch, G. e Trótski, Leon. Marxismo e Anarquismo. SP, Kairós, 1981, p. 17.

19. Veja : Coutinho, Carlos Nelson. A Democracia Como Valor Universal. RJ, Salamandra.

20. Mandel a éclairci la positivité de la démocratie bourgeoise : « Ce n'a pas été par hasard que le mouvement ouvrier a été dans l'avant-garde de la lutte pour les libertés démocratiques dans les XIX^e et XX^e siècles. En défendant ces libertés, le mouvement ouvrier défendait en même temps les conditions les plus favorables pour son propre ascension. La classe ouvrière est la classe la plus nombreuse de la société contemporaine. La conquête des libertés démocratiques lui permet de s'organiser, d'acquérir la garantie du grand nombre, d'exercer un poids à chaque fois plus grand dans les rapports de force. » (Mandel, Ernest. Introdução ao Marxismo. 4a edição, Porto Alegre, Movimento, 1982, pag. 72).

21. Para ver a superioridade da crítica anarcho-marxista sobre a crítica anarquista, compare-se o artigo citado de Nildo Viana (« A Democracia Burguesa Como Valor Universal ») e a coletânea : O Anarquismo e a Democracia Burguesa. 3a. edição, SP, Global, 1986.

22. Veja : Hobsbawn, Erich. Karl Korsch. in : Revolucionários. 2a edição, RJ, Paz e Terra, 1985 ; Lênin, Esquerdismo : A Doença Infantil do Comunismo. 6a. edição, SP, Global, 1986.

23. Hájek, Milos. O Comunismo de Esquerda. in : Hobsbawn, Erich (org.). História do Marxismo. RJ, Paz e Terra, 1985, pag. 97.

Nildo Viana : Marxisme et anarchisme. – Une Anticritique

Ce texte est une réponse à un article disponible sur Internet, intitulé « Critique de l'anarcho-marxisme – Contre Nildo Viana et la déformation du marxisme » (1), dont le contenu est un des textes critiques publiés au début des années 90 du XX^e siècle. Je considère que certaines des thèses qui y sont consignées sont dépassées, car elles furent écrites il y a dix ans et mes idées se sont approfondies au cours de cette période. Je continue de partager la majeure partie des observations faites, c'est pourquoi je dois répondre au texte qui en fait une critique. La lecture de cet article me rappelle la polémique créée autour des livres *Marxisme et philosophie*, de Karl Korsch, et *Histoire et conscience de classe* de Georg Lukács. Les deux ont été accusés d'« idéalisme » et d'« hégélianisme » par les Soviétiques au début des années 20 du siècle passé. Lukács, conformément à son tempérament, fit une volte-face et écrivit son « autocritique ». Karl Korsch, un authentique révolutionnaire, n'avait pas peur et écrivit son Anticritique. Me réclamant de la filiation du marxisme révolutionnaire de Korsch, je vais faire mon Anticritique ici aussi.

La première critique de Carlos Moreira sur mon prétendu « anarcho-marxisme » est que je réalise une « déformation anarchiste du marxisme ». Cependant, pour savoir ce qui peut être considéré comme une déformation du marxisme, il est d'abord nécessaire de dire ce qu'il faut entendre par ce dernier. Certains relativistes défendent la thèse selon laquelle il y a « plusieurs marxismes » et que par conséquent il n'y a pas de déformations (2). D'autres, à leur tour, définissent le marxisme comme un ensemble d'idées fixes révélées dans les écrits de Marx et qui ne peuvent donc pas être modifiées parce que ce serait une « déformation ». Mais comme le capitalisme évolue constamment et que Marx n'avait pas de « boule de cristal », il est devenu nécessaire de compléter la vérité révélée par les écrits de Marx avec les écrits de ses disciples considérés comme « classiques », c'est à dire, par Lénine et Trotsky, en particulier. C'est, pour de tels idéologues, le « marxisme ».

La conception relativiste établit comme critère pour définir ce qu'est le « marxisme » l'auto-désignation. Qui se dit marxiste est un marxiste. La conception bolchevique désigne comme critère la fidélité aux écrits sacrés de Marx, Engels, Lénine et Staline (pour les staliniens) ou Trotsky (pour les trotskystes), c'est-à-dire, les « quatre grands classiques du marxisme ». Le relativiste peut réfuter les bolcheviks comme suit : pour un trotskyste, lecteur « fidèle » de Marx, Engels et Lénine, le stalinisme est une déformation du marxisme et pour un stalinien, lecteur « fidèle » de Marx, Engels et Lénine, le trotskisme est une déformation du marxisme. En un mot, dix personnes peuvent lire Marx et développer dix interprétations différentes et ainsi il n'y a aucun écrit qui donne la définition du marxisme sinon la personne qui le lit. Donc, tous ceux qui se disent marxistes le sont, car il n'y a pas de critère objectif pour le définir (le « marxomètre »).

Mais les bolcheviks peuvent rétorquer au relativisme : mais alors, si Mussolini se disait « marxiste », le serait-il ? Selon les bolcheviks, cela n'est pas seulement faux, mais aussi réactionnaire. Il existe un critère pour définir ce qu'est le marxisme et qui peut être considéré comme marxiste. Ce critère, ce sont les écrits de Marx actualisés par Lénine et Trotsky (ou Staline). Voyons ce que dit Lénine : « Celui qui ne connaît que la lutte des classes n'est pas encore un marxiste, il peut encore rester dans le cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise. Confiner le marxisme à la théorie marxiste de la lutte des classes c'est limiter le marxisme, l'adultérer, le réduire à quelque chose que la bourgeoisie peut accepter. Est marxiste seulement celui qui étend la reconnaissance de la lutte des classes à la reconnaissance de la dictature du prolétariat » (3). Ensuite Lénine en vient à affirmer que seul est marxiste celui qui se sent une profonde admiration pour les « révolutionnaires bourgeois » du passé (...).

Les idées de Marx et d'Engels s'inscrivent dans une période historique déterminée, et il est nécessaire de les mettre à jour. Toutefois, différents « marxistes » ont cherché à mettre à jour leur théorie (dans différents domaines académiques tels que l'économie, la philosophie, la géographie, la sociologie, etc. aussi bien que pour ce qui concerne la conception politique proprement dite) et pas seulement Lénine. Il ne suffit pas de dire qu'il est nécessaire de reconnaître la nécessité de la « dictature du prolétariat », il faut aussi définir ce que c'est. La dictature du prolétariat est-elle l'autogestion telle qu'elle a existé dans la Commune de Paris et telle qu'elle est défendue par Marx dans *La guerre civile en France* ou est-elle la dictature du parti sur le prolétariat telle qu'elle a eu lieu en Russie, et défendue par Lénine ? (4).

La question du parti, de la dictature du prolétariat, entre autres, a reçu diverses « mises à jour » et « approfondissements » par d'innombrables « marxistes » de l'époque de Lénine : Bernstein, Kautsky, Rosa Luxembourg, Korsch, Pannekoek, Lukács, le « jeune Gramsci », le « jeune Trotsky », Boukharine, etc. Il n'y a aucune raison pour que la personne de Lénine soit privilégiée comme « continueur du marxisme » car ce critère est un critère, mais reste non-marxiste.

Ce n'est pas grâce au génie de Marx qu'on doit se revendiquer du marxisme, et cela vaut aussi pour ses épigones et continueurs. Marx lui-même a dit : « Je ne suis pas marxiste », car il a vu que ses thèses ont été déformées (5). Karl Korsch a donné une définition plus cohérente du marxisme : c'est « l'expression théorique du mouvement ouvrier » (6). Par conséquent, le marxisme a dépassé la personne de Karl Marx, même s'il en est la première et la plus importante référence. Ses théories doivent être approfondies, mises à jour et certaines « révisées » dans la mesure où elles continuent à exprimer le point de vue du prolétariat. Il est possible de contester le caractère révolutionnaire du prolétariat et, par conséquent, les idées qui expriment ses intérêts historiques. Mais dans ce cas il n'y a aucune raison de se dire « marxiste ».

Reste la question de savoir quel est le critère pour définir qui dispose de l'expression théorique du mouvement ouvrier. Le critère est la pratique. Quelle a été la pratique du bolchevisme ? A quoi a abouti l'application pratique de l'idéologie bolchevique ? Aussi incroyable que cela paraisse, la faillite du capitalisme d'État en URSS ne fut pas suffisante pour que nos léninistes-trotskistes-mandélistes, entre autres, se persuadent que le bolchevisme n'a rien à voir avec le marxisme.

Quelle est la relation entre le marxisme et l'anarchisme ? Existe-t-il un anarcho-marxisme ? Comme indiqué précédemment, le marxisme ne peut pas être considéré comme quelque chose d'extérieur à l'histoire et de distinct de la lutte de classes, parce que nous défendons la thèse selon laquelle il est nécessaire d'appliquer le matérialisme historique à lui-même (comme cela fut exposé par Lukács et Korsch). Les idées de Marx et de ses disciples sont le produit historique d'une société qui est fondée sur un mode de production et sur une classe sociale qui est son dépassement et qui constitue un mode de production. Le marxisme est une expression théorique du mouvement ouvrier qui vise à l'établissement de l'autogestion sociale. Il est donc tout à fait superficiel de comparer marxisme et anarchisme en ne prenant en compte que les idées politiques sans tenir compte de leur caractère de classe.

Si le caractère de classe du marxisme est prolétarien, on se demande quel est le caractère de classe de l'anarchisme. Certains « marxistes » ont essayé de le comprendre. Boukharine, par exemple, qualifie l'anarchisme comme d'idéologie du lumpenprolétariat (7). Le « marxisme-léninisme » est l'idéologie du prolétariat et l'anarchisme est l'idéologie du lumpenprolétariat. Cette conception est aussi simpliste que le « matérialisme historique » de Boukharine, ce positivisme travesti en dialectique. Un tel simplisme se révèle, par exemple, lorsqu'on met dans la même barque tout ce qui s'autoproclame anarchisme : l'anarcho-syndicalisme, l'anarcho-communisme, l'anarcho-collectivisme, l'anarcho-individualisme, l'anarchisme chrétien, etc. Des penseurs comme Proudhon, Bakounine, Stirner, Kropotkine, Malatesta, Besnard, Joyeux, Tolstoï, Santillan, Reclus, avec toutes leurs différences deviennent des « idéologues du lumpenprolétariat ». Pas moins simpliste est la thèse de Léon Trotsky et d'autres bolcheviks, selon lesquels l'anarchisme est une idéologie petite-bourgeoise (8).

S'il y a des éléments communs dans les très diverses thèses anarchistes, il y a aussi des éléments différents et même antagonistes. L'anarcho-syndicalisme, y compris celui de Joyeux, est une idéologie de la bureaucratie syndicale. En effet, il serait assez amusant d'entendre dire qu'un syndicaliste est un « lumpenprolétaire ». Déjà l'anarcho-individualisme peut être considéré comme une idéologie petite-bourgeoise. En un mot : tout comme le marxisme, l'anarchisme fut approprié par différentes classes ou fractions de classes.

Marx était en rapport avec deux penseurs qui ont jeté les fondements de la pensée anarchiste, Proudhon et Bakounine. Les « marxistes » bolcheviks (léninistes, trotskistes, stalinien, etc.) mentionnent seulement les textes dans lesquels Marx les critique, mais jamais les écrits à leur louange (c'est là une « sélection » tendancieuse des textes...). Marx dit sur Proudhon : (...) « Proudhon soumet la propriété privée, base de l'économie politique, à un examen critique, au premier examen catégorique, aussi impitoyable que scientifique, pour cela il réalise un progrès qui révolutionne l'économie politique et rend possible pour la première fois, une véritable science de l'économie politique » (9). Les « marxistes » non-lecteurs de Marx ne se lassent jamais d'exagérer la critique de Marx contre Proudhon que l'on trouve dans *Misère de la philosophie*. Les relations entre Marx et Bakounine furent très difficiles et conflictuelles, bien que Marx fût plus proche de Bakounine que de Proudhon sur certains points, principalement en ce qui concerne la question de la révolution (10).

Les idées de Bakounine et de Proudhon ne sont pas si éloignées de celles de Marx, quoi que veuillent nous faire croire les non-lecteurs de ces trois penseurs. Les œuvres de Proudhon et de Bakounine présentent une critique fondamentale de la société capitaliste et une anticipation précieuse de la société communiste. Sans doute, ils sont aussi les initiateurs de la critique de la bureaucratie comme Marx, bien que ce dernier n'ait pas accordé la même importance que Proudhon et Bakounine à cette question. La théorie de la révolution de Proudhon et Bakounine laisse à désirer, et c'est dû en partie au fait que le mouvement syndical dans les pays où ils travaillaient n'avait pas encore pris leur plein développement et aussi parce qu'ils ne comprenaient avec la même netteté que Marx le processus de production et de reproduction du capital et la dynamique de la lutte ouvrière dans ce processus.

Marx développa la théorie de la révolution prolétarienne en s'appuyant sur la nation capitaliste la plus avancée de son époque : l'Angleterre. Cette analyse est cohérente avec le matérialisme historique et non pas avec ceux qui se contentent de dire que « la critique de la politique » est une « caractéristique de l'anarchisme » et la « critique de l'économie politique » est une caractéristique du marxisme. De même, on peut affirmer métaphysiquement que la croyance en Jésus-Christ est une caractéristique du christianisme et que la non-croyance en sa venue est une caractéristique du judaïsme et que, par conséquent, ces deux opinions religieuses sont inconciliables. Ainsi, l'histoire est abolie et, avec elle les éléments communs de ces deux conceptions, ne laissant que les différences et l'impossibilité de la conciliation. Ainsi, on nie l'anarchisme en bloc, ce qui a des effets désastreux sur la pratique politique. En outre, ce procédé est généralement non-marxiste, car il ne prend en considération que la conscience des personnes, et ne juge pas un individu par la conscience qu'il a de lui-même et, dans cette approche non-marxiste, les paroles sont suffisantes.

Ainsi, la relation entre le marxisme et l'anarchisme est assez complexe. Le marxisme authentique et l'anarchisme révolutionnaire ne sont pas contradictoires et certains courants autoproclamés « marxistes » ou « anarchistes » sont les expressions politiques de classes sociales ou de fractions de classes qui nient le prolétariat ou qui, dans certains cas, suscitent des divergences graves, créant un antagonisme soit contre le marxisme authentique soit contre l'anarchisme révolutionnaire.

Toutefois, l'attachement exagéré à la tradition ainsi que les malentendus et les différences de langue provoquent des conflits entre le marxisme authentique et l'anarchisme révolutionnaire. Mais le conflit majeur se situe

en fait entre le bolchevisme, déformation du marxisme, et l'anarchisme révolutionnaire, comme dans le cas de la révolution russe, qui a provoqué l'effusion de sang des révolutionnaires authentiques, décimés par la bureaucratie pseudomarxiste. Trotsky, idole de Carlos Moreira, par exemple, a été l'un des principaux responsables du massacre des paysans en Ukraine et des marins de Cronstadt.

Il reste à parler de l'« anarcho-marxisme », un concept qui m'a été attribué par Carlos Moreira. Je n'ai rien contre l'utilisation de nouvelles expressions pour désigner des concepts ou toute autre chose mais, en revenant aux principes du matérialisme historique, si les concepts sont l'expression de la réalité, alors de nouveaux concepts doivent être l'expression de nouvelles réalités. Sinon, de nouveaux concepts ne sont pas indispensables, étant simplement des manifestations d'érudition pour ceux qui sont friands de « nouveautés », et, tout comme le marché capitaliste, l'érudition a besoin de « modes » pour encourager la consommation littéraire.

Le concept d'« anarcho-marxisme » exprime-t-il une réalité nouvelle ? Bien sûr que non. Les thèses des communistes de conseil et de Rosa Luxembourg sont différentes des conceptions anarchistes, mais il y a des similitudes. Ici la stratégie est déjà différente : on cherche à souligner les différences et pas les similitudes, mais on y reviendra plus tard. Il existe déjà un nom pour décrire ces thèses : le conseillisme et le luxembourguisme. En ce qui concerne Daniel Guérin, Pierre Ansart, Eric Vilain, qui cherchent à unir le marxisme et l'anarchisme, ils se disent déjà « marxistes libertaires », « socialistes libertaires » (au moins dans le cas de Guérin) et les désigner comme identiques à Rosa Luxemburg et aux communistes conseillistes signifie masquer les différences pour faire ressortir les similitudes. Carlos Moreira reconnaît lui-même la différence quand on parle de l'anarcho-marxisme qui vient du camp « anarchiste » et de l'anarcho-marxisme qui vient du camp marxiste. Dans un premier temps nous avons la différence absolue entre le marxisme et l'anarchisme, ensuite similitude absolue.

Dès lors, nous avons la clé pour comprendre cette entreprise intellectuelle : Marx est radicalement différent des anarchistes (de même que Lénine, Staline, Trotsky...), et les conseillistes, Rosa Luxembourg, etc. sont très similaires à l'anarchisme ; ce qui signifie, en raison de la différence radicale entre Marx et les anarchistes, que les marxistes qui se rapprochent d'eux sont plus anarchistes que marxistes.

Carlos Moreira décrit ce qu'il considère comme les « fondements politiques de l'anarcho-marxisme » et dit qu'il va démontrer qu'ils sont présents dans mes textes et qu'il va les réfuter. Le premier point est l'« union des conceptions anarchistes et marxistes ». Si l'anarcho-marxisme est un courant politique qui a cette base, il faut le prouver. Dans les écrits de Rosa Luxemburg et des conseillistes, on ne voit rien de tout cela, d'ailleurs, Carlos Moreira ne cite aucun texte de ceux qu'il critique, ce qui nous fait penser qu'il est un non-lecteur de Rosa Luxemburg et des communistes de conseils et qu'il fonde sa critique sur des sources de seconde main. Une telle critique perd sa valeur parce que les sources, en plus d'être secondaires, sont faites pour des opposants politiques qui présentent les aspects choisis par eux dans le but explicite de les critiquer. C'est une critique qui se fonde sur une critique déjà réalisée et ses défaillances possibles ne sont pas prises en considération puisqu'il n'y a pas d'accès aux sources primaires.

Quant à ma tentative d'unir le marxisme et l'anarchisme, Carlos Moreira ne prouve pas une telle affirmation, car la simple positivité que, selon lui, je vois dans l'anarchisme, ne signifie pas, en soi, une tentative d'unifier les deux courants. La critique de la politique qu'il dit avoir retirée de l'anarchisme a été, en vérité, le produit de la lecture des auteurs marxistes (Rosa Luxemburg, Marx, Pannekoek, Robert Michels, João Bernardo, etc.) aussi bien que de la pratique politique et de l'observation de la réalité et surtout des valeurs et de tout ce qui constitue ma perspective théorique. Bien sûr, Guérin, Bakounine et d'autres anarchistes ont également contribué à cette « critique de la politique » – ou plutôt à cette critique de la bureaucratie –, mais cette contribution a été assimilée par la perspective marxiste, insérée dans le contexte du matérialisme historique.

Une autre caractéristique de l'anarcho-marxisme, selon Carlos Moreira, est la spontanéité fondée sur l'économisme. Encore une fois, l'auteur ne prouve pas sa déclaration par une comparaison avec les écrits de Rosa Luxemburg et le communiste de conseils. Selon lui, je reproduis cette conception en affirmant que la classe ouvrière est révolutionnaire par sa condition économique de classe. Toutefois, cette affirmation n'existe pas dans les textes cités. Je n'ai jamais dit que le prolétariat est révolutionnaire par sa condition « économique » de classe mais par sa condition de classe, ce qui est très différent, car cela va au-delà des limites étroites de la répartition idéologique de la réalité en éléments isolés – procédé typique de la division capitaliste du travail intellectuel – qui sont réifiés et désignés comme des réalités autonomes, produisant ainsi la réalité « économique », « politique », « sociale », « culturelle », « linguistique », etc.

Dire qu'une classe est révolutionnaire pour des raisons économiques c'est donner l'impression que le problème est le salaire, le niveau de revenu. Il s'agit d'un concept bourgeois. La lutte ouvrière est une lutte contre le travail salarié, contre l'organisation capitaliste du travail, contre l'Etat capitaliste, contre l'idéologie dominante, etc. et ce, à l'intérieur et à l'extérieur des usines. Les travailleurs ne sont pas des agents du processus mécanique de production, mais des êtres humains qui ont un ensemble de besoins et de potentialités réprimés par les besoins du capital. Le prolétariat est, dans le processus de travail, la négation de sa réalisation en tant qu'être actif et téléologique, l'impossibilité de l'objectivation en raison du processus d'aliénation. La lutte des classes dans la production implique non seulement le salaire et le niveau de revenu, mais la santé mentale, la culture, la lutte contre l'exploitation, la résistance quotidienne au capital et à sa soif de profits qu'engendre l'incessante poursuite de l'augmentation de l'exploitation. Cette lutte est complétée, dans la société civile, à travers les organisations de travailleurs, de culture ouvrière, de résistance et de lutte dans les domaines culturel et organisationnel. Les ouvriers sont des êtres humains qui ont un ensemble de besoins et potentiels qui sont niés et réprimés par les rapports de production capitalistes et par la sociabilité bourgeoise. Par conséquent, il n'y a aucun « l'économisme » dans ma conception.

La troisième caractéristique de l'anarcho-marxisme est la négation du rôle du parti d'avant-garde et du syndicat. Cette fois, Carlos Moreira a frappé. L'idéologie de l'avant-garde est une idéologie de la bureaucratie (syndicats et partis politiques) et se fonde sur une conception positiviste. Cette conception a été critiquée par Luxembourg, le « jeune Trotsky », par Pannekoek, et bien d'autres. Les expériences historiques prouvent la véracité de la critique et le caractère anti-prolétarien et anticommuniste de ces idéologies avant-gardistes.

La négation du parti d'avant-garde, selon Moreira, est justifiée par l'identification entre le bolchevisme et le stalinisme, ce qui conduit à rendre le premier responsable du second, c'est-à-dire de la déformation du « socialisme » de l'Union soviétique. Par ailleurs, la quatrième caractéristique de l'anarcho-marxisme est le « déni de l'expérience socialiste et de la révolution bolchevique ». Le « parti d'avant-garde » ne devint pas contre-révolutionnaire qu'en URSS, mais aussi dans d'autres expériences historiques, dites « socialistes » ce qui explique que nous les récusions. En outre, la justification de notre « trotskiste-mandéliste » pour la déformation du socialisme en URSS est tout simplement l'économiciste, en ce sens que ce sont des facteurs économiques (au sens bourgeois du mot,

c'est-à-dire, le retard « économique » de la Russie) qui a conduit à la « bureaucratisation » de l'URSS (en fait, l'instauration du capitalisme d'Etat).

Ernest Mandel, la référence citée par Moreira, non seulement fait une analyse économiciste de l'URSS pour tenter de le justifier la stratégie trotskiste – faire la révolution dans un pays qui n'était pas « mûr » pour le socialisme – déclarant que « le monde était mûr pour le socialisme » comme il est dit dans l'Écriture sacrée d'Engels, *l'Anti-Dühring*, où celui-ci a déclaré qu'au XIX^e siècle le monde était mûr pour le socialisme.

Car il ne se passe pas d'un argument d'autorité, comme si Engels était le propriétaire cela n'a aucune validité politique ou théorique. Mandel ne fait aucune analyse de l'économie mondiale pour prouver la déclaration d'Engels (le capitalisme était mûr pour le socialisme au 19^e siècle) ou sa propre affirmation (capitalisme a mûri pour le socialisme du 20^e siècle).

Carlos Moreira, avec une admirable simplicité, ajoute : « par conséquent, dire que le bolchevisme est responsable de la déformation du socialisme soviétique c'est abandonner la méthode du matérialisme historique, car c'est seulement possible en séparant les conditions subjectives des conditions objectives et attribuer ainsi le « blâme » au premier »(11). Je pourrais, en utilisant le langage léniniste sur les « conditions objectives et subjectives », inverser la déclaration : c'est Carlos Moreira qui sépare les « conditions objectives » des « conditions subjectives », car il autonomise le subjectif – le bolchevisme – et ainsi l'exempte de toute responsabilité et met tout le blâme sur les « conditions objectives » également autonomisées qui existent et se développent sans l'action humaine (la lutte des classes, l'action culturelle).

Je n'ai pas fait de séparation entre « conditions objectives et subjectives » – deux constructions, de faux concepts, produits du positivisme léniniste – car dans un précédent écrit j'avais dit, et même Moreira cite ce passage, que « le bolchevisme est une expression idéologique du retard de la Russie tsariste ». Ce fut l'union des « conditions subjectives » (bolchevik) et les « conditions objectives » (retard de la Russie) qui, avec d'autres déterminations moins importantes, conduisit à la formation du capitalisme d'Etat russe comme « le béton est le résultat de ses multiples déterminations » (12). La détermination fondamentale de la constitution de l'Etat capitaliste en Russie, cependant, a été le bolchevisme.

Moreira « rejette » la théorie du capitalisme d'Etat en URSS en disant qu'il n'y règne pas la *loi de la valeur* et en tant que telle n'existe pas, cette thèse est « totalement erronée ». Notre trotskyste-mandéliste complète en nous renvoyant encore à Mandel. Il ne suffit pas d'affirmer qu'en URSS ne prédomine pas la *loi de la valeur*, il faut aussi étayer cette affirmation. Si Mandel affirme également (toujours sans argumenter) que la *loi de la valeur* ne prédomine pas en Union soviétique, cela ne lui donne pas le caractère de vérité (13). Comme il n'y a pas d'espace pour prouver que la *loi de la valeur* prédomine dans la société soviétique, je me limiterai à indiquer deux auteurs qui affirment cela et le prouvent : Charles Bettelheim, *La lutte des classes en URSS*, et John Bernard, dans *Pour une théorie du mode de production communiste*, entre autres (14).

La cinquième caractéristique de l'anarcho-marxisme est l'identification entre le communisme et l'autogestion, et complétée par les sixième et septième caractéristiques, à savoir : la négation de la nécessité d'une « période de transition » et d'un « Etat de transition » entre le capitalisme et le communisme. Il n'y a pas le moindre doute que le communisme c'est l'autogestion. Les expériences historiques qui définissent la période de transition et l'Etat de transition sont en fait des produits de la contre-révolution bureaucratique et que le mouvement ouvrier a montré que entre le capitalisme et le communisme aucune « étape de transition » n'est nécessaire. Le concept d'une « phase de transition » est un concept idéologique et dans la pratique il ne sert qu'à reproduire le capitalisme sous une forme étatique ou à créer un « mode de production bureaucratique » parce qu'il nie formellement ou essentiellement le mode de production capitaliste, mais n'affirme pas le mode de production communiste.

L'autogestion ne sera pas instaurée dans un laboratoire, une entreprise isolés, selon la critique de Gérard Bloch. C'est exact. L'autogestion commence dans des endroits déterminés avec le déclenchement du processus révolutionnaire, mais seulement si cela se concrétise par sa généralisation dans la société tout entière, c'est à dire avec la fin de ce processus. Ainsi, la critique de Bloch est équivoque, parce que dans la période révolutionnaire, on crée une autogestion partielle, formant un « double pouvoir », et c'est seulement avec sa généralisation à toutes les relations sociales et avec comme conséquence l'abolition de l'État qu'on réalise l'objectif de la révolution prolétarienne et qu'on établit l'autogestion généralisée.

La huitième fonction de l'anarcho-marxisme est le « refus de toute forme de participation à la démocratie bourgeoise ». Cette affirmation de notre trotskyste-mandéliste est fausse parce que j'ai moi-même affirmé ceci

dans le texte qu'il cite : « La lutte de la gauche doit se mener contre le capitalisme et « sa » démocratie. Cela ne signifie pas qu'il faut abandonner définitivement tout type de participation à cette « démocratie ». Mais cette participation doit être subordonnée aux intérêts de classe du prolétariat et vise donc à développer les principales contradictions du capitalisme et à mettre en évidence le programme communiste. Toutefois, il devrait être clair que la participation ou la « non-participation », ainsi que ses formes, dépendent principalement de la conjoncture historique et de la structure économique, politique et culturelle de chaque pays » (15).

Par conséquent, Moreira invente une affirmation qui n'est pas dans le texte. Pourtant, aujourd'hui, je considère inutile et indésirable toute participation directe à la démocratie bourgeoise, en particulier l'élection. Je suis beaucoup plus proche de l'anarchisme aujourd'hui qu'à l'époque, ainsi que du conseilisme.

La critique que Carlos Moreira fait de la dernière caractéristique de l'anarcho-marxisme – la sélection des œuvres de Marx et Engels et des théoriciens acceptables pour la doctrine – est dénuée de sens. Un auteur écrit des choses avec lesquelles il peut lui-même être en désaccord plus tard, c'est-à-dire, qu'il « choisit » lui-même ses écrits. Toute lecture est « sélective », en particulier en ce qui concerne un auteur du 19^e siècle, qui a abordé des questions nombreuses et complexes. La sélection que notre trotskyste-mandéliste affirme que je fais des textes de Marx – selon lui j'utilise les écrits de jeunesse et les écrits « économiques » de la maturité – n'est pas valable car j'utilise d'autres écrits de Marx, considérés comme « historiques » et « politiques » de maturité et ma thèse est précisément l'unité de la pensée de Marx (16).

En effet, c'est Carlos Moreira qui sélectionne les écrits du « Marx de la maturité » et qui refuse ceux du « jeune Marx » qui, selon lui, sont les préférés des « marxistes idéalistes ». Si je sélectionne ceux d'autres théoriciens que j'utilise, Carlos Moreira fait la même chose (au point qu'il nie les contributions des anarchistes, des staliniens, des réformistes et des « anarcho-marxistes ») et cela signifie que ce n'est pas seulement ma caractéristique exclusive, mais celle de tous les penseurs et des militants politiques. Par conséquent, une telle critique est également vide de sens.

La critique mandélienne de la thèse d'Erich Fromm, un autre exemple de sélection de textes est, encore, économiciste. L'affirmation selon laquelle Marx a abandonné l'idée d'une nature humaine aliénée est équivoque, mais la plus grande équivoque réside dans l'affirmation que dans *Le Capital* le concept d'aliénation renvoie à la « mutilation de l'ouvrier », c'est-à-dire, une forme historique d'aliénation. Cela signifie une réduction de l'ouvrier à

la simple « condition ouvrière ». Le capital transforme le travailleur en un simple « vendeur de force de travail », en une catégorie « économique », et Lénine, Trotsky, Mandel et Moreira élaborent l'idéologie qui le limite à la condition de marchandise, de chose. La réification réelle de l'ouvrier est réalisée par le capital et est renforcée par sa réification idéologique réalisée par les « communistes ».

Ernest Mandel fait une terrible confusion : « Si l'aliénation véritablement, est fondée sur la nature du travail et si celui-ci est indispensable à la survie de l'homme – comme Marx précisera plus tard dans une lettre à Kugelmann – alors l'aliénation ne sera jamais surmontée » (17). Tout d'abord, Mandel dit clairement qu'il veut la fin de l'aliénation, mais si elle est fondée sur le travail, et cela est indispensable, alors l'aliénation ne sera jamais surmontée. Mandel semble suggérer la solution suivante : faisons comme si l'aliénation n'a rien à voir avec la « nature du travail » et adaptons ainsi la réalité à notre volonté, car ainsi nous « résolvons » (en imagination) le problème. En second lieu, Marx et Fromm disent que toutes les formes d'aliénation ont leur fondement dans l'aliénation du travail. Cela signifie que le fondement de l'aliénation est le travail (aliéné). Le travail salarié est un travail aliéné. Cependant, tout travail n'est pas aliéné. Si nos non-lecteurs (ou mauvais-lecteurs comme Mandel) de Marx avaient lu les Manuscrits de Paris, ils sauraient qu'ils séparent le travail en tant qu'objectivation du travail en tant qu'aliénation (18).

Notre trotskyste-mandéliste affirme que j'ai tiré la métaphore de Heine sur le cas de Marx d'un texte de l'anarchiste Alexander Skirda. Bien que je connaissais cette utilisation et une autre de Guérin, ce n'est pas de là que me vint l'idée. Moreira affirme qu'« il est symptomatique que j'utilise l'ironie tirée d'une série d'articles rancuniers et calomnieux de Marx. L'anarcho-marxisme ne sera jamais complètement marxiste » (19). Utiliser le sarcasme d'un anarchiste est le symptôme d'une maladie, celle de ne pas être « totalement marxiste ». Si être « totalement marxiste » c'est être dénué de critique et être opposé à l'ironie, je préfère ne pas l'être. Mais en fait, j'ai pris cette métaphore de Heine chez l'un des « quatre grands classiques du marxisme », très aimé de nos « trotskistes-mandélistes ».

Elle a été prise chez Friedrich Engels : « Tous ces messieurs font du marxisme, mais du même type que celui vous avez rencontré en France il y a dix ans, quand Marx disait à ce sujet : “Tout ce que je sais, c'est que je ne

suis pas marxiste¹ !” et, probablement il dirait de ces messieurs ce que Heine disait de ses imitateurs : “J’ai semé des dragons et récolté de puces” (20). On voit qu’il n’y a ni maladie ni symptôme. Ce qui existe ce sont des puces provenant de dragons.

La critique générale l’anarcho-marxisme faite par notre mandéliste-trotskiste, c’est que sa conception politique aboutit à l’immobilisme politique. La théorie et la pratique de Rosa Luxembourg et des communistes de conseil, entre autres représentants du marxisme authentique, démontre l’erreur de ces affirmations. Sur la question de l’efficacité, nous devons reconnaître que le léninisme et ses dérivés ont été efficaces à certains moments, mais pour accomplir la contre-révolution. Le conseillisme n’est pas avant-gardiste et ne peut donc pas et ne devrait pas avoir l’efficacité comme critère fondamental, surtout si on se rappelle que son principe est le même que celui désigné par Marx : l’émancipation des travailleurs sera l’œuvre les travailleurs eux-mêmes. Le conseillisme, avec toutes les tendances révolutionnaires, n’est jamais plus efficaces que lorsque le mouvement ouvrier se lève et s’autonomise, se débarrassant de son « avant-garde », et c’est dans ces moments historiques qu’il devient plus fort et se fond avec le mouvement réel de travailleurs.

Pour terminer, je vais faire une critique générale de notre trotskyste-mandéliste. Utiliser des thèses conservatrices comme celles du parti d’avant-garde, de la période de transition, de l’Etat ouvrier, de la conscience de classe qui vient de l’extérieur, entre autres, c’est adhérer à l’idéologie de la bureaucratie. Cela signifie abandonner la perspective du prolétariat et réaliser une véritable « déformation du marxisme ». Je peux aussi dire que le trotskisme-mandéliste est supérieur au stalinisme et au réformisme, mais ce n’est pas suffisant. En outre, utiliser les thèses de Trotsky, c’est la même chose que tenter de faire revivre des « pièces de musée ». Une dernière critique : les neuf caractéristiques que Carlos Moreira attribue à l’« anarcho-marxisme » sont présentes, pour la plupart, chez Daniel Guérin, mais pas

¹ Le sens de la phrase de Marx a été un peu déformé. On a parfois trouvé opportun de faire dire à Marx qu’il n’était pas « marxiste », ce qui était une manière d’accréditer le fait qu’il n’aurait pas été dogmatique ou sectaire. Ce n’est pas exactement cela. Son gendre, Paul Lafargue, avait publié un livre intitulé *Le déterminisme économique de Karl Marx*, une sorte de résumé insipide à la Reader’s Digest de la pensée de Marx. C’est après avoir lu ce livre que Marx s’écria : « Si c’est cela le marxisme, moi, Karl Marx, je ne suis pas marxiste. » En conséquence, Marx ne dit pas qu’il n’est pas « marxiste », il dit que le marxisme *vu par Lafargue* n’est pas du marxisme. Ce n’est pas la même chose. (E.V.)

chez les autres qu'il cherche à critiquer sans savoir (Luxembourg, les communistes de conseil). Ainsi, on ne peut pas dire que ces derniers peuvent être considérés comme anarcho-marxistes.

Il est nécessaire de respecter les différences et d'éviter les erreurs et les injustices, et pour cela il est essentiel de s'appuyer sur les sources. Il existe bien, sans doute, un anarcho-marxisme, qui est celui de Guérin et d'autres, mais ce n'est pas mon cas ni celui de Rosa Luxembourg et des communistes de conseil. Par conséquent, toute critique de Luxembourg et/ou du conseillisme devrait aller au-delà de la simple comparaison avec l'anarchisme et au-delà de la volonté de les discréditer en raison de leurs similitudes, réelles ou supposées (celles existant réellement ou celles inventées par nos idéologues). Cela, Carlos Moreira ne le fait pas. Il nous reste encore à espérer l'autocritique de Carlos Moreira et sa reconnaissance que le trotskisme n'est qu'une déformation du marxisme. Mais la critique de Moreira a aussi un aspect positif, qui est de montrer la nécessité d'une discussion sur les relations entre le marxisme authentique et l'anarchisme révolutionnaire, qui toujours s'unissent dans les périodes révolutionnaires. Maintenant, nous pouvons seulement espérer que les éclaircissements de ce texte servent à faire avancer la compréhension du véritable caractère du marxisme.

NOTES

1. MOREIRA, Carlos. Crítica ao Anarcho-Marxismo. Contra Nildo Viana e a Deformação do Marxismo. In : <http://www.polemos.hpg.com.br/moreira01.html> acessado em abril de 2003.

2. NETTO, José Paulo. O Que é Marxismo. São Paulo, Brasiliense, 1981.

3. LÊNIN, W. O Estado e a Revolução. São Paulo, Global, 1987, p. 79.

4. Cf. MARX, Karl. A Guerra Civil na França. São Paulo, Global, 1986 ; LÊNIN, W. Estado, Ditadura do Proletariado e Poder Soviético. Belo Horizonte, Oficina de Livros, 1988 ; BRINTON, Maurice. Os Bolcheviques e o Controle Operário. Porto, Afrontamento, 1977.

5. Um dos primeiros deformadores foi Kautsky, inspirador de Lênin...

6. KORSCH, Karl. Marxismo e Filosofia. Porto, Afrontamento, 1977.

7. BUKHÁRIN, N. Tratado de Materialismo Histórico. Rio de Janeiro, Laemmert, 1970.

8. BLOCH, Gerard & TROTSKY, Leon. Marxismo e Anarquismo. São Paulo, Kairós, 1981.

9. MARX, Karl. Proudhon. In : MARX, Karl & ENGELS, Friedrich. A Sagrada Família. Lisboa, Presença, p. 47. Sobre as relações políticas e teóricas entre Marx e Proudhon veja : MOTTA, Fernando P. Burocracia e Autogestão. São Paulo, Brasiliense, 1981.

10. GUILLERM, Alan & BOURDET, Yvon. Autogestão : Mudança Radical. Rio de Janeiro, Zahar, 1976.

11. MOREIRA, C. ob. cit.

12. Cf. MARX, Karl. Contribuição à Crítica da Economia Política. 2ª edição, São Paulo, Martins Fontes, 1983 ; VIANA, Nildo. Escritos Metodológicos de Marx. 2ª edição, Goiânia, Edições Germinal, 2001 ; VIANA, Nildo. A Questão da Causalidade nas Ciências Sociais. Goiânia, Edições Germinal, 2001.

13. MANDEL, Ernest. Além da Perestroika. 3ª edição, Rio de Janeiro, Busca Vida, 1989.

14. BETELHEIM, Charles. As Lutas de Classes na URSS. 2 vols. Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1979 ; BERNARDO, João. Para Uma Teoria do Modo de Produção Comunista. Porto, Afrontamento, 1975 ; cf. também : VIANA, Nildo. O Capitalismo de Estado da URSS. Revista Ruptura. Ano 01, nº 01, maio de 1993. Mais pour ne pas penser que seuls les critiques du capitalisme d'Etat affirment l'existence de la « *loi de la valeur* » dans les pays qui vivent sous ce régime, il suffit de considérer la production de ses idéologues (cf. entre autres : SUNG, Kim Il. Teoria da Construção Econômica do Socialismo. Lisboa, Edições Maria da Fonte, 1976), parce que leurs idéologies cherchent à justifier explicitement la permanence de la « *loi de la valeur* » dans le « socialisme ».

15. VIANA, Nildo. A Democracia Burguesa como Valor Universal. Brasil Revolucionário. Ano 2, nº 8, abril de 1991, p. 16

16. Cf. VIANA, Nildo. Do “Jovem Marx” ao “Marx da Maturidade”. Teoria & Práxis. Nº 03, Novembro de 1991.

17. MANDEL, Ernest. A Formação do Pensamento Econômico de Karl Marx. Rio de Janeiro, Zahar, 1968, p. 169.

18. MARX, K. Manuscritos Econômicos-Filosóficos. In : FROMM, Erich. Conceito Marxista do Homem. 8ª edição, Rio de Janeiro, Zahar, 1983.

19. MOREIRA, C. ob. cit.

20. ENGELS, Friedrich. Carta a Paul Lafargue. In : MARX, Karl & ENGELS, Friedrich. Sobre Literatura e Arte. 4ª edição, São Paulo, Global, 1986, p. 37.

Éric Vilain : Réponse à Carlos Moreira et Nildo Viana

Eric Vilain

C'est avec beaucoup de retard que je prends connaissance d'un échange de vues entre deux militants marxistes brésiliens dans lequel est mentionné un de mes écrits datant des années 80¹ et dont j'avais oublié l'existence : « La question économique », titre un peu idiot, quand j'y repense aujourd'hui, et qui ne correspond pas du tout au sujet étudié. J'apprends ainsi dans cet échange que je suis « anarcho-marxiste », expression qui correspond à une problématique datant en France des années 70 mais depuis longtemps dépassée. Cette polémique entre Carlos Moreira et Nildo Viana est elle-même déjà ancienne – presque dix ans – et peut-être elle aussi dépassée au Brésil ; mais de la même manière que Nildo Viana répondit tardivement à Carlos Moreira, je répondrai tardivement à ces deux auteurs.

J'ai un peu de mal à comprendre l'enjeu d'un débat sur l'« anarcho-marxisme » dans la mesure où Carlos Moreira écrit que « en fait, aucun des "anarcho-marxistes" ne se désigne comme tel » et que Nildo Viana récuse manifestement cette appellation en parlant de son « prétendu "anarcho-marxisme" » – sans pour autant nier l'existence de celui-ci. « Le concept d'"anarcho-marxisme" exprime-t-il une réalité nouvelle ? », demande-t-il. « Bien sûr que non. » Viana identifie simplement l'anarcho-marxisme au luxembourgeoisisme et au communisme de conseils.

Il y a donc dans ce débat autre chose, dans lequel l'anarchisme sert en quelque sorte d'otage.

¹ « La question économique », dans la revue *La Rue*, 2^e trimestre 1983. *La Rue* est la revue du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste.

En fait, Carlos Moreira reproche à Nildo Viana de ne pas être un vrai marxiste et Nildo Viana reproche à Carlos Moreira d'être un vieux dinosaure passéiste. D'habitude, dans ce genre de débat – en France en tout cas – les anarchistes se tiennent à l'écart en rigolant.

Que Moreira critique Viana et que Viana se défende, je trouve ça légitime, mais dans ce débat beaucoup de choses – que je considère comme erronées – sont dites à propos du mouvement libertaire et de ses idées et c'est sur cela que je voudrais intervenir. Cela permettra ainsi à un libertaire d'intervenir, ne serait-ce qu'à retardement – dans un débat où il est beaucoup question d'anarchisme.

I. – Sur quelques définitions

Définir ce qu'est le marxisme

Définir ce qu'est le marxisme présente une difficulté parce que d'abord les écrits de Marx eux-mêmes nous présentent des visions multiformes, en particulier en ce qui concerne la question du pouvoir. Beaucoup de marxistes se réfèrent à *La Guerre civile en France*, par exemple, mais c'est un ouvrage parfaitement opportuniste¹ et qui ne peut en aucun cas être sérieusement mentionné dans un débat où il est question de définir ce qu'est le marxisme. Pour le reste, le pouvoir apparaît dans le *Manifeste communiste* sous la forme d'une république jacobine, dans le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852) et *Les Luttes de classes en France* (1850), on a une dictature révolutionnaire ultra-centralisée. Plus tard, il s'agira uniquement de prendre le pouvoir par les élections, illusion à laquelle Engels et les social-démocrates allemands s'accrochent parce qu'ils sont persuadés que les ouvriers constituent la majorité de la population.

Le lecteur un peu attentif des textes pourrait être tenté de trouver une certaine incohérence dans la manière dont les fondateurs du socialisme dit « scientifique » abordent la question des formes du pouvoir. Leurs

¹ De la même manière que *L'Etat et la Révolution* de Lénine est un ouvrage opportuniste, écrit à un moment où il avait besoin de l'alliance des anarchistes, et dans lequel fourmillent des citations de *La Guerre civile en France*.

conceptions sur la question sont en fait déterminées beaucoup plus par les circonstances de temps et de lieu que par des principes précis – quitte à changer d'avis au cours de la même année, comme le fit Engels en 1891 : cette année-là, le modèle invoqué fut à la fois la Commune de Paris et la République parlementaire. Les héritiers de toutes tendances y retrouvent leur compte, même ceux qui veulent mettre en place un « marxisme libertaire » : il suffit de piocher dans le bon texte. La plupart des ouvrages dans lesquels on trouve une réflexion théorique ou historique sur le pouvoir et ses formes, sont antérieurs à l'unification de l'Allemagne au sein du II^e Reich. Après la guerre franco-prussienne, c'est la social-démocratie allemande qui constitue le modèle, imparfait, certes, aux yeux de Marx et d'Engels, mais un modèle quand même.

On peut déduire de tout cela que ce qui définit le marxisme n'est pas la manière dont on prend le pouvoir ni la manière dont on l'exerce, mais le fait même de prendre le pouvoir. Sachant que le pouvoir, c'est la « dictature du prolétariat ». Or c'est un concept que ni Marx ni Engels n'ont jamais réellement défini, ce qui ne simplifie pas les choses.

Les marxistes évitent de se référer à des textes d'Engels datant de la révolution de 1848 où il appelle à exterminer (*sic*) les Slaves¹. Marx n'a jamais protesté. On évite également de mentionner les textes où les Albanais, ou les Monténégrins, sont des « voleurs de bétail ». Ou bien ceux où Marx et Engels se félicitent que les Français aient conquis l'Algérie, et les Anglais l'Inde, parce qu'ils y apportent la civilisation. Ou encore ceux où Engels se félicite de la conquête de la Californie par les États-Unis parce que les Mexicains sont des « paresseux »². Etc., *ad nauseam*.

¹ On peut lire dans le pamphlet anti-bakouninien d'Engels, *Le panslavisme démocratique*, des choses telles que celles-ci : « ...nous ne pouvons affirmer la révolution que par le terrorisme le plus déterminé contre les peuples slaves ». A la fin du texte, Engels appelle à la « lutte, la "lutte à mort, impitoyable", contre les Slaves traîtres à la révolution ; la guerre d'extermination et le terrorisme sans merci – non dans l'intérêt de l'Allemagne, mais pour la révolution ! » (Engels, *Le panslavisme démocratique* (Réponse à L'Appel aux Slaves de Bakounine).

² Dans les articles de la *Nouvelle Gazette rhénane* publiés – sous la direction de Marx, rappelons-le – les Tchèques étaient traités de « chiens abjects », de « chiens de Tchèques » ; les Slaves en général étaient qualifiés de « bêtes slaves » affligées « d'idiotie animale », etc. Marx lui-même qualifiait les Slaves de « canailles ». (Cité par Miklos Molnar, *Marx, Engels et la politique internationale*, Idées, p. 79.) Dans une lettre d'Engels à Eduard Bernstein 22-25 février 1882, les Serbes sont des « voleurs de bétail de la pire espèce ». Engels ajoute : « Où trouverez-vous au monde un peuple aussi dégoûtant ? » (Haupt, Lowy, Weill, *Les marxistes et la question nationale*, pp. 103-104, Maspéro.

Définir ce qu'est le marxisme *politiquement* présente donc une extrême difficulté, à moins d'admettre son caractère extrêmement multiforme.

Ce qui constitue une certaine « invariance » dans le marxisme, c'est l'analyse économique du capitalisme, qui garantit à la doctrine une certaine scientificité. Mais de cette analyse économique, on ne peut déduire aucune conclusion politique. Aucune science ne pourra jamais dire quelle est la meilleure forme de régime politique, encore moins la stratégie à mener pour y parvenir... Le *Capital* ne conclut aucunement à la « dictature du prolétariat ». On s'aperçoit en outre que cette formule n'apparaît que très épisodiquement dans l'œuvre de Marx. On s'aperçoit également que c'est surtout Engels qui en parle, sans jamais la définir non plus... ou en la désignant de tellement de manières différentes que le terme n'a plus de sens. Le discours lancinant des marxistes sur la « dictature du prolétariat » est essentiellement une production d'Engels. Lénine et les bolcheviks reprendront le thème d'une manière obsessionnelle.

Le caractère sophistiqué du discours sur la « dictature du prolétariat » chez les marxistes après Marx apparaît clairement dans un texte de Martov intitulé « Marx et le problème de la dictature du prolétariat ». L'expression y est mentionnée douze fois sur quatre pages – une fois tous les 300 mots. L'auteur explique ce que Marx entendait par là. Il cite Kautsky qui explique ce qu'est la dictature du prolétariat à laquelle Marx et Engels, selon lui, « aspiraient dans leurs premiers ouvrages ». Il montre que « leur conception initiale de la dictature du prolétariat se plaçait, indéniablement sous l'influence de la tradition jacobine de 1793 ». Il souligne qu'en 1848 Marx et Engels avaient une conception blanquiste de la « dictature du prolétariat » mais que la Commune de Paris leur a fait changer d'avis. Il s'oppose à la conception qu'avaient « Bernstein, Jaurès et bien d'autres » de ce terme.

En somme il fait un commentaire de ce que lui-même pense que Marx pensait de la « dictature du prolétariat », de l'interprétation qu'en firent d'autres après Marx, sans jamais même citer une phrase où Marx en parle ! Certes, des citations de Marx ne sont pas absentes. Martov les appelle à témoin pour montrer que Marx soutenait (« appelait de ses vœux ») la « dictature du prolétariat », mais il n'y en a aucune où il parle effectivement de la « dictature du prolétariat ». Et chaque fois que Martov commente l'expression, il commente des passages où Marx parle en fait de la question du pouvoir. Alors pourquoi ne pas simplement parler de « pouvoir »¹ ?

¹ Cf. René Berthier, *Poder, classe operaria e « ditadura do proletariado »*, Editoria Imaginario, São Paulo.

Si le mot dictature (sans prolétariat) revient très souvent dans l'œuvre de Marx, dans le sens tout bête de « pouvoir politique », l'expression « dictature du prolétariat » n'est présente que quatre ou cinq fois. Compte tenu de l'ampleur de l'œuvre de Marx, la « dictature du prolétariat » y est donc remarquablement rare pour un concept qui passe pour être aussi essentiel à la doctrine, et elle est présente surtout dans la période qui se situe immédiatement après la révolution de 1848, c'est-à-dire dans la période où Marx est influencé par le blanquisme. Je ne fais évidemment pas allusion aux notes, commentaires et autres exégèses ajoutées par d'autres que Marx dans les différentes éditions de ses œuvres, et qui toutes érigent en système un concept qui n'apparaît que quatre ou cinq fois dans l'ensemble de ses titres, et qui n'est *jamais* explicité.

Boris Souvarine écrit que Marx n'évoque que « deux fois la dictature temporaire du prolétariat, non d'un parti quel qu'il soit, et incidemment, cinq lignes dans une lettre privée, autant dans ses notes critiques sur le programme social-démocrate de Gotha ». Ce qui ne représente, selon Souvarine, que « quinze lignes dans les 38 gros volumes in-octavo des œuvres de Marx et Engels (en russe) ¹. » Cela fait peu de matière pour construire toute une doctrine sur ce concept. Curieusement, l'idée de « dictature du prolétariat » ne figure aucunement dans le *Manifeste communiste*, publié en 1847 et qui est la référence programmatique du marxisme.

La première apparition de l'idée se trouve dans les *Luttes de classes en France* (1850), sous la forme de « dictature de la classe ouvrière » – l'expression est copiée sur la « dictature de la plèbe » de Blanqui. La dictature du prolétariat revient encore dans une lettre de Marx à son ami Weydemeyer, datée du 5 mars 1852 :

« Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est :

« De démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ;

« Que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ;

« Que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes **et** vers une société sans classes. »

¹ Boris Souvarine, *Le Stalinsisme*, Spartacus, 1964, page 9. Ce commentaire ne figure pas dans la version du *Staline* publiée par les éditions Champ libre.

Le caractère confidentiel du concept de « lutte de classes » se trouve attesté dans le commentaire que fait un marxologue éminent, Maximilien Rubel, responsable de la réédition des œuvres complètes de Marx. A propos de la lettre à Weydemeyer, Rubel écrit : « Marx devait tenir Weydemeyer en haute estime, pour lui avoir divulgué sous la forme d'une révélation quasi confidentielle la signification profonde de sa théorie et de son action politiques ¹. » Donc, l'affirmation de la dictature du prolétariat relève d'une révélation « quasi confidentielle », faite seulement à des gens de confiance !

Pourquoi un penseur politique révélerait-il de manière *confidentielle* « la signification profonde de sa théorie et de son action politiques » ?

J'ai dit que la mention de la dictature du prolétariat ne figure pas dans le *Manifeste communiste*. Elle ne figure pas non plus dans *le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852), *l'Introduction générale à la critique de l'économie politique* (1857), *la Critique de l'économie politique* (1859), *Salaires, prix et plus-value* (1865), *Le Capital - Livre premier* (1867), *Principes d'une Critique de l'Économie Politique* (1857-1858).

Ce n'est qu'en 1875, dans une note critique du programme de Gotha, que l'expression refait une dernière apparition – un texte qui n'a pas été publié du vivant de Marx et qui était *destiné à un public restreint* – encore une fois.

On y lit :

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat*. »

Et ce point si essentiel de la doctrine marxiste, Marx ne le destinait pas à la publication ! Le livre ne sera publié qu'en 1891, après la mort de Marx. Ces deux phrases de la « Critique du programme de Gotha » ont déterminé un siècle et demi d'exégèses et de dissertations savantes sur la « dictature du prolétariat » qui a été inscrite en lettres d'or sur tous les programmes socialistes et communistes, alors que cette notion ne constituait *même pas un point programmatique* pour Marx, ce n'était qu'un constat d'ordre historique ou sociologique. Car Marx ne fait qu'un constat. Il ne dit pas : « Je suis favorable à la dictature du prolétariat, il faut l'inscrire dans le programme du parti » ; il dit simplement que la période transitoire de

¹ Marx, *Pléiade*, Politique I, note p. 1680.

transformation de la société capitaliste en société communiste sera *de fait* la dictature du prolétariat. Ce n'est pas du tout la même chose. Dans l'esprit de Marx c'est n'est qu'un constat. Or tous les partis se réclamant de lui par la suite ont considéré que c'était un point programmatique.

Les rares fois où Marx emploie le terme, celui-ci n'est pas ouvertement associé à un parti mais il est difficile, sauf à broder, de préciser ce qu'il voulait dire par là en dehors de la simple idée qu'elle était la forme sous laquelle se manifestait le pouvoir de la classe ouvrière. Ce qui est particulièrement intéressant dans cette affaire, c'est de savoir pourquoi une notion à laquelle Marx n'accordait qu'une valeur de constat sociologique, dont il ne révélait le sens que de manière confidentielle à des amis de confiance, a été inscrite par les dirigeants de tous les partis marxistes dans leurs programmes.

Curieusement, l'expression « dictature du prolétariat » est à peu près absente des textes de Lénine à prétention « théorique ». Ainsi, dans « Les destinées historiques de la doctrine de Karl Marx » (1913), la dictature du prolétariat est absente, ce qui est surprenant si on retient l'idée que celle-ci est censée être un élément clé de ladite doctrine¹. Dans un autre texte, « Karl Marx – Brève notice biographique comportant un exposé du marxisme », le terme est cité presque en passant, *entre parenthèses*, comme synonyme de conquête du pouvoir politique : « La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, revêtant des formes diverses et de plus en plus riches de contenu, devient inévitablement une lutte politique tendant à la conquête du pouvoir politique (“dictature du prolétariat”). »

Dans le texte d'une conférence faite le 11 juillet 1919, « De l'Etat » il n'en est pas fait mention, ce qui est tout de même surprenant. De même, dans un texte de 1913 intitulé « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme » – inspiré manifestement de Kautsky –, la dictature du prolétariat se trouve absente. On est légitimement surpris de ne pas même voir ce concept évoqué dans un texte écrit à l'occasion du 30^e anniversaire de la mort de Marx.

L'emploi que fait Lénine de la « dictature du prolétariat » est surtout réservé aux textes conjoncturels où la politique du parti est traitée. On trouve le terme parfois très abondamment dans les textes qui se situent dans le registre de la politique immédiate, de la tactique, dans des textes opportunistes, comme *l'Etat et la révolution* ou dans les textes polémiques. Clairement, on fait appel à la « dictature du prolétariat » lorsque la position politique de Lénine dans le parti est menacée. La dictature du prolétariat est

¹ Œuvres complètes, Editions de Moscou, tome 18.

un concept à usage opportuniste ou tactique : elle sert à Lénine pour qualifier de contre-révolutionnaires tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Elle constitue la ligne de fracture qui permet de situer ses interlocuteurs d'un côté ou de l'autre de la barrière. Lorsque Ossinsky, un militant bolchevik membre du groupe communiste de gauche, se plaint de la « centralisation bureaucratique, la domination de divers commissaires, la perte de l'indépendance des soviets locaux et, en pratique, le rejet du modèle de l'État-Commune administré par en bas », Lénine réagit par un chapelet d'injures : les thèses des communistes de gauche sont une « honte insigne », un « total abandon du communisme dans la pratique », un « ralliement total à la petite bourgeoisie ». Les communistes de gauche, « pénétrés jusqu'à la moelle de la psychologie de l'intellectuel petit-bourgeois déclassé » – Lénine sait de quoi il parle – « se sont laissé prendre à la provocation des Issouv [leader menchevik] et autres Judas capitalistes »¹.

Pour Lénine, l'instrument de l'exercice de la dictature du prolétariat est explicitement désigné comme étant la Tcheka.

Lorsqu'un problème survenait, Trotski demandait : « Quelle est l'explication sociale ? » L'explication sociale de l'emploi obsessionnel, par les intellectuels petits bourgeois déclassés qui formeront les cadres du parti bolchevik, d'un concept que Marx n'utilise que quatre ou cinq fois, tient sans doute au fait que c'est le masque sous lequel se manifeste la dictature des élites intellectuelles petites bourgeoises (celles qui sont les seules à détenir la « science », selon Lénine) *sur* le prolétariat : ces élites une fois au pouvoir montreront un zèle extraordinaire, infatigable, à briser toute institution dans laquelle la classe ouvrière exerce effectivement sa souveraineté en tant que classe.

Relations entre marxisme et anarchisme

Il y a une relation très étroite entre l'anarchisme et le marxisme dans leur formation respective comme théorie, mais en général ni les anarchistes, ni surtout les marxistes ne sont réellement disposés à la reconnaître. Nildo Viana a le mérite de dire que « la relation entre le marxisme et l'anarchisme est assez complexe ». C'est le moins qu'on puisse dire.

Il n'est pas possible de développer cette question, qui demanderait un livre, mais on peut résumer :

1. Jusqu'en 1845, Marx était un partisan de l'humanisme feuerbachien. La critique de Stirner dans *l'Unique et sa propriété* lui a fait abandonner

¹ Lénine, « Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites bourgeoises ».

cette approche et abandonner par exemple la notion d'« homme générique » de Feuerbach. On comprend que les marxistes ne soient pas disposés à accepter cette idée, mais cela seul explique que Marx ait consacré 300 pages de polémique contre Stirner dans *l'Idéologie allemande*. Stirner a donné à Marx un coup de pied philosophique au cul.

2. A propos de *l'Idéologie allemande*, justement. Dans cet ouvrage, Marx et Engels expliquent leur tout nouveau jouet, leur conception matérialisme de l'histoire. A partir de ça, Marx va pouvoir, croit-il, expliciter les mécanismes du système capitaliste. Le problème, c'est qu'il n'y arrive pas. Là-dessus, Proudhon publie son *Système des contradictions économiques*, dans lequel il emploie la méthode inductive-déductive, c'est-à-dire rien à voir avec le « matérialisme historique », un terme que Marx n'emploie pas : c'est une invention d'Engels. Marx est furieux, s'en prend violemment à Proudhon. Puis, pendant quinze ans, ne publie rien en matière d'économie. Puis tout à coup, il découvre la bonne méthode : celle qu'avait employée Proudhon vingt ans plus tôt. Tout cela est très bien expliqué dans un livre de René Berthier, *Études proudhoniennes, L'Économie*¹, qui développe en fait le thème abordé dans « La Question économique » d'Eric Vilain paru en 1983.

3. Lorsque Marx publie *Le Capital*, Bakounine le reconnaît comme une contribution incontournable à la critique du système capitaliste. Des proches de Bakounine le publient en Abrégé accessible aux travailleurs.

4. Dans la Première Internationale, les bakouniniens s'allient à Marx contre les proudhoniens de droite.

5. Pendant la révolution russe, l'armée insurrectionnelle makhnoviste a efficacement combattu les Blancs alors même que les bolcheviks tentaient de les détruire².

On peut aussi noter des interrelations intéressantes sur le plan théorique. Par exemple Bakounine contestait la théorie marxienne des phases historiques nécessaires. Les marxistes, dit-il, nous reprochent de « méconnaître la loi positive des évolutions successives »³. Non pas que le révolutionnaire russe niât l'existence de ces périodes dans l'histoire de l'Occident : il en

¹ *Études proudhoniennes, L'Économie*, Tome I. L'économie politique, Essai, Éditions du Monde libertaire, 2009.

² La répression de l'insurrection de Kronstadt et la trahison des bolcheviks envers le mouvement makhnoviste en Ukraine font partie de l'imagerie traditionnelle du mouvement anarchiste. Cependant, ces deux événements ne sont que la conclusion d'un processus de plusieurs années de contre-révolution bolchevique.

³ *Écrit contre Marx*, Œuvres, Champ libre, III, 16.

contestait seulement le caractère universel et affirmait que cette théorie ne s'appliquait pas au monde slave ; il ne reconnaissait la validité de cette théorie que pour l'Europe occidentale. Or curieusement, Marx finira par donner raison à Bakounine, au moins en deux occasions :

– En 1877, il écrit à un correspondant russe, Mikhaïlovski, que c'est une erreur de transformer son « esquisse de la genèse du capitalisme dans l'Europe occidentale en une théorie historico-philosophique de la marche générale fatalement imposée à tous les peuples, quelles que soient les circonstances historiques où ils se trouvent placés » (Marx, Œuvres, Pléiade III, 1555).

– En 1881, il écrit à Vera Zassoulitch que la « fatalité historique » de la genèse de la production capitaliste est expressément restreinte aux pays de l'Europe occidentale » (Marx, Œuvres, Pléiade, II, 1559).

Dernier point : la question du primat des déterminations économiques dans l'histoire. Bakounine adhère totalement à cette théorie, mais il émet tout de même des réserves. Marx méconnaîtrait un fait important : si les représentations humaines, collectives ou individuelles, ne sont que les produits de faits réels (« tant matériels que sociaux ») elles finissent cependant par influencer à leur tour sur « les rapports des hommes dans la société » (*Dieu et l'Etat.*) Les faits politiques et idéologiques, une fois donnés, peuvent être à leur tour des « causes productrices d'effets ». C'est donc moins le « matérialisme historique » – terme inconnu du vivant de Bakounine – qui est contesté que l'étroitesse de vues avec laquelle il lui semble appliqué. Sur ce point encore, Marx et Engels donnent raison à Bakounine. Dans une lettre à Joseph Bloch du 21 septembre 1890, c'est-à-dire bien après la mort de Bakounine, Engels écrit : « D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, *en dernière instance*, la production et la reproduction de la vie réelle » [*souligné par moi*]. Engels donne ainsi à l'« économie » une définition extrêmement large. « Ni Marx, ni moi, n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le *seul* déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde. » Engels poursuit :

« C'est Marx et moi-même, partiellement, qui devons porter la responsabilité du fait que, parfois, les jeunes donnent plus de poids qu'il ne lui est dû au côté économique. Face à nos adversaires, il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvions pas

toujours le temps, le lieu ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action réciproque¹. »

C'était là une reconnaissance totale des réserves que Bakounine avait formulées à propos de la théorie marxiste. Mais cette reconnaissance était limitée à la correspondance de Marx et d'Engels. Le « marxisme » tel que nous le connaissons, tel qu'il a été reconstruit par la social-démocratie allemande, puis par Lénine, était déjà en place.

A propos du « matérialisme historique », je constate que cette expression n'est jamais employée par Marx. L'examen systématique d'un échantillon significatif de ses œuvres montre que ce terme n'apparaît jamais dans les textes suivants : 1845 Idéologie allemande ; 1847 Misère de la philosophie ; 1848 Le Manifeste communiste ; 1850 Lutttes de classes en France ; 1852 le 18 Brumaire de Louis Bonaparte ; 1857 Introduction à la critique de l'économie politique ; 1859 Critique de l'Économie politique ; 1867 Le Capital ; 1871 Guerre civile en France ; 1875 Critique du programme de Gotha. On est en droit de s'interroger sur cette fameuse méthode que son auteur présumé ne nomme jamais...

On peut s'étonner de ne pas voir l'expression dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, censé présenter le caractère « scientifique » du marxisme. Elle apparaît néanmoins dans la préface de 1892 de l'édition anglaise du texte. A cette époque, Marx est mort.

Il y a, en fait, un véritable fétichisme de la méthode qui aboutit à des âneries telles que celle-ci : dans *Pour Marx*, Althusser explique que la pratique des dirigeants marxistes « n'est plus spontanée mais organisée sur la base de la théorie scientifique du matérialisme historique ». Un dirigeant marxiste est en quelque sorte un concentré ambulancier de matérialisme historique.

Bien que les textes de Marx sur les questions de méthode soient peu nombreux, le fétichisme de la méthode est une des caractéristiques du mouvement qui se réclame de lui. Ce fétichisme atteint son apogée dans l'argumentation du type de celle que développe Lukács lorsqu'il affirme que le matérialisme historique est le « plus important moyen de lutte » du prolétariat et que « la classe ouvrière reçoit son arme la plus effilée des mains de la vraie science », à savoir, précisément, le matérialisme historique. (*Histoire et conscience de classe*.)

¹ Lettre à J. Bloch, 21 septembre 1890.

On en arrive alors à des prises de position du type de celles de Lénine, qui écrit dans *Matérialisme et empiriocriticisme*¹ : « On ne peut retrancher aucun principe fondamental, aucune partie essentielle de cette philosophie du marxisme coulée dans un seul bloc d'acier, sans s'écarter de la vérité objective, sans verser dans le mensonge bourgeois et réactionnaire. » Inutile de souligner à quel point ce genre de propos, contraire à toute vision matérialiste de l'histoire, constitue une régression terrible de la pensée. Le marxisme est transformé en religion.

Un « proto-Marx » ?

Il y a ceux qui pensent qu'il y a une rupture dans l'élaboration de la pensée de Marx, qu'il y a un « jeune Marx », et un Marx de la « maturité » ; et ceux qui pensent qu'il y a une continuité dans sa pensée. Je pense qu'il y a effectivement un « proto-Marx » des écrits de jeunesse, un Marx « humaniste », avant 1845. Le Marx de la maturité commence à apparaître avec *L'Idéologie allemande* (1846) et le *Manifeste* (1848).

Ceux qui refusent l'idée de rupture dans l'évolution de la pensée de Marx sont en gros motivés par deux raisons : une raison stupide, et une raison qui a sa légitimation, même si, personnellement je ne suis pas d'accord.

◆ La raison stupide relève d'une approche mystique de la pensée de Marx. Karl Marx étant Dieu, il ne peut pas y avoir de rupture dans la pensée de Dieu. Je ne m'attarderai pas là-dessus. Notons que l'existence de ruptures dans l'évolution de la pensée d'un auteur est quelque chose de parfaitement banal. Ce fut le cas pour Nietzsche, pour Freud en particulier.

◆ La raison « légitime » part de l'idée que ceux qui défendent l'idée de continuité tiennent à présenter l'image d'un Marx humaniste. Le problème c'est que Marx tient des propos qui peuvent le classer comme « humaniste » jusqu'en 1845 ; après, on ne trouve *plus rien* : il a même catégoriquement rejeté toute vision humaniste du monde au profit d'une conception matérialiste du monde. Donc, pour pouvoir nous présenter un Marx « humaniste », il faut se référer à ses écrits de jeunesse et donc maintenir l'idée de continuité.

2. L'idée de rupture part d'un simple constat des faits : il y a une réelle coupure dans le discours de Marx à partir de 1845, une coupure incompréhensible pour les marxistes parce qu'ils sont incapables d'en saisir la

¹ Éditions du Progrès, p. 461.

« clé ». Moreira en rend d'ailleurs involontairement compte lorsqu'il fait la distinction entre « la notion anthropologique de l'aliénation contenue dans les *Manuscripts economico-philosophiques* avec la conception historique présente dans *Le Capital*. » La notion anthropologique de l'aliénation est celle qui découle d'une approche humaniste, tandis que la conception « historique » est issue d'une approche positiviste. La clé, c'est la publication en 1845 de *l'Unique et sa propriété* de Stirner. J'ai mis *historique* entre guillemets parce que ce qui caractérise *Le Capital*, ce n'est justement pas l'emploi de la « méthode historique » – même si Marx fait appel inévitablement à l'histoire – mais l'emploi de *catégories logiques*.

C'est Stirner qui, dans sa critique décapante de l'humanisme de Feuerbach, va provoquer le basculement de Marx. Dans *L'Unique et sa propriété* (1845), il remet en cause à la fois le communisme de Marx, qu'il accuse d'être un avatar du religieux, et l'humanisme de Feuerbach, auquel Marx adhère alors avec enthousiasme. C'est une véritable douche froide. Marx répondra par *L'Idéologie allemande*, où on peut lire 300 pages de polémique hystérique contre Stirner. La remise en cause de « l'être générique » de Feuerbach, comme celle du communisme, sera à l'origine de la haine féroce de Marx envers Stirner.

Feuerbach affirme l'identité de la conscience de Dieu et de la connaissance de soi. L'espèce humaine donne à Dieu des attributs dont elle est elle-même investie : amour, vouloir, sagesse. Feuerbach, dit Marx, permet à l'homme de se réapproprier des formes qu'il attribuait à un être générique. En même temps il montre que l'Absolu des philosophes n'est que le refuge de la divinité. La religion, dit-on alors, n'est qu'un produit de la conscience humaine. Cette idée, commune à toute la gauche hégélienne, est attribuée à Feuerbach qui, selon Marx, introduisit une « grande révolution dans la pensée ». C'est Feuerbach qui aurait mis un point final à la critique de la religion, condition de toute critique politique. Il a fondé « le vrai matérialisme et la vraie science en faisant, à juste raison, du rapport social de "l'homme à l'homme" le principe fondamental de la théorie »¹.

La religion est une illusion, dit Feuerbach, mais c'est une illusion nécessaire : « Le progrès historique des religions consiste en ce que les dernières regardent comme subjectif ou humain ce que les premières contemplaient, adoraient comme divin. » C'est l'homme qui crée Dieu. Feuerbach ne cherchera pas à détruire le christianisme mais à l'accomplir.

¹ Marx, *Ébauche d'une critique de l'économie politique*, Pléiade, Économie II, p. 121.

C'est précisément sur cette question que se centre l'essentiel de la critique de Stirner contre Feuerbach, critique qui eut pour conséquence que Marx finit par prendre à son tour ses distances vis-à-vis de l'auteur de *L'Essence du Christianisme*.

En 1844, c'est l'humanisme inspiré de Feuerbach qui prédomine dans la pensée de Marx. Pendant un court moment, celui-ci ne parlera qu'avec enthousiasme des « grandes actions », des « découvertes de celui qui a donné un fondement philosophique au socialisme ».

« L'unité entre les hommes et l'humanité, qui repose sur les différences réelles entre les hommes, le concept du genre humain ramené du ciel de l'abstraction à la réalité terrestre, qu'est-ce sinon le concept de société¹ ! »

Ainsi peut-on lire dans les *Manuscrits de 1844* que « le communisme n'est pas en tant que tel le but du développement humain », signifiant par là que le but, c'est l'Homme. Marx, avec les post-hégéliens, pensait alors que la philosophie était la vérité de la religion : elle était la religion réalisée ; en cela il restait feuerbachien. Feuerbach ne disait-il pas en particulier que « la philosophie moderne est issue de la théologie – elle n'est en elle-même rien d'autre que la résolution et la transformation de la théologie en philosophie »² ? Au moment où Marx s'efforce de montrer que la suppression de la philosophie est la réalisation de la philosophie, Stirner démontre que « la philosophie ne peut vraiment se développer jusqu'au bout et s'accomplir qu'en tant que théologie, celle-ci étant le lieu de son dernier combat ».

Or, l'être générique de l'homme, l'homme générique emprunté à Feuerbach donnait, selon Marx, un *fondement philosophique au communisme*. Il s'agissait là d'une réalité en devenir, de l'essence réalisée d'une existence aliénée de l'homme réconcilié avec la communauté. Stirner montre que cet homme générique n'est qu'une nouvelle forme du divin, qu'il ne fait que reproduire la morale chrétienne ; la philosophie, dit-il encore, est un mensonge : son rôle est socialement religieux.

La situation devenait inquiétante pour Marx. En effet, Stirner était en train de se faire une place de choix dans les milieux intellectuels allemands. Après *l'Unique*, il publia *l'Anticritique*, dans lequel il « ridiculisait l'argumentation de celui que Marx considérait encore comme son porte-parole,

¹ Marx, Lettre à Feuerbach, 11 août 1844.

² Feuerbach, *Manifestes philosophiques*, PUF, coll. Épipiméthée p. 155.

mais il sortait grandi d'un affrontement avec trois médiocres polémistes qui représentaient cependant l'élite de la gauche allemande », écrit Daniel Joubert ¹.

Fait aggravant, Engels lui-même succomba aux thèses de Stirner. Le 19 novembre 1844, il écrivit à Marx, son tout nouvel ami, une lettre dans laquelle il l'informait que Stirner, leur ancien camarade du *Doktorclub*, venait de publier un livre qui fit beaucoup de bruit dans le cercle des Jeunes hégéliens. Stirner est défini comme « le plus talentueux, autonome et courageux du groupe des Affranchis ». Il fallut que Marx se fâche pour qu'Engels revienne à de meilleurs sentiments...

La critique stirnérienne de Feuerbach portera ses fruits. Marx rejettera en effet ces concepts dont l'idéalisme est trop apparent : l'homme total, l'humanisme réel, l'être générique, l'humanisme réel. Mais il ne renonce pas à l'essentiel de la démarche de Feuerbach. Il ne fera que transposer de la philosophie à la science ce que Feuerbach avait fait passer de la théologie à la philosophie ; sur ce point on peut dire que Bakounine prit le relais de Stirner en développant sa critique de la science comme nouvelle théologie du temps. Marx modifiera radicalement son approche du problème du communisme, non sans avoir exorcisé ses démons de jeunesse par une attaque en règle contre Stirner, dans *l'Idéologie allemande*.

La plupart des auteurs marxistes sentent cependant qu'un problème reste irrésolu, mais leur incapacité à comprendre le rôle joué par la critique stirnérienne les laisse dans une impasse... ce qui est normal, puisqu'ils ne lisent pas Stirner. Ils se contentent de lire ce que Marx a dit de Stirner.

Les *Manuscrits de 1844* renvoient à l'idée d'une « essence humaine » qui s'exprimerait dans la production. Pour le jeune Marx, l'aliénation résulte de l'écart qui existe entre la réalité sociale et l'essence de l'homme. Or, les auteurs marxistes se plaignent que Marx n'a jamais vraiment défini ce qu'il entendait par « l'essence de l'homme », ce qui est normal, puisqu'il a abandonné cette notion après la critique stirnérienne... Faute de comprendre cela, les auteurs marxistes polémiquent entre eux sur la place à accorder aux écrits de jeunesse de Marx. Tous les auteurs qui veulent nous présenter un Marx « humaniste » sont contraints de se référer à ses écrits de jeunesse. Or, après la parution de *l'Unique*, Marx abandonne totalement toute référence humaniste.

¹ « Karl Marx contre Max Stirner » in *Max Stirner*, Cahiers de philosophie – L'Âge d'homme, p. 188.

L'aliénation

« Si l'aliénation, en vérité, est fondée sur la nature du travail et si celle-ci est indispensable à la survie de l'homme – comme Marx précisera plus tard dans une lettre à Kugelmann – alors l'aliénation ne sera jamais dépassée », dit Carlos Moreira.

Je ne comprends pas très bien quel est l'enjeu de la question de l'aliénation, pour C. Moreira. Chez Marx, il y a trois causes de l'aliénation. 1. La propriété privée des moyens de production (séparation du producteur d'avec son travail) ; 2. La division du travail ; 3. La production marchande comme conséquence de la division du travail.

On peut encore formuler les choses autrement. Selon Marx il y a trois phases menant à l'aliénation :

- L'objectivisation : l'homme produit une réalité extérieure à lui-même.
- Le dessaisissement : cette production acquiert une existence autonome et devient étrangère à son créateur. L'activité humaine est dépossédée de sa finalité immédiate, l'individu n'agit que sous les impératifs de lois (économiques) qui échappent à sa compréhension.
- L'asservissement : le créateur devient la créature de ce qu'il a créé.

Pour Marx, l'homme est un être matériel ; il se définit par sa matérialité et ses besoins corporels (en quoi il ne fait que répéter Feuerbach et Hegel). L'aliénation de l'homme est due au contexte matériel dans lequel il se trouve. Dans ses textes de jeunesse, le concept d'aliénation désigne cette situation où le salarié ne produit la richesse pour autrui qu'en produisant son propre dénuement matériel et moral. Dans ses travaux de maturité, Marx donnera à l'aliénation un sens plus large. Dans le *Capital*, l'aliénation dans le sens où le mot était employé dans les écrits de jeunesse a tout simplement disparu.

Je note une grave méconnaissance de la pensée de Marx chez Carlos Moreira en ce qui concerne la relation entre l'aliénation et le travail.

Dans la vision marxienne, le fait que le travail reste en définitive nécessaire n'est pas contestable, mais dans une société qui aura développé les forces productives et instauré le communisme, la *nature* du travail ne sera plus la même ; celui-ci ne sera qu'une activité parmi d'autres.

Dans les *Manuscripts de 1844*, il apparaît que ce n'est pas le travail en lui-même qui est aliénant, c'est le fait que le travail soit extérieur à l'ouvrier, que l'ouvrier ne s'accomplit pas dans le travail. Le travail « n'est pas la satisfaction d'un besoin, mais seulement un moyen de satisfaire des

besoins en dehors du travail ». L'ouvrier est étranger au travail qu'il accomplit. « Le caractère extérieur à l'ouvrier du travail apparaît dans le fait qu'il n'est pas son bien propre, mais celui d'un autre... »

Il ne ressort aucunement que le travail est une malédiction, ni que l'aliénation ne sera jamais surmontée : il revient précisément à la société communiste de transformer la nature même du travail. Au contraire, le travail libre est l'essence de l'homme : « Le domaine de la liberté ne commence que lorsque cesse le travail déterminé par le besoin et l'utilité extérieure » (*Capital*).

« La métaphore de Heine »

Selon Carlos Moreira, Nildo Viana « nie explicitement les contributions de Kautsky, Bordiga, Lénine, Gramsci, parmi d'autres. Il choisit les auteurs anarcho-marxistes et il les désigne comme continuateurs authentiques du marxisme ». Carlos Moreira reproche aussi à Viana de reprendre « la métaphore de Heine, citée par l'anarchiste Alexandre Skirda pour ironiser sur le Marxisme : "Marx aurait très bien pu reprendre pour son compte la métaphore de Heine : mon malheur fut d'avoir semé des dragons et d'avoir récolté des puces" ». Il est symptomatique qu'il utilise l'ironie d'une série d'articles rancuniers et calomnieux contre Marx. L'anarcho-marxisme ne sera jamais totalement marxiste ».

On peut reconnaître les contributions à la théorie marxiste faites par Kautsky, Bordiga, Lénine, Gramsci, et beaucoup d'autres. Mais lorsqu'il s'agit de définir une ligne politique, il est difficile de les intégrer tous. Entre Kautsky et Bordiga, Lénine et Kautsky, Bordiga et Gramsci, il faut choisir. C'est ce que veut dire Skirda lorsqu'il écrit : « Force est de constater également la difficulté de faire endosser à Marx la paternité de la nébuleuse des "marxismes" qui se sont réclamés de lui dans le passé ou qui continuent actuellement à le faire. »

La citation exacte de Skirda, replacée dans son contexte, est :

« Force est de constater également la difficulté de faire endosser à Marx la paternité de la nébuleuse des "marxismes" qui se sont réclamés de lui dans le passé ou qui continuent actuellement à le faire.

« Si le marxisme a été ainsi souvent transformé en discours coupé du réel, cela n'a été rendu possible que par son caractère eschatologique qui en a fait une véritable religion séculière avec son cortège inévitable de fanatismes et d'hérésies. Cet aspect, ajouté à ses contradictions internes, a permis à ses divers héritiers d'y trouver simultanément, et leur source commune et les raisons de leurs haines mutuelles.

« Dans cette acception, le marxisme a été et est toujours un rare moment historique exceptionnellement stagnant. Marx pouvait fort à propos reprendre à son compte la métaphore de Heine : “Mon malheur a été d’avoir semé des dragons et de n’avoir récolté que des puces”.

« En ce qui concerne Marx lui-même, l’ambiguïté de son rapport avec le “marxisme” — ses analyses n’étaient-elles que de simples hypothèses de travail, qu’un “fil conducteur”, ou bien des vérités éternelles et des lois historiques immuables ? — nous semble refléter la propre ambiguïté de son temps ¹. »

Le texte de Skirda n’est en rien calomniateur contre Marx, ni ironique.

La « période de transition »

« L’anarcho-marxisme, dit Carlos Moreira, nie explicitement la nécessité d’une “période de transition” et d’un “Etat de transition” entre le capitalisme et le communisme. » L’un des reproches que font les marxistes aux libertaires est leur refus supposé de toute transition entre l’acte révolutionnaire et la mise en œuvre du socialisme.

Nildo Viana, de son côté, affirme que le mouvement ouvrier a « montré » qu’aucune étape de transition n’était nécessaire – allusion sans doute à la Commune de Paris. Le concept de « phase de transition », dit-il, est un « concept idéologique » qui ne sert qu’à « reproduire le capitalisme sous une forme étatique » ou à créer un « mode de production bureaucratique ».

J’avoue n’être d’accord ni avec l’un, ni avec l’autre.

Proudhon et Bakounine avaient beaucoup lu et réfléchi sur la Révolution française et leur connaissance des événements était au moins aussi bonne que celle de Marx. Ils savaient parfaitement bien que le passage de la monarchie à la république, d’un système social encore entaché de féodalisme à une société industrielle ne s’était pas fait du jour au lendemain. Ils avaient parfaitement conscience que le passage d’une société capitaliste à une société émancipée ne se ferait pas d’un coup de baguette magique. C’est donc leur faire injure que de dire qu’ils ignoraient le problème.

Par ailleurs, Bakounine avait de son côté longuement réfléchi à la transition de la société du Moyen Âge à l’âge moderne. Selon lui, la révolution française, commencée en 1789, ne s’achève qu’en 1830 : la période intermédiaire est une incontestable *transition*.

¹ Présentation de *Le socialisme des intellectuels*, de Jan Waclaw Makhaiski, textes choisis, traduits et présentés par Alexandre Skirda, Éditions du Seuil, 1979.

Mais tous les exemples historiques étudiés, et qui pouvaient servir de modèles, avaient été des transitions *d'une société d'exploitation à une autre*. Or dans le cas de la révolution prolétarienne, il s'agit de tout autre chose. Le désaccord principal ne se fonde en fait pas sur l'idée de transition mais sur le « mode de passage » d'une société d'exploitation à une société *sans exploitation* – phénomène inédit –, qui ne saurait se faire en suivant le même processus.

Après 1789, l'ancienne classe dominante a progressivement fusionné avec la bourgeoisie en utilisant les institutions mises en place par cette dernière. Le lent processus de fusion de l'aristocratie dans la bourgeoisie a fasciné Bakounine. Et précisément, il considère que ce processus ne peut *en aucun cas* se faire sur le même modèle. Il ne peut être question d'utiliser les institutions politiques de la bourgeoisie pour réaliser cette transition – ce qu'il reproche à Marx. Il faut en effet garder à l'esprit que le marxisme tel qu'il apparaissait alors, à travers la social-démocratie allemande, n'était rien d'autre que du socialisme parlementaire ; c'est le cadre institutionnel dans lequel les « marxistes » entendent réaliser le socialisme qui inquiète Bakounine, qui tente de montrer l'impossibilité pratique, voire technique, de la politique parlementaire. Il préconise d'organiser le prolétariat « tout à fait en dehors de la bourgeoisie »¹, c'est-à-dire en dehors des institutions politiques bourgeoises : l'Etat, le Parlement. Pour Bakounine, l'Etat n'est pas une institution neutre dont le caractère bourgeois ou prolétarien dépendrait du parti qui se trouve à sa tête, c'est une institution bourgeoise *par essence*. La classe ouvrière ne peut donc réussir « sa » révolution qu'en créant de nouvelles institutions, adaptées à sa nature, telles qu'elles garantissent son hégémonie politique. Cependant, Bakounine n'imagine pas que les choses puissent se faire du jour au lendemain :

« L'abolition de l'Etat, tel est donc le but politique de l'Internationale, dont la réalisation est la *condition préalable* ou l'accompagnement nécessaire de l'émancipation économique du prolétariat. Mais ce but ne saurait être atteint d'un seul coup, car dans l'histoire, comme dans le monde physique, rien ne se fait d'un seul coup. Même les révolutions les plus soudaines, les plus inattendues et les plus radicales ont toujours été préparées par un long travail de décomposition et de

¹ « Nous pensons que le prolétariat doit chercher tous les éléments de sa force exclusivement en lui-même, et qu'il doit l'organiser tout à fait en dehors de la bourgeoisie, contre elle et contre l'Etat, considéré par elle et avec beaucoup de raison, comme le dernier et le plus puissant moyen de salut. » (Aux compagnons de la fédération jurassienne, III, p. 74.)

nouvelle formation, travail souterrain ou visible, mais jamais interrompu et toujours croissant. Donc pour l'Internationale aussi il ne s'agit pas de détruire du jour au lendemain tous les États. L'entreprendre ou le rêver serait une folie ¹. »

« Le temps où l'on croyait aux miracles » est passé, ajoute le révolutionnaire russe, c'est-à-dire « l'interruption arbitraire du cours naturel et fatal des choses soit dans le monde physique, soit dans l'humaine société, par une puissance occulte et absolument spontanée ». Dans l'esprit de Bakounine, la période de transition n'implique aucunement une période indéfinie pendant laquelle les masses devraient attendre que des conditions mythiques soient réalisées, période pendant laquelle elles seraient exclues de tout pouvoir de décision. Il y a cependant de nombreux textes de Bakounine dans lesquels il s'oppose vigoureusement à l'idée de transition, comme par exemple dans une lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles, datant d'octobre 1872 :

« Nous n'admettons pas, même comme transition révolutionnaire, ni les Conventions nationales, ni les Assemblées constituantes, ni les gouvernements provisoires, ni les dictatures soi-disant révolutionnaires ; parce que nous sommes convaincus que la révolution n'est sincère, honnête et réelle que dans les masses, et que lorsqu'elle se trouve concentrée entre les mains de quelques individus gouvernants, elle devient inévitablement et immédiatement la réaction. »

Mais à vrai dire, ce n'est pas tant à la *transition* qu'il s'oppose qu'à la transition mise en œuvre par les institutions étatiques, qu'il s'agisse de « conventions nationales » ou de « dictatures révolutionnaires ». Il prend vigoureusement position contre le principe de transition lorsque celle-ci est placée sous la « tutelle bienfaisante exercée sous quelques formes que ce soit, par les minorités intelligentes, et naturellement désintéressées, sur les masses » ². A cela il oppose « l'abolition de tous les gouvernements, de tout ce qu'on appelle domination, tutelle et pouvoir, y compris évidemment la soi-disante révolutionnaire et provisoire, que les Jacobins de l'Internationale, disciples ou non disciples de Marx nous recommandent comme un

¹ « Aux compagnons de la fédération jurassienne », Œuvres, Champ libre, III, 75-76.

² Lettre à Anselmo Lorenzo, 10 mai 1872.

moyen de transition absolument nécessaire, prétendent-ils, pour consolider et pour organiser la victoire du prolétariat »¹.

Bakounine affirme la nécessité de refuser toute participation aux institutions de la société bourgeoise, et préconise de remplacer l'organisation de classe de la bourgeoisie par l'organisation de classe du prolétariat, « l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée ». L'organisation de classe de la bourgeoisie, c'est l'Etat ; celle de la classe ouvrière, c'est l'Internationale.

Une « révolution subite, non préparée par tout le développement nécessaire de tout le passé, et produite uniquement soit par le libre arbitre de quelques individus, soit même par la volonté collective, mais arbitraire, d'une immense association, serait un vrai miracle, par conséquent une impossibilité² ! » Dans le monde réel, y compris le monde humain, « il n'y a jamais eu de création, il n'y a que transformation nécessaire ». L'Internationale n'est donc pas la « cause première de la grande révolution qui se prépare, qui se fait déjà dans le monde ; elle en est la manifestation, l'instrument à la fois producteur et produit. Elle est le dernier mot de l'histoire : surgie du fond même des nécessités sociales actuelles, elle est le signe infaillible de la décomposition du vieux monde, et la promotrice puissante mais non arbitraire, et puissante précisément parce qu'elle n'est point arbitraire, d'une organisation nouvelle devenue, par la force même des choses et par suite du développement fatal de l'humaine société, généralement nécessaire »³. La dissolution du vieux monde et la formation du nouveau, dit Bakounine, « s'enchaînent » : « La seconde est une conséquence fatale de la première. La transition entre elles s'appelle révolution⁴. » (*Je souligne.*)

Et c'est là que je situerai mon désaccord avec Viana. Dans la perspective conseilliste, c'est-à-dire spontanéiste, les masses se soulèvent et créent spontanément les institutions dans lesquelles elles vont réaliser le projet révolutionnaire. Si on s'en réfère à l'expérience historique, *dont se réclame Viana*, cette vision écarte un peu trop rapidement l'incroyable rapidité avec laquelle les conseils ouvriers ont été bureaucratisés en Russie, et récupérés par la social-démocratie, en Allemagne (Voir *infra*, « A propos des conseils

¹ *Ibid.*

² *Ibid.* p. 76.

³ *Ibid.*

⁴ « Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura – Février-mars 1872, Œuvres, Champ libre, III, 76.

ouvriers ».) Le point de vue conseilliste-spontanéiste est d'une étonnante naïveté. Ces militants pensent que toutes les forces, souvent extrêmement organisées, qui vont tenter de casser, de noyauter ou de dévoyer l'activité spontanée des masses vont se briser devant lesdites masses non organisées¹.

Le culte du spontanéisme, qu'on assimilera à une prétendue composante « anarchiste » de la pensée de Rosa Luxembourg, sera repris par des générations d'intellectuels émerveillés à l'idée que la classe ouvrière peut faire des choses par elle-même. Mais l'anarchisme ne saurait en aucun cas être réduit au spontanéisme. Il ne se reconnaît ni dans l'avant-gardisme dirigiste de ceux qui pensent que le prolétariat ne peut de lui-même acquérir la conscience révolutionnaire, ni dans le spontanéisme et le refus de toute organisation qu'on trouve chez ceux qui parent la classe ouvrière de toutes les vertus.

Je pense qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre la position de l'intellectuel petit-bourgeois qui se pose en direction autoproclamée de la classe ouvrière et celui qui refuse toute organisation permanente et s'en remet à la spontanéité². Ce sont des positions qui résultent du même constat, le sentiment plus ou moins conscient d'être extérieur à la classe ouvrière, mais qui est vécu de manière différente en développant soit le culte de l'organisation, soit le culte de la spontanéité.

On a l'impression que pour Carlos Moreira il n'y a pas d'autre alternative que l'organisation centralisée, ou le spontanéisme. C'est à mon avis mal poser le problème – et c'est en outre une vision très peu dialectique. Il serait bon de rappeler à Moreira ce passage de *l'Histoire de la révolution russe* dans lequel Trotsky montre à quel point le parti était en retard sur les masses, et le comité central en retard sur le parti.

¹ Bakounine savait tout cela, et c'est là précisément que se situe l'Alliance internationale pour la démocratie et le socialisme qui était, en langage d'aujourd'hui, une organisation « spécifique » dont le rôle n'était pas de « diriger » l'organisation de masse mais de veiller à ce qu'elle ne soit pas déviée de son fonctionnement naturel. L'exemple à contrario est celui du soviet de Pétrograd en 1905, qui avait au départ un caractère d'organisation de classe, mais qui est très rapidement devenu un simple parlement où les travailleurs n'étaient plus représentés en tant que travailleurs issus de leur lieu de travail mais où les partis se partageaient les postes. Le rôle d'une organisation anarchiste aurait été d'empêcher cette dérive afin de garantir au soviet un fonctionnement normal en tant qu'organisation de classe.

² En 1905, Voline refusa la présidence du soviet de Petrograd parce que cela aurait été « autoritaire ». Trotsky, qui passait justement par là, n'eut pas les mêmes scrupules... A l'époque il n'était pas bolchevik mais menchevik.

La question de la « transition » est à mon avis un faux problème. Un certain nombre de marxistes – dont Viana ne fait pas partie – s'accrochent à ce concept non parce qu'il y ont réfléchi mais parce qu'il fait partie du dogme. Il est évident qu'on ne passe pas du jour au lendemain du capitalisme au communisme. L'idée de transition répond au constat qu'il faut un certain temps pour mettre en place l'organisation de la nouvelle société, de l'économie, des institutions nouvelles, pour empêcher un retour à l'ancien ordre de choses, etc. Après 1789 en France, cela a pris presque cinquante ans. Mais en réalité, la société bourgeoise s'était constituée depuis des siècles à l'intérieur de la société féodale. Pour les bakouniniens de l'AIT, ce que le prolétariat constitue à l'intérieur de la société bourgeoise en préfiguration de l'avenir, c'est son organisation de classe et c'est à elle que revient la tâche de prendre en main l'organisation globale de la société. La différence avec le conseillisme est que cette organisation existe *préalablement* à la révolution et qu'elle prépare les travailleurs à cette tâche. C'est dans ce sens qu'il faut entendre ce passage de la charte d'Amiens de la CGT française, datant de 1906 : « ...le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de la réorganisation sociale. »

En Espagne la propagande libertaire, depuis la création de la section espagnole de l'AIT en 1868, répétait inlassablement qu'au lendemain de la révolution il faudrait que les ouvriers et les paysans prennent en main collectivement leurs outils de production et s'organisent pour les faire fonctionner à leur compte. L'organisation syndicale, par sa structuration *fonctionnelle* en fédérations d'industrie (par opposition à la structuration *idéologique* des partis), fournissait le cadre dans lequel l'organisation globale de la production pourrait s'effectuer – l'Opposition ouvrière en Russie ne disait pas autre chose, ce qui la fit qualifier d'anarcho-syndicaliste par Lénine.

Autrement dit, mieux les travailleurs sont organisés, plus ils sont préparés, et plus la transition sera courte.

« Nul ne peut vouloir détruire sans avoir au moins une imagination lointaine, vraie ou fausse, de l'ordre de choses qui devrait selon lui succéder à celui qui existe présentement ; et plus cette imagination est vivante en lui, plus sa force destructrice devient puissante ; et plus elle s'approche de la vérité, c'est-à-dire plus elle est conforme au développement nécessaire du monde social actuel, plus les effets de son action destructrice deviennent salutaires et utiles. » (Bakounine, « Protestation de l'Alliance ».)

L'idée générale de Bakounine est que l'organisation des travailleurs, dans sa forme, n'est pas constituée sur le modèle des organisations de la société bourgeoise, mais qu'elle est fondée sur la base des nécessités internes de la lutte ouvrière et, comme telle, constitue une préfiguration de la société socialiste. Le mode d'organisation du prolétariat est imposé par les formes particulières de la lutte des travailleurs sur leur lieu d'exploitation ; l'unité de base de l'organisation des travailleurs se situe là où ceux-ci sont exploités, dans l'entreprise. A partir de là, elle s'élargit horizontalement (ou géographiquement, si on veut), par localités et par régions, et elle s'élève verticalement par secteur d'industrie. Cette vision des choses devait évidemment fournir à Marx et à Engels l'occasion de multiples sarcasmes à l'encontre de Bakounine, accusé d'être indifférent en matière politique, puisque l'action parlementaire était considérée comme la seule forme d'action politique envisageable. Engels, cependant, avait parfaitement compris le fond de la pensée de Bakounine, au-delà des déformations de la polémique : il écrit en effet à Théodore Cuno :

« Comme l'Internationale de Bakounine ne doit pas être faite pour la lutte politique mais pour pouvoir, à la liquidation sociale, remplacer tout de suite l'ancienne organisation de l'Etat, elle doit se rapprocher le plus possible de l'idéal bakouniniste de la société future. » (Lettre à Th. Cuno, 24 janvier 1872.)

Engels résume ici parfaitement le point de vue de Bakounine et de ce qui deviendra plus tard l'anarcho-syndicalisme. Si on met de côté l'amalgame habituel selon lequel l'opposition de Bakounine à l'action parlementaire est assimilable à une opposition de principe à la lutte politique, Engels ne dit dans ce passage rien d'autre que ceci :

– L'organisation des travailleurs doit être constituée selon un mode le plus proche possible de celui de la société que la classe ouvrière porte en elle ;

– L'organisation de classe des travailleurs, qui est leur instrument de combat sous le capitalisme, constitue également le modèle de l'organisation de la société après le renversement de la bourgeoisie. C'est là le sens de l'expression « destruction de l'Etat » : la destruction de l'Etat n'est rien d'autre que le remplacement de l'organisation de classe de la bourgeoisie – l'Etat – par celle du prolétariat.

Cette organisation de classe regroupe les individus en tant que travailleurs, sur leur lieu de travail d'une part, et dans une structure interprofessionnelle d'autre part. Cette double structuration, verticale et horizontale, se développe sur un modèle fédératif jusqu'au niveau national et international. En somme, l'organisation de classe des travailleurs, qui est l'instrument de lutte sous le capitalisme, constitue le modèle d'organisation politique de la société après la révolution. C'est là une idée de base du bakouninisme et, plus tard, de l'anarcho-syndicalisme. Cette démarche est unanimement rejetée par tous les théoriciens marxistes, à l'exception notable de Pannekoek

Selon Bakounine, c'est à travers la lutte quotidienne que le prolétariat se constitue en classe, c'est pourquoi le mode d'organisation des travailleurs doit se conformer à cette nécessité. Marx de son côté préconise la constitution de partis politiques nationaux ayant pour objectif la conquête du parlement. C'est ici, dit Bakounine, que nous nous séparons tout à fait des social-démocrates d'Allemagne : « Les buts que nous proposons étant si différents, l'organisation que nous recommandons aux masses ouvrières doit différer essentiellement de la leur ¹. »

Cette idée n'est pas une « invention » de Bakounine, car la citation date de 1872 et on retrouve la même idée dans un court texte de César De Paepe datant de 1869, intitulé significativement « Les institutions actuelles de l'Internationale au point de vue de leur avenir » ². Le militant belge part de l'idée que les institutions que le prolétariat se constitue sous le capitalisme préfigurent les institutions de l'avenir : « Nous voulons montrer que l'Internationale offre déjà le type de la société à venir, et que ses diverses institutions, avec les modifications voulues, formeront l'ordre social futur. »

Ainsi la section, qui est une structure interprofessionnelle, implantée sur une localité, regroupe « les ouvriers de tous les métiers sans distinction. Là doivent être traitées les affaires qui intéressent tous les travailleurs, quelle que soit leur profession. » La section, dit De Paepe, « est le type de la commune », ce que Bakounine appelle la « section centrale ».

« Nous croyons maintenant avoir montré que l'Internationale renferme en germe dans son sein toutes les institutions de l'avenir. Que

¹ « Aux compagnons de la fédération des sections internationales du Jura », Œuvres Champ libre, III, 74.

² Cité dans Bakounine, Œuvres, éd. Champ libre, III, appendice III, p. 255-256. Cf. *Le Progrès* du Locle, n° 9 du 1^{er} mars 1869, l'article « L'Internationale et ses institutions de l'avenir ».

dans chaque commune, ils s'établissent une section de l'Internationale, et la société nouvelle sera formée et l'ancienne s'écroulera d'un souffle¹. »

De Paepe ne fait rien d'autre que *définir la notion d'abolition de l'Etat*. Bakounine tient exactement le même langage que celui de De Paepe : la question de savoir si l'un a copié sur l'autre n'a pas de sens. L'anarchisme de Bakounine est issu directement de l'observation qu'il a pu faire de l'activité des ouvriers. Mais plus largement, les idées que les deux hommes développent sur l'organisation du prolétariat comme préfiguration de l'organisation de la société émancipée, étaient tout simplement dans l'air du temps. On les retrouve déjà chez Proudhon.

II. – Sur les Conseils ouvriers

Sources de l'anarcho-marxisme

En examinant les différentes « sources » que Carlos Moreira désigne comme étant à l'origine de l'« anarcho-marxisme » nous découvrirons peut-être ce qui le préoccupe.

Deux auteurs sont désignés comme représentants « classiques » de l'anarcho-marxisme : Daniel Guérin et Pierre Ansart.

Concernant Guérin, il y a eu à une certaine période, à son initiative, une tentative d'introduire dans la doctrine anarchiste un certain nombre de concepts marxistes afin de la « rénover ».

L'expression « marxisme libertaire » a été inventée par Daniel Guérin vers la fin de sa vie. De formation marxiste, il adhéra à la SFIO puis au PSOP². Il fut un moment tenté par le trotskisme. Il porta un regard critique sur les mouvements et les militants se réclamant du marxisme. Il pensait qu'un certain nombre de concepts libertaires devaient être réintroduits dans

¹ *Ibid.*

² SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière. Le Parti socialiste ouvrier et paysan ou PSOP était un parti politique français, fondé le 8 juin 1938 par des militants de la tendance « Gauche révolutionnaire », qui avait été exclue de la SFIO.

le corpus de l'idéologie socialiste afin d'éviter les erreurs de la social-démocratie ou du stalinisme. Sur la plupart des questions opposant marxisme et anarchisme : centralisme ou fédéralisme, parlementarisme ou action directe sociale, dictature du prolétariat ou démocratie directe, Guérin donnait raison à l'anarchisme, et en particulier à Bakounine.

Le marxisme libertaire de Guérin n'était pas une menace contre l'anarchisme. Il était plutôt une tentative d'introduire dans la doctrine marxiste des concepts anarchistes. L'idée cependant séduisit certains anarchistes qui, à leur tour, tentèrent d'introduire dans l'anarchisme des concepts marxistes. Aujourd'hui, quelques militants issus du communisme et conscients de la dévalorisation du marxisme, mais surtout de ce qu'ils considèrent comme les carences conceptuelles du marxisme pour expliquer la société actuelle, découvrent Proudhon et Bakounine.

Cependant, Guérin n'a jamais cessé de se déclarer libertaire.

Quant à Pierre Ansart, c'est un universitaire tout à fait classique, professeur de philosophie, puis de sociologie, il a étudié Saint-Simon, Proudhon et Marx. On peut penser que lorsqu'on passe des années à étudier un auteur, on doit nécessairement avoir de la sympathie pour lui, mais cela ne veut pas dire qu'on adhère à ses idées. En quarante ans de militantisme je n'ai jamais eu l'occasion de constater qu'il était effectivement « anarchiste ». Le désigner comme anarcho-marxiste n'a pas de sens. C'est un peu comme si on qualifiait de marxiste le père jésuite Jean-Yves Calvez parce qu'il a écrit un livre sur la pensée de Karl Marx. Ansart ne cherche absolument pas à « rapprocher » Marx de Proudhon, il montre en quoi les deux hommes partent de problématiques communes, et en quoi ils ont été influencés par Saint-Simon, ce qui est au fond une banalité, mais ne l'était pas forcément lorsqu'il publia sa *Sociologie de Proudhon* en 1967 et *Marx et l'anarchisme* en 1969. Rappelons que ce dernier ouvrage a pour sous-titre « Sociologie de Saint-Simon, Proudhon et Marx ».

Je pense que ce qui préoccupe Carlos Moreira, c'est précisément qu'entre Proudhon et Marx il puisse y avoir des « passerelles » – ce dont je suis persuadé – qui contribuent évidemment à relativiser la portée de la pensée de Karl Marx, ramené ainsi au rang de penseur parmi d'autres penseurs. Le siège du Bon Dieu au Paradis ne peut pas être partagé.

La tentative de « révision » de la doctrine anarchiste par les promoteurs d'un « marxisme libertaire » était le résultat d'un constat selon lequel l'anarchisme avait un certain nombre de failles doctrinales qu'il fallait combler par des éléments provenant du marxisme. Ces « failles

doctrinales » se situaient dans un champ dans lequel les marxistes se sentent à l'aise, celui de la théorie pure, où il est beaucoup question de « méthode » en particulier. Il fut un temps en France où quelques libertaires, influencés par l'idée de « marxisme libertaire » développée par Guérin, reprochaient à l'anarchisme ses lacunes en matière de « méthode d'analyse ». La « méthode d'analyse » revenait sans cesse dans leurs propos. Cette attitude provenait en fait d'une profonde méconnaissance de la pensée des principaux théoriciens anarchistes. La conséquence immédiate fut que ces militants se mirent à imiter les trotskistes, à tel point qu'on finissait par ne plus les distinguer les uns des autres. De la même manière que Trotsky reprochait aux ouvriéristes d'avoir « le nez dans le trou du cul de la classe ouvrière », ces camarades-là avaient « le nez dans le trou du cul des trotskistes ».

Mon opinion alors était que le mouvement anarchiste était effectivement frappé d'un certain nombre d'insuffisances théoriques, mais que ces insuffisances n'avaient pas besoin d'être comblées en allant chercher des concepts dans le marxisme, et qu'il suffisait de prendre la peine de connaître nos propres auteurs. C'était l'objet de l'article sur « La question économique », écrit il y a bien trente ans, alors que j'étais un jeune blanc-bec. J'appelais le mouvement libertaire à rejeter les préjugés qui existaient en son sein sur le marxisme et à aborder l'étude de cette doctrine avec sérénité parce que « ce qui fait l'opposition irréductible entre marxisme et anarchisme (interdisant toute synthèse) est parfaitement délimité et repérable et que, pour tout le reste, il y a beaucoup de propositions qui sont parfaitement assimilables par l'anarchisme, soit simplement parce qu'elles étaient déjà présentes dans la pensée de notre mouvement avant que Marx ne les exprime ou ne les reformule, soit parce qu'elles constituent un acquis de la pensée universelle... » Je reconnais aujourd'hui que la formulation est un peu emphatique...

Il va de soi que la pensée anarchiste ne doit pas rester à l'écart des courants de pensée d'une façon générale, et qu'il doit pouvoir assimiler les idées nouvelles.

Je citerai une curiosité : une idée a également circulé dans les années 70 à l'initiative d'un intellectuel marxiste de très grande valeur, dont je suis surpris que ni Moreira ni Viana ne le citent : Maximilien Rubel. Rubel développait la thèse selon laquelle Marx était un théoricien de l'anarchisme¹. La thèse de Rubel était d'autant plus difficile à tenir qu'il ne

¹ Maximilien Rubel, « Marx théoricien de l'anarchisme », in *Marx critique du marxisme*, éditions Payot, 1974. L'article est initialement paru en 1973.

voulait pas « partager » : tous les autres théoriciens anarchistes devaient évacuer pour laisser la place au seul Marx. Inutile de dire que les thèses de Rubel ne se sont heurtées qu'à un intérêt poli, des deux côtés. Lors d'un entretien que j'eus avec lui à Radio libertaire, la radio de la Fédération anarchiste, il esquivaient chaque fois que je voulais lui faire parler de cette thèse et ramenait systématiquement la conversation sur la proximité de Marx avec Proudhon, dont il semblait vouloir se rapprocher. Je n'ose imaginer ce qui aurait résulté de ses réflexions....

Rosa Luxembourg « anarchiste » ? – À propos de la grève générale

La deuxième source de l'anarcho-marxisme, selon Carlos Moreira, vient de Rosa Luxembourg. Mais c'est pour des raisons polémiques que Luxembourg a été accusée d'être « anarchiste » par les dirigeants social-démocrates allemands : cela ne justifie aucunement qu'il faille prendre cette accusation au sérieux. En réalité, Rosa Luxembourg était féroce anti-anarchiste. Dans sa brochure *Grève de masse, Parti et syndicats*, parue en 1905, elle s'interroge sur le rôle joué par l'anarchisme pendant la révolution russe de 1905 :

« Il est devenu l'enseigne de voleurs et de pillards vulgaires : c'est sous la raison sociale de "l'anarcho-communisme" qu'ont été commis une grande partie de ces innombrables vols et brigandages chez les particuliers, qui, dans chaque période de dépression, de reflux momentané de la révolution, font ravage. L'anarchisme dans la révolution russe n'est pas la théorie du prolétariat militant mais l'enseigne idéologique du lumpenprolétariat contre-révolutionnaire fondant comme une bande de requins dans le sillage du navire de guerre de la révolution. Et c'est ainsi sans doute que finit la carrière historique de l'anarchisme. »

C'est l'habituelle litanie sur l'« anarchisme–doctrine du lumpenprolétariat ». A en croire Rosa Luxembourg, toute la classe ouvrière française organisée dans la Fédération des bourses du travail, qui avait

Et la contestation de la thèse de Rubel : René Berthier, « L'anarchisme dans le miroir de Maximilien Rubel », *Informations et réflexions libertaires*, oct.-nov. 1985. Réédité 2000 éditions du Monde libertaire. Voir aussi : <http://www.monde-nouveau.net/spip.php?article260>.

plusieurs années auparavant massivement pris position en faveur de la grève générale, relevait du « lumpenprolétariat ».

Le discours de Rosa Luxembourgeois sert en fait à masquer le constat de l'antériorité du mouvement « anarchiste » sur la question de la grève générale, que Luxembourgeois appelle « grève de masse », pour se démarquer. (Il faut savoir que le terme d'« anarchiste », dans la social-démocratie allemande, servait à désigner indistinctement tous les partisans de la grève générale, qui étaient loin d'être tous anarchistes, heureusement.)

En marxiste conséquente, Luxembourgeois attaque l'anarchisme non par le recours à une critique théorique mais, comme ses prédécesseurs, par la calomnie et la déformation délibérée. Sur ce terrain, elle sera d'autant plus frénétique qu'elle devra se laver de l'accusation d'« anarchisme » lancée contre elle par ses petits camarades marxistes. C'est ainsi que Luxembourgeois se croira obligée de consacrer dans sa brochure plusieurs pages à attaquer Bakounine sur l'idée de grève générale, accusant le révolutionnaire russe de fabriquer artificiellement des révolutions, alors qu'il n'a cessé de prévenir les militants contre les risques de l'impréparation. « Un beau matin, dit Luxembourgeois, tous les ouvriers de toutes les entreprises d'un pays ou même du monde entier abandonnent le travail, obligeant ainsi, en quatre semaines tout au plus, les classes possédantes soit à capituler, soit à attaquer les ouvriers, si bien que ceux-ci auraient le droit de se défendre, et par la même occasion d'abattre la vieille société tout entière. » On ne trouve rien de tel chez Bakounine.

Luxembourgeois poursuit :

« Le malheur a toujours été pour l'anarchisme que des méthodes de lutte improvisées dans "l'espace éthéré" se sont toujours révélées de pures utopies ; en outre la plupart du temps, comme elles refusaient de compter avec la triste réalité méprisée, elles cessaient insensiblement d'être des théories révolutionnaires pour devenir les auxiliaires pratiques de la réaction. »

Luxembourgeois déclare que sa théorie de la grève de masse est « dirigée contre la théorie anarchiste de la grève générale » De fait, toute la brochure est parsemée de critiques contre l'anarchisme et contre Bakounine. Elle conclut par l'argument choc du recours à la « dialectique », l'arme secrète des marxistes :

« Ainsi la dialectique de l'histoire, le fondement de roc sur lequel s'appuie toute la doctrine du socialisme marxiste, a eu ce résultat que

l'anarchisme auquel l'idée de la grève de masse était indissolublement liée, est entré en contradiction avec la pratique de la grève de masse elle-même ; en revanche la grève de masse, combattue naguère comme contraire à l'action politique du prolétariat, apparaît aujourd'hui comme l'arme la plus puissante de la lutte politique pour la conquête des droits politiques. »

Ce petit paragraphe est particulièrement intéressant. Il dit en gros ceci, une fois qu'on l'a décodé :

- La grève générale (« de masse » dans le vocabulaire luxembourgist) relevait jusqu'ici du fonds de commerce de l'« anarchisme » (en fait, du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme).

- Grâce à la « dialectique de l'histoire » (*sic*), ce « fondement de roc » du marxisme, l'anarchisme entre en contradiction avec la « grève de masse » (on ne sait pas pourquoi ni comment mais il suffit que la « dialectique de l'histoire » le dise par la bouche de Rosa Luxembourg).

- La grève de masse, jusqu'alors combattue par les social-démocrates, devient « l'arme la plus puissante » de la lutte politique du prolétariat.

- En conclusion, pour que la grève de masse devienne un élément positif et opérationnel pour le marxisme, il faut que la grève générale des « anarchistes » cesse de l'être.

La question que tout lecteur normalement constitué se pose, c'est : puisque la « dialectique de l'histoire » est si claire et évidente, pourquoi la « grève de masse » n'a-t-elle pas été reconnue plus tôt comme un élément opérationnel et surtout, pourquoi, malgré l'intervention de Rosa Luxembourg dévoilant les projets de la « dialectique de l'histoire », l'ensemble de la social-démocratie allemande n'a-t-elle pas eu la révélation ? Et pourquoi la social-démocratie allemande a-t-elle traité Rosa Luxembourg d'« anarchiste » ?

L'idée de grève générale avait été lancée par le congrès de l'Internationale tenu à Bruxelles en septembre 1868, mais il s'agissait d'une mesure destinée à s'opposer à la guerre. Les dirigeants de la CGT française ne cesseront, dans les années qui ont précédé la Première guerre mondiale, de tenter de convertir les dirigeants allemands de la nécessité d'une grève générale si une guerre éclatait entre les deux pays. Ils feront de multiples tentatives, et se heurteront toujours à un mur.

« Les débats sur la grève générale font craindre aux directions syndicales de se laisser dépasser par les événements : elles déclarent qu'elles n'ont pas les moyens de la soutenir. Les révisionnistes sont opposés à une grève de masse. Rosa Luxembourg, de retour de Russie, affirme que c'est par la lutte que les travailleurs peuvent s'organiser et s'auto-émanciper, ce qui lui vaut d'être traitée d'"anarchiste" par les bureaucrates syndicaux¹. »

Plutôt que d'attaquer hystériquement l'« anarchisme » sur le principe de la grève générale, Rosa Luxembourg aurait mieux fait d'envisager des modalités d'alliance avec le mouvement ouvrier français sur cette question.

Lorsqu'elle fait du bolchevisme la critique qui la rendra célèbre, elle montre que les principales innovations tactiques et stratégiques (du point de vue de la social-démocratie) ne résultent pas des trouvailles programmatiques de quelques dirigeants social-démocrates ni même des organes dirigeants du parti mais qu'elles résultent spontanément du mouvement ouvrier. Luxembourg « découvre » au moment de la révolution russe de 1905 une chose qui était alors banale dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire : la grève générale – question qui avait été discutée et adoptée dès 1893, à l'unanimité moins une voix, dans un congrès des bourses du travail en France, réunissant des représentants de l'ensemble du mouvement ouvrier organisé de l'époque². Dans ce congrès, dont on possède le compte rendu détaillé, il apparaît clairement que la grève générale est *identifiée* à la révolution³.

Rosa Luxembourg découvre que la classe ouvrière, ce n'est pas seulement la direction politique de la classe ouvrière – constat qui était alors banal pour les syndicalistes révolutionnaires et les anarcho-syndicalistes.

En résumé, Rosa Luxembourg découvre l'eau chaude.

Mais il est vrai également que *pour les social-démocrates*, ses trouvailles sont une innovation : pensez donc, la classe ouvrière est également un acteur, indépendamment de sa direction ! Constat qui trouvera un

¹ René Berthier, *Digressions sur la révolution allemande*, Éditions du Monde libertaire.

² Pour l'anecdote, le *seul* délégué qui vota contre était en fait favorable à la grève générale, mais avait mandat de voter contre. Il déclara qu'il allait tout faire pour convaincre ses camarades.

³ « 1893 : Débat sur la grève générale au congrès national des chambres syndicales et groupes corporatifs ouvriers ». Le compte rendu de ce congrès peut être consulté en ligne sur le site monde-nouveau.net, rubrique Histoire.

écho une vingtaine d'années plus tard lorsque Trotsky, qui ne comprend décidément pas grand-chose, dira de manière très peu dialectique que la crise du mouvement ouvrier est la crise de la direction du mouvement ouvrier.

Daniel Guérin a voulu faire, dans les années 70, une lecture libertaire de Rosa Luxembourg¹ qui fait d'elle une « anarchiste » pas totalement accomplie. Sa critique du bolchevisme et de ses conceptions de l'organisation, ainsi que le discours qu'elle tient sur la spontanéité, ont sans doute achevé de la faire basculer dans le camp « anarchiste », aux yeux de certains étudiants et intellectuels. Son discours apparaît comme « sympathique » à bon nombre de militants, y compris libertaires, parce que son opposition à Lénine, ainsi que son assassinat, ont contribué à la transformer en mythe. Rosa Luxembourg est mise en avant comme dissidente du marxisme pour sa critique du léninisme, du centralisme, pour sa défense de la liberté d'expression, etc. Mais *personne* ne peut dire qu'elle ne se serait pas alignée sur les positions de l'Internationale communiste, si elle avait vécu. Elle apparaît comme une représentante de ce qu'on appellera plus tard le « socialisme à visage humain », un socialisme où le dialogue fait loi, mais sa critique du léninisme ne touche pas à l'essentiel, elle ne s'en prend qu'à ses méthodes d'action. On oublie qu'elle restait fondamentalement une social-démocrate, sectaire, anti-anarchiste féroce, utilisant le mouvement syndical comme un simple auxiliaire de la politique du parti.

Évoquant ces « dissidents » du marxisme, un militant de la Fédération anarchiste écrivait dans le *Monde libertaire* il y a une trentaine d'années :

« Et là, à l'ombre d'Anton Pannekoek ou de Rosa Luxembourg, ils peuvent alors rêver tout haut d'un marxisme qui ne secréterait pas le totalitarisme et d'un parti d'avant-garde vacciné contre le léninisme et le stalinisme. Et ils ne se privent pas de rêver, et de rêver encore². »

Anarchisme, conseillisme et luxembourgeoisisme

Les conseils ouvriers sont une forme d'organisation qui a été mythifiée à la fois par les courants se réclamant du léninisme, par ceux qui se désignent

¹ *Rosa Luxembourg et la spontanéité révolutionnaire*, Éditions Flammarion, 1971.

² *Le Monde libertaire*, 6 janvier 1983.

comme « conseillistes » et même par certains anarchistes. Dans le courant ultra-gauche on en parle avec une émotion aussi sincère qu'idéalisée, évacuant l'extraordinaire rapidité avec laquelle ils se sont bureaucratisés – quelques mois.

En 1905, le parti bolchevik était opposé aux conseils ouvriers parce qu'ils concurrençaient les partis. Lénine voulut même faire exclure les anarchistes des soviets parce qu'ils « ne faisaient pas de politique »¹.

D'instrument de combat au début, le soviet de Petrograd devient un appareil administratif bien rôdé. De 1 200 députés au début du mois de mars 1917, il passe en moins d'un mois à 3 000. Aucune vérification sérieuse des mandats n'est faite. Il y avait beaucoup de « nouveaux venus d'occasion ». Les séances plénières se déroulaient dans la confusion. Bientôt un « petit soviet » plus restreint de 600 membres est créé. De multiples commissions, bureaux, secrétariats sont créés. Plusieurs centaines d'employés s'activent dans les différents services. Oskar Anweiler, dans *les Soviets en Russie*², écrit à ce sujet que ce que le soviet gagnait en matière de bon fonctionnement, il le perdait sur le plan du contact direct avec une partie considérable des masses. Quasi quotidiennes pendant les premières semaines d'existence, les séances plénières du soviet allaient s'espaçant et n'attirant souvent qu'un nombre restreint de députés. L'exécutif du soviet s'affranchissait à vue d'œil de la surveillance que les députés étaient censés exercer

¹ En 1905, le comité du parti de Saint-Pétersbourg, complètement dérouter, envoie un ultimatum aux soviets : adopter le programme du parti ou se dissoudre. Cet ultimatum dit en particulier ceci : « Le Conseil des députés ouvriers ne saurait exister en qualité d'organisation politique et les social-démocrates devraient s'en retirer attendu qu'il nuit, par son existence, au développement du mouvement social-démocrate. » En d'autres termes, le soviet fait double emploi avec le parti. Plus grave encore, *il nuit au développement du parti*. Mais lorsque les bolcheviks finiront par comprendre ce qui se passe, ils tenteront d'exclure les anarchistes. Lénine, dans un texte daté du 7 décembre 1905 :

« Le comité exécutif du Soviet des députés ouvriers a décidé hier, 23 novembre, d'opposer un refus aux anarchistes qui demandaient à être représentés au Comité exécutif et au Soviet des députés ouvriers. Le comité exécutif lui-même a exposé comme suit les motifs de sa décision : "1) d'après l'usage international, les anarchistes ne reconnaissant pas la lutte politique comme un moyen d'atteindre leur idéal, ne sont pas représentés dans les congrès et les conférences socialistes ; 2) toute représentation doit émaner d'un parti ; or, les anarchistes ne forment pas un parti". »

Ce qui vaut à Lénine le commentaire suivant : « Nous estimons que la décision du comité exécutif est au plus haut point légitime et qu'elle a une très grande importance théorique, pratique et politique. »

² Cf. Oskar Anweiler, *Les soviets en Russie 1905-1921*.

sur lui. En d'autres termes, le soviét se bureaucratise, pratiquement dès le début de la révolution.

Pourtant, la mythification qui fut faite des conseils ouvriers russes n'était rien en comparaison de ce qui arriva pendant la révolution allemande. Les « conseillistes » s'attachent à une forme qui ne vécut que quelques mois en Allemagne et qui fut immédiatement récupérée par les réformistes. A aucun moment ils ne s'interrogent sur le fait que les conseils ouvriers, création tout à fait circonstancielle et spontanée du mouvement ouvrier, donc extrêmement fragiles, ne sont peut-être pas la forme la plus adéquate pour assurer de manière permanente le contrôle de la société par la classe ouvrière.

Les conseils d'ouvriers et de soldats tinrent leur congrès à Berlin le 16 décembre 1918. A l'ordre du jour : constitution d'une « *Assemblée nationale ou gouvernement des conseils* »¹. « La question cardinale de la révolution » est posée, dit Rosa Luxembourg dans *Die Rote Fahne*. A quoi *Vorwärts*, l'organe central de la social-démocratie, répond : « *Les masses ne sont pas mûres.* » Pour les réformistes, une assemblée constituante aurait dû prendre le relais de la révolution.

Le poids politique de la social-démocratie – qui était au pouvoir, rappelons-le – restait énorme. Elle ne s'était pas ouvertement opposée aux conseils ouvriers. Elle avait même proposé de les légaliser. Les conseils ouvriers en Allemagne étaient nés du vide politique de l'État. Mais comme les soviets russes, ceux d'Allemagne se transformèrent rapidement : d'organisations de classe, ils devinrent des instances ou s'affrontèrent les partis politiques : ils devinrent des assemblées de type parlementaire. Et à ce jeu, comme les social-démocrates étaient les plus nombreux et les mieux organisés, ils finirent par dominer. Les conseils cessèrent rapidement d'être l'expression directe des travailleurs des entreprises ; les délégués des conseils ouvriers ne recevaient plus leurs mandats de la base mais des différentes organisations qui y étaient représentées : parti social-démocrate, socialistes de gauche, ceux des syndicats, des coopératives, des consommateurs... La loi légalisant les conseils ouvriers passa au Reichstag et définit en détail les droits et devoirs des conseils, qui devinrent des rouages de la machine d'État.

Les social-démocrates y avaient placé leurs hommes : plus on montait dans l'appareil des conseils, plus ils étaient nombreux. Leur influence était d'autant plus grande que de nombreux militants révolutionnaires avaient

¹ Pour l'anecdote, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht ne purent se porter candidats, parce qu'ils ne travaillaient pas...

refusé de siéger dans les conseils où se trouvaient des social-démocrates !!! Attitude d'une hautaine grandeur, mais qui frise la trahison. L'abandon de poste semble avoir été une attitude constante des militants révolutionnaires allemands. Ainsi, au congrès des conseils, les socialistes réformistes représentèrent les quatre cinquièmes des délégués contre une dizaine de Spartakistes qui, eux, n'avaient pas déserté. Les résolutions sur le pouvoir des conseils furent rejetées. Le gouvernement Ebert-Scheidemann se vit attribuer les pleins pouvoirs lors du congrès pan-allemand des conseils d'ouvriers et de soldats (16 au 20 décembre 1918). La social-démocratie avait gagné la partie. En quelques mois, elle avait littéralement avalé la révolution des conseils.

C'est lorsqu'on aborde le troisième « fondement politique » de l'anarcho-marxisme qu'on commence à comprendre de quoi Carlos Moreira parle. Ce n'est pas du tout l'anarchisme qui est en cause, c'est ce qu'il *croit* être l'anarchisme, et l'identification qu'il fait entre celui-ci et certains courants du marxisme, à savoir le conseillisme et le luxembourguisme – sachant bien entendu que « le marxisme et l'anarchisme sont inconciliables ».

Pour une raison tout à fait inexplicable, Moreira récuse à un certain nombre d'auteurs parfaitement marxistes mais non léninistes la qualité de marxistes, et il les classe dans une catégorie arbitrairement désignée sous le terme d'« anarcho-marxistes ». La réfutation qu'il fait de Nildo Viana est en fait une réfutation de ce qu'on appelle la « gauche communiste », et plus particulièrement d'un de ses courants, le communisme de conseils germano-hollandais, auquel on ne peut absolument pas assimiler le luxembourguisme, alors que Moreira les met dans le même panier.

« La Gauche communiste apparut pendant une très brève période comme un courant international effectif, à partir de 1917 dans la III^e Internationale. Ce courant s'opposa aux thèses syndicalistes et parlementaires de la direction de l'Internationale communiste et fut finalement exclu des partis communistes hollandais, allemand, italien, britannique et bulgare ; après quoi il déclina pour ne plus exister que sous la forme de petits groupes de militants de plus en plus restreints et coupés de la réalité. Gorter tenta bien de fonder une nouvelle Internationale, l'Internationale communiste ouvrière (KAI), mais l'expérience échoua lamentablement. Gorter mourut en 1927, complètement isolé.

« Ces groupes se replièrent dans des luttes factionnelles sans fin et se livraient (et se livrent toujours) de féroces guerres théoriques. Après 1927, le courant de la Gauche communiste allemande avait pratiquement

disparu, et ce qui en restait n'avait plus grand chose à voir avec le KAPD et Gorter. Des groupes confidentiels de communistes de conseils subsistèrent quelque temps en Allemagne et aux Pays-Bas, influencés par les théories anti-parti d'Otto Rühle¹. »

Précisons que les conseillistes étaient pour la plupart féroce­ment anti-anarchistes. Le principal point d'opposition entre eux et l'anarchisme réside dans le refus de toute forme d'organisation permanente. En plein cœur de la révolution allemande, les débats qui secouaient les courants conseillistes, et provoquaient en leur sein des scissions en cascade, étaient les suivants :

- Herman Gorter se cantonne dans une vision typiquement social-démocrate de la division du travail entre « politique » et « économique » : le parti – le KAPD en l'occurrence – est l'élite ouvrière tandis que l'Union – l'AAUD – est la masse qui se livre à l'action spontanée... mais *pas à la défense économique*. Curieusement, rien ne le distingue du point de vue social-démocrate, commun à Kautsky et à Lénine, sur la conscience ouvrière et le rôle des intellectuels.

- Otto Rühle pense que le parti est une forme périmée qui se détache de « la classe » ; il est une institution liée à la révolution bourgeoise, tandis que la conscience est l'auto-production de la classe. Dans le jargon de l'ultra-gauche, on parle de « la classe » pour désigner la classe ouvrière : « la classe a fait ceci », « la classe doit faire cela », comme si seule la classe ouvrière était une classe sociale digne de ce nom. Mais on n'est jamais bien loin du discours de l'instituteur qui parle de sa « classe. »

- Quant à Pannekoek, il se demande si la distinction entre partis et Unions est valide, dans la mesure où ces dernières sont dans les faits des sortes de comités de base des partis. Il considère que le prolétariat allemand ne se montre pas à la hauteur de sa mission historique.

- Autre question fondamentale qui était vigoureusement débattue : l'organisation doit-elle précéder l'action ?

- Enfin, Canne-Meijer mentionne que « certains allèrent même jusqu'à fonder des organisations anti-organisations... » Comment ne pas songer aux *disputatio* scolastiques du Moyen Âge lors desquelles des questions fondamentales étaient soulevées, telles que : « La sueur du cuir chevelu pue-t-elle plus que celle des autres parties du corps ? », « Le corps du Christ

¹ René Berthier, *Digressions sur la révolution allemande*, Éditions du Monde libertaire, 2009.

ressuscité portait-il des cicatrices ? », ou « Les imbéciles sont-ils encore plus bêtes à la pleine lune ? »

Carlos Moreira a parfaitement raison de distinguer entre la révolution russe et la « révolution bolchevique », plus exactement le coup d'Etat bolchevik d'octobre. Parler de « refus des expériences socialistes et de l'expérience de la révolution bolchevique » n'a pas beaucoup de sens. En parlant de « révolution bolchevique », Moreira montre parfaitement où il se situe. Il ne s'agit pas de nier qu'il y a eu en Russie une révolution commencée en février 1917, mais de savoir quelle est la nature de l'Etat instauré après le coup d'Etat d'Octobre ¹. Je n'ai pas l'intention de m'engager dans un débat sur cette question, je me contenterai de citer un passage tiré de Trotsky, dont Moreira ne pourra pas, si j'ai bien compris, nier la validité. Juste après Octobre, les dirigeants bolcheviks se réunissent et se posent la question de savoir comment on appellera le nouveau gouvernement : Trotsky raconte la scène dans *Ma vie* :

« Surtout pas de ministres ! Le titre est abject, il a traîné partout » dit Lénine.

« On pourrait dire “commissaires”, proposai-je ; mais il y a beaucoup trop de commissaires à présent... Peut-être “hauts-commissaires”... Non, “haut-commissaire” sonne mal... Et si on mettait : “commissaires du peuple” ?... » – “Commissaire du peuple ?” Ma foi, il me semble que cela pourrait aller... reprend Lénine. Et le gouvernement dans son ensemble ?

– Un soviet, bien entendu, un soviet... Le soviet des commissaires du peuple, hein ?

– Le soviet des commissaires du peuple ? s'écrie Lénine. C'est parfait. Ça sent terriblement la révolution ! ²... »

Manifestement, Trotski ne se rendait pas compte qu'en rapportant cette anecdote, il montrait que le pouvoir avait changé dans ses formes mais pas dans sa nature...

¹ Cf. René Berthier, *Octobre 1917 : le Thermidor de la révolution russe*, Éditions CNT Région parisienne, 2003.

² Léon Trotsky, *Ma Vie*, Le livre de poche, p. 392.

Conseillisme et autogestion

L'« identification du communisme avec l'autogestion », dont parle Moreira, me semble assez hasardeuse car elle va à l'encontre des prises de position de la plupart des groupes conseillistes sur cette question.

Au risque de surprendre, le terme d'autogestion, assez récent, ne figurait pas, à l'origine, dans la panoplie conceptuelle de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme. Et elle figurait encore moins dans la panoplie conceptuelle du marxisme. Rappelons que les soviets étaient un concept totalement étranger au bolchevisme avant avril 1917. Avant que l'autogestion ne devienne à la mode, aux alentours de mai 68, on parlait de gestion directe et de gestion collective de l'économie : cela ne se limitait pas à la gestion des entreprises. Après mai 68, une pléthore d'intellectuels de gauche se sont émerveillés en découvrant que les ouvriers savaient gérer leur entreprise. Pour les libertaires ce n'était pas un scoop, puisque à l'initiative des libertaires, l'économie – industrie, agriculture et transports – a été collectivisée pendant la guerre d'Espagne. Notons que les communistes ont tout fait pour détruire cette œuvre de collectivisation.

On peut très bien, en principe, imaginer des entreprises autogérées par leurs salariés, dans un régime d'économie de marché. Cela ne change pas la nature du système, qui reste parfaitement capitaliste ; simplement, le mode de gestion est un peu modifié. Sur ce point, nous sommes entièrement d'accord avec les conseillistes, d'ailleurs. Pour nous, libertaires, une société socialiste est une société dans laquelle *l'ensemble* des secteurs de l'économie est gérée de manière collective, c'est-à-dire selon les principes du fédéralisme, et où l'affectation du surproduit social fait l'objet de débats et de décisions collectives.

Ce n'est donc pas tellement la manière dont l'entreprise est gérée qui importe, même si ce n'est pas négligeable : c'est la manière dont la population travailleuse détermine les besoins, les objectifs de la production et les moyens à mettre en œuvre pour réaliser ces objectifs. Dans le système capitaliste, c'est le marché, en fait les actionnaires des entreprises, qui assument ces fonctions sous la bienveillante protection de l'Etat ; dans le capitalisme d'Etat comme l'ex-URSS, c'est l'Etat. Dans les deux cas le prolétariat n'a rien à dire. Je prends le terme de *prolétariat* dans le sens où l'entendait la CGT-SR française : « ... l'ouvrier de l'industrie ou de la terre, l'artisan de la ville ou des champs – qu'il travaille ou non avec sa famille – l'employé, le fonctionnaire, le contremaître, le technicien, le professeur, le savant, l'écrivain, l'artiste, qui vivent exclusivement du produit de leur

travail appartiennent à la même classe : le prolétariat ¹. » Le communisme ne s'identifie avec l'autogestion que dans la mesure où c'est la classe ouvrière organisée dans ses structures de classe qui définit les objectifs globaux et les moyens.

Il y a incontestablement des similitudes entre les idées des conseillistes germano-hollandais et l'anarcho-syndicalisme. Curieusement, la meilleure définition de l'anarcho-syndicalisme se trouve sans doute chez... Pannekoek :

« La lutte de classe révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie et ses organes étant inséparable de la mainmise des travailleurs sur l'appareil de production, et de son extension au produit social, la forme d'organisation unissant la classe dans sa lutte constitue simultanément la forme d'organisation du nouveau processus de production ². »

Mais les similitudes ne sauraient effacer les différences : la principale opposition entre les conseillistes d'une part, les anarchistes et les anarcho-syndicalistes de l'autre, réside dans le fait que les conseillistes sont opposés à toute organisation permanente.

Sur la question de l'autogestion, au risque de beaucoup surprendre Carlos Moreira, peut-être moins Nildo Viana, le courant conseilliste n'est *absolument* pas favorable à l'autogestion : celle-ci est considérée comme une forme spécifiquement capitaliste. C'est une « mystification corporatiste

¹ Pierre Besnard, *les Syndicats ouvriers et la révolution sociale*.

² Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, EDI, p. 273. Pannekoek n'a cependant pas inventé cette idée. Expliquant le point de vue des fédéralistes de l'Internationale en opposition à celui des social-démocrates allemands, Bakounine disait : « Les buts que nous proposons étant si différents, l'organisation que nous recommandons aux masses ouvrières doit différer essentiellement de la leur. » (« Aux compagnons de la fédération des sections internationales du Jura », Œuvres, Champ libre, III, 74.) Cette idée n'est pas une « invention » de Bakounine, car la citation date de 1872 et on la retrouve dans un court texte de César De Paepe datant de 1869, intitulé significativement « Les institutions actuelles de l'Internationale au point de vue de leur avenir ». Le militant belge part de l'idée que les institutions que le prolétariat se constitue sous le capitalisme préfigurent les institutions de l'avenir : « Nous voulons montrer que l'Internationale offre déjà le type de la société à venir, et que ses diverses institutions, avec les modifications voulues, formeront l'ordre social futur. » (Cité dans Bakounine, Œuvres, éd. Lebovici, tome III, appendice III, p. 255-256. Cf. *Le Progrès* du Locle, n° 9 du 1^{er} mars 1869, l'article "L'Internationale et ses institutions de l'avenir".)

localiste et syndicaliste » au sein de la classe ouvrière¹. Après la Première guerre mondiale, lors du mouvement des conseils en Italie et de la révolution allemande, les ouvriers avaient tendance à s'enfermer dans leur usine plutôt que de créer des « organes spécifiquement destinés au regroupement et à la centralisation des efforts révolutionnaires de tous les ouvriers ». Conseils ouvriers et autogestion ne sont donc pas du tout la même chose. Selon les conseillistes, la gestion ouvrière des entreprises est une simple extension de l'organisation capitaliste de la production. Les conseils ouvriers ne servent pas à ça, ils sont un outil politique grâce auquel le prolétariat doit faire la révolution mondiale, point final.

L'autogestion est aujourd'hui le « dernier recours » à la crise du capitalisme, et à ce titre les social-démocrates, trotskystes et autres libertaires préconisent « des “conseils ouvriers” émasculés ». L'autogestion est un mot d'ordre qui sert à la bourgeoisie pour conduire le prolétariat à sa propre exploitation, sans remettre en cause l'Etat capitaliste et les rapports marchands.

« C'est ainsi que la république bourgeoise espagnole a pu récupérer bien des cas d'autogestion et les mettre au service de son effort de guerre contre sa rivale capitaliste, la fraction de Franco². »

Les conseillistes soulignent « la nature bureaucratique et étatique de la plupart de la soi-disant collectivisation faite sous les auspices de la CNT anarchiste ». Ce raisonnement quelque peu simpliste conduit l'auteur de l'article à la conclusion que la collectivisation de l'industrie, de l'agriculture et des transports par la CNT et parfois par la CNT-UGT n'a été qu'une tactique au service d'une fraction capitaliste contre l'autre. Ce raisonnement est tellement caricatural que ce courant politique est totalement disqualifié dans toute discussion où un minimum de bon sens est nécessaire.

Les conseillistes s'opposent à la constitution de ce qu'ils appellent des « unités productives » qui maintiennent les divisions imposées par le capitalisme. De telles méthodes d'organisation « détournent les ouvriers de leur but premier : détruire l'Etat capitaliste, et permettent ainsi à l'Etat de relancer son offensive contre une classe ouvrière fragmentée » : la

¹ Je me réfère à un article intitulé « La révolution prolétarienne » paru dans une publication du « Courant communiste international », la *Revue Internationale* n° 1, 2^e trimestre 1975.

² *Loc. cit.*

socialisation de la production exige au contraire la suppression des entreprises autonomes et « la soumission de tout l'appareil productif à la direction consciente de la société, sans l'intermédiaire de l'échange ». Les partisans de l'autogestion se caractérisent par le « rejet commun de la nécessité pour le prolétariat de détruire l'Etat-bourgeois à l'échelle mondiale avant que toute socialisation réelle puisse être entreprise ».

Je me suis référé aux positions d'un des innombrables courants se réclamant du conseillisme. Peut-être en trouverait-on un qui soit favorable à l'autogestion. Nildo Viana prend soin de parler d'« autogestion sociale », ce qui permet de prendre des distances avec l'idée d'autogestion limitée à l'entreprise, et implique une forme d'organisation à l'échelle de la société. Mais cela ne suffirait pas à satisfaire nos conseillistes :

« Mais la mystification de l'autogestion ne s'arrête pas à l'idée d'unités de production "autonomes". Elle peut s'étendre au niveau national, si l'on imagine des conseils ouvriers planifiant de concert l'accumulation "démocratique" du capital national. »

En résumé, les conseils ouvriers servent à « détruire l'Etat-bourgeois à l'échelle mondiale avant que toute socialisation réelle puisse être entreprise ». En attendant, on ne fait rien.

« Théoriser et engendrer une action politique »

Carlos Moreira accuse l'anarcho-marxisme d'être incapable de « théoriser et engendrer une action politique ». Mais ce n'est qu'à la fin de son texte qu'il désigne précisément ce qu'est l'anarcho-marxisme. C'est le communisme de gauche, et plus précisément le conseillisme. « Je suis d'accord, dit-il dans sa dernière phrase, avec M. Hájek quand il parle de "communisme de gauche" (l'un des noms assumés par les anarcho-marxistes, sauf que dans ce cas il s'agit de communisme de conseils), comme "une tendance utopique sectaire qui tirait sa force de la critique, mais était incapable d'offrir une alternative politique correcte". »

En France, aujourd'hui, on désignerait plutôt ce courant du terme d'« ultra-gauche ». Mettons de côté le fait que les conseillistes ne se disent jamais « anarcho-marxistes » et que je ne comprends toujours pas pourquoi Moreira en parle, le bilan du communisme de conseils pendant la révolution allemande est plutôt négatif, mais il a été grandement mythifié, en particulier après 1968 quand on a commencé à redécouvrir ses principaux auteurs. On a eu tendance à oublier que les militants les plus en vue du communisme des conseils avaient été déterminés dans leurs comportements par des

décennies de social-démocratie, et que personne ne sort totalement indemne d'un tel conditionnement. En outre, beaucoup de ces militants les plus en vue, avant la révolution, avaient été, au niveau local ou national, de parfaits petits bureaucrates syndicaux ou politiques. Otto Rühle, pour ne parler que de lui, avait été député et, lors du premier vote des crédits de guerre, avait voté pour la guerre. Cela ne l'avait pas empêché d'être ensuite l'un des plus radicaux représentants de ce courant. Pannekoek était astronome, Gorter poète. Dans l'appareil du parti et des syndicats, il y avait une énorme quantité de permanents et de salariés dont les conditions de vie les apparentaient à des petits bourgeois. Très peu d'entre eux ont finalement basculé du côté de la révolution. En comparaison, la CNT espagnole, l'organisation anarcho-syndicaliste, n'avait en 1936, pour un million d'adhérents, que cinq permanents au niveau national, et ils n'avaient que des fonctions techniques.

Tout en contestant la social-démocratie, les révolutionnaires allemands étaient enfermés dans ses schémas stérilisants dus précisément à leur conditionnement. Contrairement au mouvement anarcho-syndicaliste espagnol, qui avait bénéficié de 60 années de propagande libertaire¹ et de luttes, les révolutionnaires allemands des années 1918-1919 n'avaient découvert l'activité révolutionnaire que par rejet des positions que le parti social-démocrate allemand avait prises face à la guerre. Des décennies d'habitudes parlementaires avaient empêché le mouvement ouvrier allemand, ou du moins une partie déterminante de celui-ci, de développer l'idée que la révolution prolétarienne devait être *immédiatement* suivie de la prise en main générale de l'appareil de production par leur organisation de classe – une organisation *préexistante* à la révolution et dans laquelle ils se seraient longuement préparés à cette prise en main. C'est cette longue et patiente préparation qui a permis au mouvement ouvrier espagnol, là où la CNT était implantée, de contrôler l'économie dans les centres industriels et dans les campagnes (étonnamment absentes des histoires de la révolution allemande). Le paradoxe est que, ce que la gauche communiste allemande avait été incapable de faire en 1918-1923, elle reprocha plus tard aux anarcho-syndicalistes espagnols de l'avoir fait car, de son point de vue, le fait que des millions de travailleurs aient, pendant trois ans, pris en main la production industrielle, l'agriculture, les transports, etc., ne constitue en rien un fait digne d'intérêt : ils ne faisaient que *gérer le capital*.

¹ La section de l'Internationale implantée en 1868 à la suite du séjour de Fanelli, un proche de Bakounine, en Espagne. La CNT, fondée en 1911 était l'héritière directe de la fédération espagnole de l'AIT.

Les années 1918-1923 montrent pourtant les tentatives désespérées de la Gauche révolutionnaire allemande de trouver des solutions, et elle fut souvent près de les trouver. Elle posa de bonnes questions sans trouver les réponses. Les Unions furent des instances très proches de l'anarcho-syndicalisme, mais l'importance qu'y jouèrent les intellectuels de formation marxiste, sectaires, féroce­ment anti-anarchistes, attachés à des dogmes somme toute inutiles (la « dictature du prolétariat ») et plus soucieux de clarifications théoriques incessantes que de projets pratiques, conduisirent à une cascade de scissions et à un affaiblissement général du mouvement révolutionnaire.

Les conseillistes allemands furent incapables de résoudre le problème de l'articulation entre organisation de classe et organisation des révolutionnaires. Ils maintinrent pour certains le principe éminemment social-démocrate de division du travail entre organisation « économique » et organisation « politique » ; pour d'autres ils affirmèrent la fusion entre ces deux organisations, mais dans tous les cas ils se refusèrent à s'engager dans l'action revendicative, tout en posant comme critère de recrutement l'adhésion à des principes idéologiques ! Certains militants se virent même reprocher d'avoir mené des grèves ¹ !

Ainsi, le 19 juin 1929, le KAPD (Parti communiste ouvrier d'Allemagne) écrivit à l'AAUD (Union Générale des Ouvriers d'Allemagne) une lettre pour se plaindre que cette dernière avait mené un grève, l'accusant de mener une « politique de maquignonage »...

Du point de vue de la Gauche communiste, scissions et querelles contribuent à la clarification de la théorie, mais malheureusement, plus la théorie se clarifie pour les intellectuels, plus elle apparaît obscure pour les prolétaires.

Les anarcho-syndicalistes espagnols eux, regroupaient dans leur organisation de nombreux adhérents qui n'étaient pas révolutionnaires mais qui avaient des raisons de penser que leur organisation défendait leurs intérêts immédiats. C'est aussi avec ceux-là qu'ils réussirent à collectiviser l'économie. Le travailleur allemand, lui, devait être acquis aux idées de l'AAUD pour y adhérer, et s'il le faisait, le spectacle des conflits sectaires qui s'y déroulaient, et surtout de leur insignifiance en termes pratiques, devait souvent le faire repartir aussi vite.

Sur ce point, j'adhère volontiers à l'opinion de Carlos Moreira.

¹ (Citée par Philippe Bourrinet, *La Gauche communiste hollandaise*, p. 167.)

III. – Sur la théorie

« La guerre civile en France »

Carlos Moreira reproche à Nildo Viana de faire « comme les anarchistes de type Bakounine et Vilain » : sélectionner les œuvres de Marx pour justifier leurs prises de position. Je suis certes flatté de cette proximité avec Bakounine, que je ne mérite pas, mais je ne vois pas ce que le révolutionnaire russe vient faire là-dedans, car on ne peut pas dire qu'il fonde son « refus de participation à la démocratie bourgeoise », etc., sur la sélection qu'il ferait des écrits de Marx qui, soit dit en passant, préconise *précisément* de participer à la démocratie bourgeoise... C'est absurde. Quant à moi, je suis le premier à condamner les opportunistes qui sélectionnent les écrits de Marx selon leurs besoins. C'est un point avec lequel je suis en accord total avec Carlos Moreira. En particulier, j'avoue être irrité lorsque je vois des marxistes qui veulent dépoussiérer le marxisme en mettant en avant *La guerre civile en France*.

La Commune représente l'application de principes – en particulier le fédéralisme – qui sont totalement étrangers à tout ce que Marx a pu dire avant, et tout ce qu'il dira après : Marx haïssait le fédéralisme. C'était même pour lui une injure.

Jusqu'à présent, la création d'une société socialiste était, pour le *Manifeste*, conditionnée à la création d'un Etat prolétarien démocratique issu du suffrage universel ou, pour les *Luttes de classes en France*, à la création d'un Etat dictatorial. L'approbation de l'œuvre de la Commune correspond donc à un renversement complet du point de vue sur la question du pouvoir, à l'abandon du point de vue centralisateur et au ralliement aux thèses proudhoniennes et bakouninistes selon lesquelles les conditions préalables à l'instauration du socialisme sont la destruction de l'appareil d'Etat et l'instauration d'une structure politique décentralisée à laquelle le fédéralisme assure une cohésion d'ensemble. Cela n'a rien à voir avec le projet marxiste.

Bakounine définit la Commune comme une « négation désormais historique de l'Etat »¹. L'insurrection communaliste de Paris, écrit-il, a inauguré la révolution sociale ; son importance ne réside pas dans les « bien faibles essais qu'elle a eu la possibilité et le temps de faire », mais dans les idées qu'elle a remuées, « la lumière vive qu'elle a jetée sur la vraie nature et le but de la révolution, les espérances qu'elle a réveillées partout, et par là même la commotion puissante qu'elle a produite au sein des masses populaires de tous les pays ». Et il ajoute :

« L'effet en fut si formidable partout, que les marxistes eux-mêmes, dont toutes les idées avaient été renversées par cette insurrection, se virent obligés de tirer devant elle leur chapeau. Ils firent bien plus : à l'envers de la plus simple logique et de leurs sentiments véritables, ils proclamèrent que son programme et son but étaient les leurs. Ce fut un travestissement vraiment bouffon, mais forcé. Ils avaient dû le faire, sous peine de se voir débordés et abandonnés de tous, tellement la passion que cette révolution avait provoquée en tout le monde avait été puissante². »

L'Adresse sur la guerre civile en France est en effet souvent citée comme une expression typique de la pensée politique de Marx. Bakounine ne fut pas le seul à percevoir le contraste entre les positions antérieures de Marx et celles qu'il défend au moment de la Commune. Son biographe, Franz Mehring, note lui aussi que *La Guerre civile en France* est difficilement conciliable avec le *Manifeste* et que Marx y développe un point de vue proche de celui de Bakounine :

« Si brillantes que fussent ces analyses, elles n'en étaient pas moins légèrement en contradiction avec les idées défendues par Marx et Engels depuis un quart de siècle et avancées déjà dans le *Manifeste communiste*. » (...) « Les éloges que l'Adresse du Conseil général adressait à la Commune de Paris pour avoir commencé à détruire radicalement l'Etat parasite étaient difficilement conciliables avec cette dernière conception. » (...) « On comprend aisément que les partisans de Bakounine aient pu facilement utiliser à leur façon l'Adresse du Conseil général. Bakounine lui-même trouvait cocasse que Marx, dont les idées avaient été complètement bousculées par la Commune, soit obligé, contre toute

¹ *Écrit contre Marx*, Œuvres, Champ libre, III, 213.

² Lettre à « La Liberté », Œuvres, Champ libre, III, 166.

logique, [Je souligne] de lui donner un coup de chapeau et d'adopter son programme et ses objectifs ¹. »

Il ne vient pas à l'esprit de Mehring que Marx n'est pas homme à agir contre toute logique.

Avant la Commune, Marx craignait par-dessus tout que les Français s'insurgent, parce que cela risquait de reproduire ce qui s'était passé en 1792 : une levée en masse du peuple avait repoussé les armées européennes coalisées contre la révolution. Pourquoi une telle crainte ?

1. Parce qu'une victoire prussienne conduira à des avantages stratégiques pour le mouvement ouvrier allemand, à la constitution d'une Allemagne unifiée et centralisée. « Les Français ont besoin d'être rossés. Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir d'Etat sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande. » (Lettre de Marx à Engels, 20 juillet 1870.)

2. Parce qu'une victoire allemande assurera la prépondérance de la classe ouvrière allemande : « La prépondérance allemande transformera en outre le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, de France en Allemagne ; et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays, depuis 1866 jusqu'à présent, pour voir que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant au point de vue théorique qu'à celui de l'organisation. La prépondérance, sur la scène mondiale, du prolétariat allemand sur le prolétariat français serait en même temps la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon. » (Lettre de Marx à Engels, 20 juillet 1870.)

3. Parce que cela retarderait l'unification de l'Allemagne : l'Allemagne « serait fichue pour des années, voire des générations. Il ne pourrait plus être question d'un mouvement ouvrier indépendant en Allemagne, la revendication de l'existence nationale absorbant alors toutes les énergies » (*Ibid.*). Engels écrit à Marx le 15 août 1870 : « Il serait absurde (...) de faire de l'anti-bismarckisme le principe directeur unique de notre politique. Tout d'abord jusqu'ici – et notamment en 1866 – Bismarck n'a-t-il pas accompli une partie de notre travail, à sa façon et sans le vouloir, mais en l'accomplissant tout de même ? »

¹

Franz Mehring, *Karl Marx, histoire de sa vie*, éditions sociales, p. 504.

Après la Commune, Marx est allé dans le sens des événements parce qu'il ne pouvait pas faire autrement, mais aussi parce qu'il comptait rallier à sa cause les Communards exilés à Londres. Voyant que le procédé ne marchait pas, il écrira à son ami Sorge, le 9 novembre 1871, une lettre dépitée : « Et voilà ma récompense pour avoir perdu presque cinq mois à travailler pour les réfugiés, et pour avoir sauvé leur honneur (*sic*), par la publication de *La Guerre civile en France* ». Bakounine, qui ignorait évidemment cette lettre, a toutes les raisons de dire que le livre était un « travestissement bouffon » effectué par Marx de sa propre pensée ¹.

Il apparaît clairement que les positions exposées par Marx dans *La Guerre civile en France* ne correspondent en aucune manière à sa pensée, que c'est un ouvrage opportuniste qui ne peut constituer une référence que pour ceux qui veulent déformer la véritable pensée de Marx et qui veulent lui donner une coloration « anarchiste ».

La méthode dans le *Système des contradictions économiques*

Mais l'intérêt de mon article de 1983 ² (qui présente beaucoup de défauts) est surtout d'avoir *ébauché* une réflexion sur la comparaison de la méthode d'analyse employée par Proudhon dans le *Système des contradictions économiques* en 1846 et celle de Marx dans *Le Capital* en 1867. Lorsqu'en 1846 est publié le livre de Proudhon, Marx l'attaque *féroce*ment parce qu'il n'y emploie pas la méthode historique, mais a recours à des catégories économiques (valeur, concurrence, etc.). Or Proudhon s'explique : la méthode historique est impossible pour expliquer les mécanismes d'un système dont tous les rouages fonctionnent simultanément. Il faut donc mettre en place une simulation du système (lui, il appelle cela un « échafaudage »), et pour cela, il part de la catégorie dont il pense qu'elle est le fondement de ce système : la valeur. Et à partir de la valeur, il en « déduit » tout le reste.

En 1846, Marx vient de « découvrir » le matérialisme historique (expression qu'il n'emploie jamais, notons-le...) et se trouve dans l'incapacité de comprendre ce que fait Proudhon. Il attaque avec violence l'emploi par Proudhon de « catégories » accusées d'être métaphysiques. Ce n'est que

¹ *L'Etat et la Révolution* joue dans la mythologie léninienne le même rôle que *La guerre civile en France*. C'est un curieux destin que Marx, comme Lénine, confrontés à une révolution, aient été contraints de travestir leur pensée dans un sens libertaire pour aller (temporairement il est vrai) dans le sens de l'histoire...

² Pour rappel : « La question économique », dans la revue *La Rue*, 2^e trimestre 1983.

vingt ans plus tard, dans la préface, et dans la postface de 1873 du *Capital*, qu'il explique la nécessité, d'avoir recours à... des catégories pour dévoiler les mécanismes du capitalisme, Mais évidemment, il ne dit pas un mot de Proudhon. Marx, qui s'est trouvé paralysé pendant des années par son obstination à vouloir employer la « méthode historique », explique comment le déclic lui est venu : il est tombé « par hasard », écrit-il à Engels le 14 janvier 1858, sur la *Logique* de Hegel, et cela lui a donné l'idée de la méthode à employer. Évidemment, c'est du baratin. On ne tombe pas « par hasard » sur la *Logique* de Hegel... Il ne fallait surtout pas reconnaître à Proudhon la paternité de cette approche, et il fallait également lier la « découverte » méthodologique de Marx à la philosophie allemande. L'ironie de l'histoire, c'est que l'exemplaire de la *Logique* en question avait appartenu à... Bakounine : « Freiligrath, écrit Marx dans une lettre à Engels du 14 janvier 1858, a trouvé quelques tomes de Hegel ayant appartenu à l'origine à Bakounine et me les a envoyés en cadeau. »

Pour revenir au *Système des contradictions économiques*, le génie de Proudhon est d'y avoir, pour la première fois, appliqué à l'économie politique la seule méthode scientifique, la méthode inductive-déductive, que reprendra Marx vingt ans plus tard. Autrement dit, *Le Capital* est un ouvrage authentiquement scientifique parce qu'il emploie la méthode inductive-déductive, et *pas* le « matérialisme historique ». On constate d'ailleurs de surprenantes similitudes entre le plan du *Système des contradictions économiques* et celui du Livre I du *Capital*. Dans mon article de 1983, je dis ceci :

« Il est en effet intéressant de confronter le *Système des contradictions* non pas avec l'ouvrage qui lui répond (*Misère de la philosophie*) mais avec le *Capital*. Le livre de Proudhon apparaît dès lors comme un moment important dans l'évolution de la pensée de Marx, l'occasion d'une formulation méthodologique, la découverte d'une tentative qui fournira un modèle à la rédaction du *Capital*. »

Cette question méthodologique se trouve développée de manière beaucoup plus complète dans un ouvrage signé René Berthier et paru récemment¹. Curieusement, l'obsession de Carlos Moreira devant les prétendues offensives anarchistes visant à dénaturer le marxisme le rendent aveugle au principal constat qui ressort de mon article « La question écono-

¹ René Berthier, *Études proudhoniennes*. Tome I. L'économie politique, Essai, Éditions du Monde libertaire, 2009.

mique », c'est l'unité fondamentale de préoccupation de Proudhon et Marx face à la nécessité de dévoiler les mécanismes du système capitaliste et, accessoirement, le fait que Proudhon ait eu vingt ans d'avance sur Marx quant à la méthode à employer – sur ce dernier point, je comprends qu'un marxiste ait du mal à reconnaître le fait.

Mon article de 1983 tentait de mettre en relief ce qu'il y avait de commun entre anarchisme et marxisme, non pas en montrant que l'un avait copié sur l'autre, mais en montrant qu'ils partaient de préoccupations communes. Il ne s'agissait donc pas de tenter « d'intégrer le marxisme dans l'anarchisme », ni même d'intégrer dans l'anarchisme les aspects les moins « dangereux » pour l'anarchisme : je considère en effet que la doctrine anarchiste (à condition de la connaître...) contient en elle-même tout ce qui est nécessaire et qu'il n'est pas besoin d'aller le chercher dans le marxisme. Je dis simplement que dans *Le Capital* se trouve une analyse des mécanismes du système capitaliste à laquelle les anarchistes peuvent se référer, d'autant que dans cet ouvrage ne se trouve aucun élément programmatique, aucune indication sur la stratégie politique à suivre – ce qui lui aurait ôté son caractère scientifique.

Bakounine et *Le Capital*

Marx envoya à Bakounine un exemplaire du Livre I^{er} – le révolutionnaire russe se trouvait alors en Italie et commit l'erreur de ne pas accuser réception, ce qui vexa Marx. Néanmoins, Bakounine parla de cet ouvrage avec beaucoup de louanges. Son opinion mérite d'être citée *in extenso* :

« Cet ouvrage aurait dû être traduit depuis longtemps en français, car aucun, que je sache, ne renferme une analyse aussi profonde, aussi lumineuse, aussi scientifique, aussi décisive, et, si je pus m'exprimer ainsi, aussi impitoyablement démasquante, de la formation du capital bourgeois et de l'exploitation systématique et cruelle que le capital continue d'exercer sur le travail du prolétariat. L'unique défaut de cet ouvrage, parfaitement positiviste, n'en déplaît à *La Liberté* de Bruxelles, – positiviste dans ce sens que, fondé sur une étude approfondie des faits économiques, il n'admet pas d'autre logique que la logique des faits – son seul tort, dis-je, c'est d'avoir été écrit, en partie, mais en partie seulement, dans un style par trop métaphysique et abstrait, ce qui a sans doute induit en erreur *La Liberté* de Bruxelles, et ce qui en rend la lecture difficile et à peu près inabordable pour la majeure partie des ouvriers. Et ce seraient les ouvriers surtout qui devraient le lire, pourtant. Les bourgeois ne le liront jamais, ou s'ils le lisent, ils ne

voudront pas le comprendre, et s'ils le comprennent, ils n'en parleront jamais ; cet ouvrage n'étant autre chose qu'une condamnation à mort, scientifiquement motivée et irrévocablement prononcée, non contre eux comme individus, mais contre leur classe¹. »

La difficulté du livre pour les ouvriers conduisit un anarchiste proche de Bakounine, Carlo Cafiero² à en faire un Abrégé plus accessible, traduit en français par James Guillaume, l'homme qui était sans doute le plus proche de Bakounine. C'était pour eux un acquis théorique indiscutable. Il est significatif qu'ils ne firent pas un abrégé du *Système des contradictions économiques* : c'est simplement que *le Capital*, dont le Livre I^{er} fut publié vingt ans après le livre de Proudhon, apporte des éléments de connaissance supérieurs à ce qui est contenu dans le livre que Proudhon écrivit en 1846.

« Bakounine et Cafiero avaient le cœur trop haut pour permettre à des griefs personnels d'influencer leur esprit dans la sereine région des idées » dit James Guillaume dans l'avant-propos³. Les deux courants du mouvement ouvrier, au-delà des divergences de principe, tactiques ou organisationnelles, s'entendent donc sur l'essentiel. *Le Capital* est en effet un point de *rencontre* entre anarchisme et marxisme, sans doute parce qu'il part d'une intention scientifique et explicative et qu'il ne s'y trouve aucune suggestion organisationnelle ou programmatique

Mais cela ne fait pas pour autant de Bakounine un « anarcho-marxiste ». Si Marx avait dit : « Le soleil se lève à l'Est », et si Bakounine avait dit : « Je suis d'accord avec Marx », cela n'aurait pas fait du second un « marxiste » ou un « anarcho-marxiste ».

Nildo Viana et Carlos Moreira s'accordent pour dire que je cherche, avec Daniel Guérin et Pierre Ansart, à « unir le marxisme et l'anarchisme ». Je suis évidemment en désaccord avec cette thèse. Il n'y a aucun texte où je me déclare « marxiste libertaire », pour les raisons que j'ai exposées : cette appellation est pour moi inutile.

¹ Bakounine, Œuvres, Champ libre, VIII, 357.

² Cafiero avait auparavant été un proche d'Engels, mais complètement écœuré par ses pratiques bureaucratiques dans l'Internationale, il se rallia à Bakounine.

³ Pour l'anecdote, Bakounine entreprit même de traduire *le Capital* en russe, projet qui finalement n'aboutit pas. Le vertueux Marx lui reprocha d'avoir empêché l'avance de l'éditeur...

Bakounine « disciple » de Marx ?

Carlos Moreira se fait l'écho d'une idée qui est assez fréquemment partagée par certains marxistes, voire quelques anarchistes, selon lesquels Bakounine aurait « accepté la doctrine du matérialisme historique ». Pour avoir accepté la « doctrine du matérialisme historique », il aurait d'abord fallu que Marx lui-même l'ait acceptée. Or on ne trouve chez lui aucune définition de ce qu'est le matérialisme historique ; on ne trouve même pas l'expression : « matérialisme historique ». L'un des pivots du matérialisme historique, les rapports entre « l'infrastructure » économique et la « superstructure » idéologique, est à peine esquissé dans le *Manifeste*. Marx se borne à indiquer que les changements matériels entraînent des changements idéologiques : l'idéologie bourgeoise est un masque derrière lequel « *se cachent autant d'intérêts bourgeois* ». Dans la perception commune du marxisme, on ne tient pas compte, d'une part, du fait que l'idéologie peut devenir, une fois constituée, une force matérielle, et, d'autre part, qu'il n'y a pas toujours adéquation entre intérêts de classe et idéologie. Marx reconnaitra cela quelques années plus tard, dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1850) et dans *Les luttes de classe en France*¹. Dans ces deux textes, il apparaît que la lutte entre les deux fractions de la bourgeoisie d'alors, les orléanistes et les légitimistes, ne peut se limiter à des contradictions purement économiques. La lutte entre les deux camps, dit alors Marx, s'explique par « *la superstructure d'impressions, d'illusions* »... Bien que la division de la société en classes antagonistes reste une des clefs de l'analyse de la société, elle apparaît comme une méthode insuffisante pour appréhender le réel dans sa totalité.

Il n'est pas contestable que Marx et Engels aient développé une « conception matérialiste du monde » : « La conception matérialiste du monde, dit Engels dans son *Ludwig Feuerbach*, signifie simplement la conception de la nature telle qu'elle est, sans addition étrangère. » Mais le « matérialisme historique » n'est présenté comme une innovation géniale que par ceux qui n'ont pas étudié l'histoire des idées du début du XIX^e siècle. Les historiens français de la Restauration avaient déjà tout inventé.

Le « matérialisme historique » fut interprété par les successeurs de Marx d'une manière extrêmement mécaniste, et c'est précisément pour cela que Marx déclara qu'il n'était « pas marxiste ». Bakounine n'avait jamais contesté la conception matérialiste de l'histoire, non pas parce qu'il avait « adopté » celle de Marx mais parce que cette conception découlait

¹ Cet ouvrage fut écrit en 1850 mais ne parut qu'en 1895.

logiquement de leur formation hégélienne commune. Bakounine n'est pas le « disciple » de Marx sur cette question, Bakounine et Marx *pensent simplement la même chose*. A ceci près que le révolutionnaire russe avait fait des réserves sur l'approche de Marx et d'Engels, réserves auxquelles les deux hommes ont fini par souscrire¹, mais trop tard : le mal était fait et le marxisme était devenu une doctrine sclérosée et rigide.

Les propos quelque peu paternalistes tenus par certains marxistes sur l'« adoption » par Bakounine du matérialisme historique partent du présupposé totalement infondé que Bakounine était une sorte de rustre théorique qui ne pouvait rien inventer de lui-même². On retrouvera cette attitude chez Riazanov qui attribua à Engels un texte philosophique que Bakounine écrivit dans la période « gauche hégélienne », parce qu'il ne pouvait tout simplement pas concevoir que Bakounine l'ait écrit.

L'examen systématique d'un échantillon significatif des œuvres de Marx montre que le terme « matérialisme historique » n'apparaît jamais. En revanche, on le rencontre sous la plume des auteurs qui ont rédigé des introductions ou présentations de ses œuvres. Chez Engels le « matérialisme historique » n'apparaît pas non plus dans des œuvres significatives telles que *l'Anti-Dühring* ou *Socialisme utopique et socialisme scientifique*. Dans ce dernier ouvrage, Engels émet une véritable aberration du point de vue même du « matérialisme historique ». Il dit en effet :

« Si, jusqu'ici, la raison et la justice effectives n'ont pas régné dans le monde, c'est qu'on ne les avait pas encore exactement reconnues. Il manquait précisément l'individu génial qui est venu maintenant et qui a reconnu la vérité ; qu'il se soit présenté maintenant, que la vérité soit reconnue juste maintenant, ce fait ne résulte pas avec nécessité de l'enchaînement du développement historique comme un événement inéluctable, c'est une simple chance. L'individu de génie aurait tout aussi bien pu naître cinq cents ans plus tôt, et il aurait épargné à l'humanité cinq cents ans d'erreur, de luttes et de souffrances. »

Engels, qui sera le véritable « inventeur » du matérialisme historique, est pris en flagrant délit d'idéalisme : si la « raison » et la « justice » ne règnent pas, c'est parce qu'on ne les a pas encore reconnues comme telles, et parce

¹ 1877 : Lettre de Marx à Mikhaïlovski (Œuvres, éditions de la Pléiade, III, p. 1555) et 1881 : lettre à Vera Zassoulitch (Pléiade, II, 1559).

² Marx déclara un jour que Bakounine était un « zéro théorique » – mais il lui envoya le Livre I du *Capital* pour lui demander son avis. Engels déclara qu'il fallait respecter Bakounine parce qu'il avait compris la dialectique...

qu'il manqua le grand homme qui devait les révéler au monde. Donc, la « raison » et la « justice » n'apparaissent pas quand le moment de sa réalisation est arrivé (la réalisation de l'Esprit ou le développement des forces productives, selon qu'on se place du point de vue de la dialectique de Hegel ou de celle de Marx), elle apparaît lorsque le « grand homme » survient (Marx, on l'aura compris). Si ce grand homme était né cinq cents ans auparavant, quel qu'il ait pu être le niveau du développement des forces productives, la « raison » et la « justice » auraient prévalu.

Nous avons là une véritable aberration dialectique. En effet, à supposer même qu'un homme soit apparu cinq cents ans plus tôt tenant le discours de Marx, il n'aurait pas été entendu parce que personne ne l'aurait compris : au mieux il aurait été considéré comme l'idiot du village, au pire il aurait fini sur un bûcher.

Précisément parce que Bakounine a de l'histoire une conception matérialiste, il ne pense absolument pas, contrairement à ce que dit Moreira, que l'idéologie est le « "noyau" autonome de la domination et de l'exploitation » : il dit simplement que les phénomènes idéologiques une fois donnés, peuvent devenir des « causes productrices de faits nouveaux »¹. Le principe de la prééminence du fait économique est « profondément vrai lorsqu'on le considère sous son vrai jour, c'est-à-dire d'un point de vue relatif », mais « envisagé et posé d'une manière absolue, comme l'unique fondement et la source première de tous les autres principes », il est faux. La prééminence du facteur économique est réelle, mais relativement : Marx « ne tient aucun compte des autres éléments de l'histoire, tels que la réaction, pourtant évidente, des institutions politiques, juridiques et religieuses, sur la situation économique »².

Toutes ces réserves, Marx et Engels les reconnaîtront mais dans leur correspondance et après la mort de Bakounine³.

♦ Avec le recul, on s'aperçoit que du vivant de Marx s'est développée une doctrine qui a fini rapidement par lui échapper, et qui s'est transformée en une machinerie lourde et dogmatique. C'est *ce marxisme-là* que Bakounine a analysé et critiqué.

¹ Les idées « acquièrent plus tard, après qu'elles se sont bien établies, de la manière que je viens d'expliquer, dans la conscience collective d'une société quelconque, cette puissance de devenir à leur tour des causes productrices de faits nouveaux. » (*L'Empire knouto-germanique*, Œuvres, Champ libre, VIII, 206.)

² Lettre à *La Liberté* de Bruxelles, 5-11-1872.

³ Voir *infra* : « Relations entre marxisme et anarchisme ».

◆ A la fin de leur vie, et en tout cas après la mort de Bakounine, Marx et Engels ont apporté des rectifications à cette doctrine mécaniste et déterministe.

◆ Marx reconnaît même le rôle parfois déterminant du hasard : l'histoire, dit-il, « serait de nature fort mystique si les “hasards” n’y jouaient aucun rôle. Ces cas fortuits rentrent naturellement dans la marche générale de l'évolution et se trouvent compensés par d'autres hasards. Mais l'accélération ou le ralentissement du mouvement dépendent beaucoup de semblables “hasards”, parmi lesquels figure aussi le “hasard” du caractère des chefs appelés les premiers à conduire le mouvement »¹.

◆ Ces rectifications n'ont pas été introduites dans le *corpus* « officiel » de la doctrine parce qu'elles ont été faites dans leur correspondance, et tardivement.

◆ Enfin, ces rectifications allaient *entièrement* dans le sens des réserves que Bakounine avait formulées.

Au risque de déplaire à Carlos Moreira, s'il est donc tout à fait faux de dire que Bakounine a « adopté » le « matérialisme historique » de Marx, il est au contraire tout à fait exact de dire que Marx et Engels ont adopté le *matérialisme scientifique* de Bakounine – c'est le nom de la méthode à laquelle le révolutionnaire russe se réfère *explicitement*².

Conscience de classe et organisation de classe. – Lénine et la genèse de la conscience révolutionnaire

Carlos Moreira semble préoccupé par le fait que la vision de Nildo Viana ne laisse pas de place à l'« avant-garde ». Il parle de la « négation du rôle de l'avant-garde, qu'elle s'exprime dans le parti ou dans le syndicat ».

En application du principe qui veut qu'on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même, la notion d'avant-garde a été inventée par les candidats au statut d'avant-garde, et constitue en quelque sorte le sceau qui les désigne comme direction autoproclamée de la classe ouvrière. La question de l'« avant-garde » pour les anarchistes et les anarcho-syndicalistes est un faux problème. Personne ne nie qu'il existe une minorité de militants qui sont plus actifs et plus conscients que la majorité de la nécessité de

¹ Lettre à Kugelmann, 17 avril 1871.

² Cf. Bakounine : « Notre programme », été 1868. – « Lettre à *La Démocratie* », mars-avril 1868. – *L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution Sociale*. Appendice, novembre-décembre 1870. – « La théologie politique de Mazzini et l'Internationale », août-octobre 1871, etc.

transformer la société. La question est : quelle est leur fonction et dans quel cadre doivent-ils agir ? Les syndicalistes révolutionnaires et les anarcho-syndicalistes français avaient inventé le terme de « minorité agissante ». Le cadre dans lequel cette minorité agissante devait agir est clairement défini par Émile Pouget, qui fut secrétaire-général adjoint de la CGT : pour contrebalancer la force de la classe possédante, dit-il, il faut une autre force :

« ...cette force, il appartient aux travailleurs conscients de la matérialiser ; (...) cette nécessaire besogne de cohésion révolutionnaire se réalise au sein de l'organisation syndicale : là, se constitue et se développe une minorité grandissante qui vise à acquérir assez de puissance pour contrebalancer d'abord et annihiler ensuite les forces d'exploitation et d'oppression ¹. »

Il n'y a pas beaucoup de spontanéisme là-dedans : pour Pouget, ceux qui restent en dehors de l'organisation syndicale sont des « zéros humains ». Pas beaucoup de complaisance non plus. Pouget poursuit :

« Tout le problème révolutionnaire consiste en ceci : constituer une minorité assez forte pour culbuter la minorité dirigeante » (...) « Qui donc fait la propagande, qui donc dresse les programmes de revendications ? Des minorités ! Rien que des minorités ² ! »

Cependant, « ...si nous sommes convaincus que la révolution sera l'œuvre d'une minorité, encore sommes-nous désireux que cette minorité soit la plus nombreuse possible, afin que soient plus grandes les chances de succès. » Il est clair que, aux yeux des syndicalistes révolutionnaires et des anarcho-syndicalistes, des différences de niveau de conscience existent dans la classe ouvrière. Les militants ne s'attendent pas à ce que tous adhèrent à l'idée de révolution prolétarienne, mais ils pensent que la minorité agissante peut créer, lorsque le moment est venu, un phénomène d'entraînement et amener la grande masse du prolétariat à bouger. Nous ne sommes pas du tout dans la perspective conseilliste où aucune organisation permanente n'existe et où on s'en remet à la spontanéité.

Bakounine pensait que « dans les moments de grandes crises politiques ou économiques (...), dix, vingt ou trente hommes bien entendus et bien

¹ Pouget, *L'Action directe*.

² *Père peinard*, 12 janvier 1890.

organisés entre eux, et qui savent où ils vont et ce qu'ils veulent, en entraîneront facilement cent, deux cents, trois cents ou même davantage ». Mais, précise-t-il, « pour que la dixième partie du prolétariat (...) puisse entraîner les neuf autres dixièmes », il faut que chaque membre soit organisé, conscient du but à atteindre, qu'il connaisse les principes de l'Internationale et les moyens de les réaliser. « Ce n'est qu'à cette condition que dans les temps de paix et de calme il pourra remplir efficacement la mission de propagandiste (...), et dans les temps de lutte celle d'un chef révolutionnaire. » (*Protestation de l'Alliance.*) Le rôle de la minorité agissante avait parfaitement été défini par Bakounine. Il n'est pas question, là, de spontanéité...

La différence avec le point de vue léniniste est que cette minorité agissante *fait partie* de la classe ouvrière et qu'elle agit à *l'intérieur* de ses organisations de classe. Il est certain que dans cette situation, l'« avant-garde » de la classe ouvrière n'est plus autoproclamée : les militants qui font de la propagande révolutionnaire sont des travailleurs, et ceux qui occupent des mandats sont élus et ne peuvent occuper leurs mandats à vie. Rappelons que l'écrasante majorité des cadres dirigeants du parti bolchevik n'étaient pas des ouvriers. Là se situe la différence la plus essentielle entre léninisme et anarcho-syndicalisme. Les « révolutionnaires et des théoriciens de la gauche » dont parle Carlos Moreira, autrement dit l'avant-garde, sont ramenés au rôle qu'ils n'auraient jamais dû quitter. Un militant milite dans l'organisation de classe¹, prend des mandats, en rend compte, est réélu ou ne l'est pas ; quant au « théoricien de la gauche », il n'y a pas de raison qu'il ne soit pas lui aussi un militant de terrain qui prend des mandats, est élu, est ou n'est pas réélu, toutes choses qui devraient lui être profitables, puisqu'il parlerait de la classe ouvrière en sachant enfin de quoi il parle. De cette manière, les révolutionnaires professionnels seraient aisément écartés et les avocats ratés, les anciens séminaristes et autres membres de l'intelligentsia déclassée seraient obligés de travailler et de se syndiquer pour avoir le droit de parler au nom de la classe ouvrière.

Bakounine ne nie pas la nécessité d'un savoir théorique mais sur ce point il avait, curieusement, répondu d'avance à Lénine : « L'aristocratie de l'intelligence, cet enfant chéri du doctrinarisme moderne, ce dernier refuge de l'esprit de domination (...) n'a pu prendre naissance qu'au sein de la

¹ Par « organisation de classe » il faut entendre une organisation regroupant les travailleurs sur la base de leur rôle dans le processus de production, en opposition aux organisations affinitaires ou d'opinion.

bourgeoisie. » La science *prise dans ce sens-là* est un « produit de l'esprit bourgeois », ses représentants sont opposés à l'émancipation du prolétariat et toutes leurs théories économiques, philosophiques, politiques et sociales « n'ont au fond d'autre fin que de démontrer l'incapacité définitive des masses ouvrières, et par conséquent aussi la mission de la bourgeoisie (...) de les gouverner jusqu'à la fin des siècles ¹. » Il est vrai que Bakounine fait ici allusion à la science qui est diffusée par les écoles et les universités, mais n'est-il pas tentant d'appliquer ces paroles aux détenteurs du « socialisme scientifique » ?

Bakounine a d'ailleurs créé un concept, celui de « socialiste bourgeois », qu'il appelle aussi « exploiteur du socialisme ». Si la bourgeoisie n'a, pour fonder son droit, que la puissance de l'argent, elle doit le justifier par la science. Les socialistes bourgeois fondent leur action non pas sur le privilège de la richesse, dont ils sont souvent dépourvus, mais sur celui du savoir.

On notera au passage que Bakounine ne nie pas qu'il y a un décalage entre le savoir détenu respectivement par la bourgeoisie et la classe ouvrière. Il reconnaît que le « monde ouvrier est généralement ignorant » et que « la théorie lui manque encore tout à fait » ². Toute la différence réside dans la façon d'aborder ce « différentiel ». Pour Lénine, le fossé est irrémédiable : « ...il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement » ; il n'y a donc pas de milieu : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. « Toute diminution du rôle de "l'élément conscient", du rôle de la social-démocratie signifie par là même (...) un renforcement de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers. » (Lénine, *Que faire ?*)

Que dit Bakounine ? Le mouvement ouvrier doit « s'emparer de cette arme si puissante de la science, sans laquelle il pourrait bien faire des révolutions, mais ne serait pas en état d'établir, sur les ruines des privilèges bourgeois, cette égalité, cette justice et cette liberté qui constituent le fond même de toutes les aspirations politiques et sociales ³. » C'est tout de même une autre perspective !

La démarche de Lénine ne laisse aucune place au doute : le chef révolutionnaire, l'intellectuel d'origine bourgeoise *élabore* la doctrine socialiste et la *transmet* au prolétariat – à ses éléments les plus avancés.

¹ « Les Endormeurs », paru dans *L'Égalité* n° 27, 24 juillet 1869.

² « La politique de l'Internationale », paru dans *L'Égalité*, de Bruxelles, 1869.

³ « Les Endormeurs ».

La démarche de Bakounine est tout autre : la science sociale (élaborée par ces mêmes couches sociales), « ne fait autre chose que développer et formuler les instincts populaires » (« Protestation de l'Alliance »). Car « ni les écrivains, ni les philosophes, ni leurs ouvrages, ni enfin les journaux socialistes, ne constituent encore le socialisme vivant et puissant. Ce dernier ne trouve une réelle existence que dans l'instinct révolutionnaire éclairé, dans la volonté collective et dans l'organisation propre des masses ouvrières elles-mêmes, – et quand cet instinct, cette volonté et cette organisation font défaut, les meilleurs livres du monde ne sont rien que des théories dans le vide, des rêves impuissants »¹.

Il y a là trois éléments indissociables : l'instinct révolutionnaire ; la volonté collective ; l'organisation. Si on peut identifier l'instinct révolutionnaire au spontanéisme, la volonté collective et l'organisation ne relèvent pas du spontanéisme. Bakounine résume ici parfaitement le point de vue anarchiste et, d'une certaine manière, il se montre plus « marxiste » que bien des marxistes... La spontanéité est un fait qu'on constate dans tout groupe humain qui réagit à des événements et cela vaut évidemment pour la classe ouvrière. Mais la spontanéité révolutionnaire n'est qu'un *moment* du processus révolutionnaire. La *volonté collective* ou, si on veut, un projet politique, et *l'organisation* dans laquelle ce projet sera mis en œuvre, sont tout aussi indispensables².

Il est remarquable de constater à quel point la théorie de Lénine est en contradiction avec le matérialisme historique, dont il se réclame pourtant sans cesse, et selon lequel « ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience »³. Lorsque Marx déclare dans le *Manifeste* que « les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante », il n'exclut pas qu'il y ait des idées *autres* que les idées dominantes, c'est-à-dire que des idées opposées à l'idéologie dominante puissent se formuler. Dès lors que les conditions d'existence se font jour qui permettent, par l'action et la pensée, la remise en cause d'un ordre social

¹ « Lettres à un Français sur la crise actuelle », 1870.

² Il existe un texte de Bakounine intitulé « Écrit contre Marx », dans lequel la dialectique de l'acquisition de la conscience politique par la classe ouvrière est remarquablement exposée.

³ Marx, Avant-propos à la *Critique de l'économie politique*.

donné, l'« existence sociale » du prolétariat déterminera sa conscience, avec ou sans Lénine.

Les libertaires réclament simplement le droit pour le prolétariat de faire sa propre expérience : « Nous croyons que le peuple peut se tromper souvent et beaucoup, mais il n'y a personne au monde qui puisse corriger ses erreurs et réparer le mal qui en résulte toujours, que lui-même ; tous les autres réparateurs et redresseurs... ne faisant et ne pouvant qu'augmenter les erreurs et le mal ¹. » Rosa Luxembourg dit exactement la même chose ².

La démarche léninienne est une aberration dialectique en ce sens que le problème ne consiste pas à déterminer si le socialisme est une production théorique des intellectuels bourgeois apportée au prolétariat, ou une création exclusive et naturelle de ce dernier. L'approche correcte du problème consiste à découvrir le mouvement dialectique de création et d'élaboration du socialisme : alors, les questions de « préséance » ne jouent plus.

Kropotkine a parfaitement résumé l'optique libertaire :

« Le socialisme est issu des profondeurs mêmes du peuple. Si quelques penseurs, issus de la bourgeoisie, sont venus lui apporter la sanction de la science et l'appui de la philosophie, le fond des idées qu'ils ont énoncées n'en est pas moins le produit de l'esprit collectif du peuple travailleur. Ce socialisme rationnel de l'Internationale, qui fait aujourd'hui notre meilleure force, n'a-t-il pas été élaboré dans les organisations ouvrières, sous l'influence directe des masses ? Et les quelques écrivains qui ont prêté leur concours à ce travail d'élaboration ont-ils fait autre chose que de trouver la formule des aspirations qui déjà se faisaient jour parmi les ouvriers ? » (*Les Temps nouveaux*, 1913.)

« Les principes sociaux, disait déjà Bakounine, ne constituent la propriété de personne : ils sont plus naturellement représentés par les ouvriers que par l'intelligence qui s'est développée au milieu de la classe bourgeoise... Mais du moment que nous avons accepté ces principes autant par notre intelligence que par notre sentiment de justice, au point qu'ils sont devenus une condition vitale pour nous, personne, ni d'en haut ni d'en bas n'a le droit de nous défendre d'en parler, de nous associer et d'agir au nom

¹ Bakounine, « La théologie politique de Mazzini ».

² Cf. Rosa Luxembourg : « ...les erreurs commises par un mouvement ouvrier véritablement révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infailibilité du meilleur "comité Central". » (1904, « Questions d'organisation de la social-démocratie russe ».)

de ces principes – qui sont à nous autant qu'aux ouvriers si même ils le sont d'une autre manière. » (« Protestation de l'Alliance »)

Bakounine réclame donc pour les intellectuels d'origine bourgeoise le droit de s'associer au prolétariat dans sa lutte, ce qui implique évidemment, entre autres choses, leur contribution à l'élaboration théorique. Le révolutionnaire russe s'oppose radicalement aux théories simplistes selon lesquelles le prolétariat n'a pas besoin des intellectuels. S'il est lucide et ne se fait pas d'illusions sur ces derniers, il se méfie aussi des « ouvriers à demi littéraires, prétentieux, ambitieux » qui « se posent comme des chefs, comme des hommes d'Etat des associations ouvrières », qui craignent « la compétence des hommes sortis de la bourgeoisie, souvent plus dévoués, plus modestes et moins ambitieux qu'eux-mêmes ».

Il y a cependant dans la classe ouvrière une « aristocratie bienfaisante », une aristocratie « non de la condition, mais de la conviction, du sentiment révolutionnaire, de la passion ardente, éclairée et de la volonté ». Ils réunissent en eux « dans leur compréhension de la question sociale (...) tous les avantages de la pensée libre et indépendante, de la connaissance scientifique ». Ils pourraient très bien abandonner leur classe et passer dans les rangs de la bourgeoisie, mais ils ont la « passion de la solidarité ». Si on ajoute à cette catégorie de travailleurs « celle des militants sortis de la classe bourgeoise, qui ont rompu tous les liens avec elle et qui se sont voués corps et âme à la grande cause de l'émancipation du prolétariat », vous aurez, dit Bakounine, « l'aristocratie utile et bienfaisante du mouvement ouvrier international »¹. On pense évidemment à l'intellectuel organique de Gramsci...

On peut faire deux remarques :

1. – Le point de vue de Bakounine sur la genèse de la conscience socialiste dans la classe ouvrière apparaît comme infiniment plus « dialectique » que celui de Lénine qui, en fait, ne l'est pas du tout, et qui relève d'une perception parfaitement mécaniste. La théorie léninienne de la conscience révolutionnaire dévoile ses intérêts de classe de petit-bourgeois intellectuel avec une telle clarté qu'on se demande comment cela a pu abuser tant de gens ;

2. – La question du rôle des intellectuels, pour Bakounine, ne se pose pas, on le voit, en termes de *direction* mais de *collaboration*. Elle est en

¹ « L'Alliance révolutionnaire universelle de la démocratie socialiste » Œuvres, Champ libre, VI, p. 319.

outre totalement dénuée d'illusion et de complaisance à l'égard aussi bien des socialistes bourgeois que des ouvriers embourgeoisés.

Les anarcho-syndicalistes résoudre le problème du rôle des intellectuels de la façon la plus simple. Statutairement, d'abord : ne peut adhérer à l'organisation syndicale que le travailleur salarié. Les anarcho-syndicalistes espagnols résolurent le problème de l'alliance organique des intellectuels avec le prolétariat de façon extrêmement simple, en créant des syndicats de professions libérales. Il est évident qu'une telle solution n'offrait que peu de perspectives aux intellectuels dont les motivations étaient de se poser en dirigeants de la classe ouvrière. Lénine, par exemple, qui était avocat, aurait adhéré à un tel syndicat. C'est peut-être pour cela qu'il y avait relativement peu d'intellectuels à la CNT...

« Si le caractère de classe du marxisme est prolétarien, on se demande quel est le caractère de classe de l'anarchisme », demande Nildo Viana, se faisant l'interprète de Carlos Moreira. Les marxistes ont de tout temps essayé de rabaisser l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme en les qualifiant de doctrines « petites bourgeoises ». Ils semblent considérer comme évident que « le caractère de classe du marxisme est prolétarien ». Ainsi on peut lire chez Boukharine :

« ...dans le prolétariat, communisme révolutionnaire ; dans la paysannerie, idéologie de propriétaire ; dans le lumpenprolétariat, anarchisme instable et hystérique ¹. »

Voilà de belles affirmations scientifiquement fondées !!! Je ne sais pas sur quoi Boukharine se fonde pour désigner le « communisme révolutionnaire » comme théorie du prolétariat et l'« anarchisme » comme théorie du lumpenprolétariat. On peut déjà émettre des doutes sur la qualification de Boukharine à porter un jugement. S'il fut désigné par Lénine comme le meilleur théoricien du parti, Lénine disait aussi qu'il n'était pas vraiment marxiste et qu'il n'avait rien compris à la dialectique... On peut donc s'interroger sur la qualification d'un tel théoricien « marxiste » qui n'a pas compris la dialectique ²...

¹ N. Boukharine, *La théorie du matérialisme historique, Manuel de sociologie populaire*. Moscou, 1921.

² « Boukharine n'est pas seulement le plus précieux et le meilleur théoricien du Parti, que l'on peut légitimement considérer comme le *préféré* de tout le Parti, mais ses conceptions théoriques ne peuvent être tenues pour du vrai marxisme qu'avec le plus grand doute, car il y a en lui quelque chose de scolastique

Plus sérieusement, je ne pense pas qu'il y ait de critère objectif pour définir le caractère de classe d'une doctrine. Soit on se fonde sur la doctrine elle-même, et on reste dans le domaine subjectif : affirmer que le marxisme est « prolétarien » et l'anarchisme est « lumpenprolétarien » est parfaitement subjectif. Si on décide que c'est la pratique qui constitue le critère, on est obligé d'admettre que dans un régime communiste les prolétaires devraient être au pouvoir, mais les prolétaires n'ont jamais eu le pouvoir en URSS ; on est alors parfaitement justifié à dire que le « communisme révolutionnaire de Boukharine » n'a rien de « prolétarien ». Par ailleurs, l'examen du nombre d'organisations anarcho-sindicalistes adhérentes à l'AIT seconde manière fondée en 1922 à Berlin et regroupant des millions de travailleurs, interdit décevant de les considérer comme relevant du « lumpenprolétariat » pour reprendre la classification imbécile de Boukharine ¹.

J'ai quand même du mal à prendre au sérieux un type comme Boukharine, qui avait une admiration sans bornes pour la machine de terreur instaurée par Lénine ², et qui plaignait les tchékistes pour leurs mauvaises

(il n'a jamais appris et, je crois qu'il n'a jamais compris vraiment la dialectique). » (Texte désigné comme le « Testament de Lénine », constitué de trois notes rédigées entre le 23 décembre 1922 et le 4 janvier 1923 et remis par Kroupskaïa au secrétaire général du parti bolchevik en 1924.)

¹ Voici la liste des organisations anarcho-sindicalistes adhérant à l'AIT (seconde manière) fondée en 1922, qui regroupait des millions d'ouvriers. La seule CNT espagnole avait 1 million d'adhérents en 1936. Allemagne : Freie Arbeiter Union Deutschland. – Argentine : Federacion obrera regional Argentina. – Belgique : Union syndicale fédéraliste de Belgique. – Bolivie : Centro obrero libertario. – Brsil : Federacao operaria de Rio Grande do Sul, Federacao operaria de Sao Paulo, Federacao operaria do Para. – Bulgarie : Syndicat de Sofia. – Chili : Confederacio General de Trabajadores. – Costa Rica : (organisation temporairement détruite). – Cuba : Sindicato de obreros y empleados de la industria. – Equateur : (organisation temporairement détruite). – Espagne : Confederacion nacional del trabajo. – Etats-Unis : Marine transport workers industrial union. – France : CGT-SR. – Guatemala : (organisation temporairement détruite). – Hollande : Nederlandsch syndicalistisch Vakverbond. – Italie : Unione sindacale italiana. – Japon : Federation nationale libre des syndicats du Japon. – Mexique : Centro racionalista Tierra y Libertad. – Norvège : Norsk Syndikalisk Federation. – Paraguay : Centro regional del Paraguay. – Pérou : (organisation temporairement détruite). – Pologne : Federation anarchiste de Pologne. – Portugal : Confederacao Geral do trabalho. – Suède : Sverges Arbetares Centralorganisation. – Uruguay : Federacion obrera regional Uruguayana.

² La Tcheka fut fondée en décembre 1917 !

conditions de travail ¹ ! Quel est le « caractère de classe » d'un tel type de position ?

D'une façon générale, la plupart des marxistes déterminent le « caractère de classe » d'un point de vue, d'un mouvement, par des critères éminemment *idéalistes* : c'est la concordance de ce point de vue ou de ce mouvement avec l'orthodoxie doctrinale à laquelle ils se réfèrent (à l'exclusion de toute autre, évidemment). Le « caractère de classe » est défini par des *idées*. Mais il y a une autre forme plus subtile d'idéalisme qui prend une apparence pratique : est qualifié de « prolétarienne » toute idée ou toute action qui va dans l'intérêt du parti. L'idéalisme se situe dans le fait qu'un parti, c'est-à-dire un groupe restreint de personnes, s'autoproclament expression de la classe ouvrière.

IV. – Sur la politique

Critique de la politique

Selon Carlos Moreira, il y aurait dans le mouvement anarchiste une longue tradition de déformation du marxisme. Étant dans le mouvement libertaire depuis quarante ans, je n'ai jamais constaté que les anarchistes tenaient particulièrement à déformer le marxisme. Parfois ils ne le comprennent pas, mais la tendance dans le mouvement est même plutôt l'indifférence générale, ce que personnellement je regrette, d'ailleurs. En effet, il me paraît difficile de réfuter une doctrine si on ne la connaît pas aussi bien – voire mieux – que ceux qui s'en réclament. J'en déduis que le sentiment qu'a Carlos Moreira d'être agressé relève d'une légère paranoïa – mais ce n'est pas parce qu'on est paranoïaque qu'on n'a pas d'ennemis. Plutôt que de chercher des ennemis chez les anarchistes, Carlos Moreira ferait mieux de les chercher chez les marxistes eux-mêmes. En effet, à constater la quantité invraisemblable d'écoles marxistes, voire de sectes, qui se concurrencent sur le marché de l'idéologie, qui prétendent toutes détenir la vraie interprétation du marxisme et qui toutes présentent leur doctrine avec des différences parfois considérables, on se demande pourquoi Carlos

¹ Cf. Robert Conquest, *The Great Terror*, Pelican Books, p. 724.

Moreira a besoin des anarchistes. Les marxistes se suffisent largement à eux-mêmes pour déformer le marxisme. J'ai même connu une secte marxiste qui affirmait que si des extraterrestres débarquaient sur terre, il faudrait les accueillir en frères parce que pour avoir fait un tel voyage depuis leur planète, ils avaient forcément développé leurs forces productives de telle manière que ce ne pouvait être que le communisme chez eux.

Dans le débat Moreira-Viana, j'ai un peu l'impression que l'anarchisme sert de bouc émissaire.

Mais il y a aussi de la part de Moreira une forte dose de confusion. Il pense d'une part que l'anarchisme tente de « s'enrichir » de la théorie économique marxiste, ce que je nie catégoriquement, et que d'autre part le marxisme lui-même cherche « dans l'arsenal anarchiste les fondements d'une critique de la politique », ce qui me paraît particulièrement absurde : en effet, le marxisme n'a absolument pas besoin d'aller chercher dans l'anarchisme les fondements de la critique de la politique, il est suffisamment armé pour cela. Si Marx dans sa tombe entendait dire que sa doctrine ne fournit pas les éléments suffisants d'une critique de la politique, il hurlerait de rire – ou de rage. Depuis l'implosion de l'Union soviétique, il s'est développé chez certains marxistes un sentiment de culpabilité lié au fait que leur connaissance de la doctrine ne leur avait pas permis de prévoir ce qui s'était passé et que, par conséquent, le marxisme avait en quelque sorte des déficiences conceptuelles qui ne lui ont pas permis de comprendre la situation. Il est évident que tout l'appareil idéologique de la droite s'est efforcé de confirmer cette tendance. Tout anarchiste que je suis – anarcho-syndicaliste, plutôt –, je m'élève en faux contre cette attitude : le marxisme est parfaitement capable de fournir aux militants les éléments nécessaires à une « critique de la politique ». C'est simplement que les marxistes d'aujourd'hui ne sont peut-être plus à la hauteur.

La question est donc de savoir ce que Carlos Moreira entend par « critique de la politique », ce qui se cache derrière cette affirmation et ce qu'il trouve dans l'anarchisme comme éléments d'une critique de la politique qui ne se trouveraient pas dans le marxisme. Je peux faire une suggestion : l'analyse du phénomène bureaucratique ¹.

¹ René Berthier, « Éléments d'une théorie bakouninienne de la bureaucratie », *Informations et réflexions libertaires*, Été 1987. Cf. également : http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/Elements_d_une_theorie_bakouninienne_de_la_bureaucratie.pdf

Mais :

1. Cette simple lacune ne suffit pas à disqualifier le marxisme comme théorie critique du politique. Carlos Moreira a une piètre opinion de la doctrine dont il se réclame ;

2. Que le marxisme ait recours aux analyses bakouniniennes sur le phénomène bureaucratique ne suffit pas pour fonder un prétendu « anarcho-marxisme ». D'ailleurs, Moreira ne parle à aucun moment des apports que l'anarchisme pourrait fournir dans ce domaine. Moreira doit sans doute penser que l'anarchisme ne peut fournir *aucun* apport, dans quelque domaine que ce soit.

Je ne comprends pas du tout d'où vient cette distinction, qu'on trouve chez Carlos Moreira, qui veut que la critique du politique soit le fait de l'anarchisme et la critique de l'économie politique le fait du marxisme. C'est peut-être un phénomène spécifiquement brésilien. Rappelons tout de même que Proudhon a écrit un ouvrage intitulé *Le Système des contradictions économiques*, qui est une critique de l'économie politique.

Nildo Viana nie vouloir « unir le marxisme et l'anarchisme », ce dont je le félicite, et affirme que chez lui la critique de la politique est à la fois « le produit de la lecture des auteurs marxistes (Rosa Luxembourg, Marx, Pannekoek, Robert Michels, João Bernardo, etc.) » et celui de « la pratique politique et de l'observation de la réalité et surtout des valeurs et de tout ce qui constitue [sa] perspective théorique. Bien sûr, Guérin, Bakounine et d'autres anarchistes ont également contribué à cette "critique de la politique" – ou plutôt à cette critique de la bureaucratie –, mais cette contribution a été assimilée par la perspective marxiste, insérée dans le contexte du matérialisme historique. »

On aura compris que l'essentiel était de sauver le « matérialisme historique ».

Contre la « démocratie bourgeoise »

Carlos Moreira reproche à l'« anarcho-marxisme » de refuser toute forme de participation à la « démocratie bourgeoise ». Sans que ce soit vraiment explicite dans son texte, il semble trouver que cette participation peut présenter un intérêt, ne serait-ce que marginal. C'est ce que font, en France, les social-démocrates de gauche, autrement dit les ex-trotskistes reconvertis qui participent régulièrement aux élections, sans que cela ne leur rapporte quoi que ce soit, politiquement. Ils sont en train de s'apercevoir qu'à vouloir jouer à la participation ne serait-ce que « critique » aux élections, ils mettent la main dans un engrenage qui leur mange le bras.

Ces ex-gauchistes ne font en fin de compte que revenir au bercail. En effet, on a un peu tendance à oublier que chez Marx la politique est une politique de type parlementaire. Son projet est la conquête de la démocratie politique, grâce à quoi le prolétariat, majoritaire, accédera au pouvoir par les élections. C'est la surdétermination de la révolution russe qui a transformé complètement le regard qu'on avait sur la stratégie politique du marxisme. La vérité du marxisme, c'est la social-démocratie allemande. Le léninisme, c'est autre chose : du blanquisme et du terrorisme sous caution marxiste.

Chez Bakounine, la critique de la démocratie représentative n'est pas une critique de principe de la *démocratie*, entendue comme participation des intéressés aux choix concernant leur existence, mais une critique du contexte capitaliste dans lequel elle est appliquée. L'idée de Bakounine est que le prolétariat doit s'organiser « en dehors et contre la bourgeoisie », c'est-à-dire en dehors des institutions politiques de la bourgeoisie, dont le Parlement fait partie. C'est une position de principe, qui peut recevoir d'occasionnelles adaptations liées au contexte. Ainsi, Bakounine pense qu'après la mort de Mazzini, les Internationaux italiens seront sans doute sollicités par les mazziniens à s'unir à eux. Mais, rappelle Bakounine,

« ... n'oubliez pas l'abîme qui sépare votre programme du programme mazzinien. Ne vous laissez pas entraîner par eux – ce qu'ils ne manqueront certainement pas de tenter – à une entreprise pratique commune, conforme à leur programme et à leurs plans et modes d'action, non aux vôtres. Appelez-les à s'unir avec vous sur votre propre terrain, mais ne les suivez pas sur leur terrain à eux, que vous ne sauriez accepter sans sacrifier et sans trahir cette grande cause du prolétariat qui désormais est devenue la vôtre. (...) En acceptant leurs plans d'action, non seulement vous ruineriez tout votre travail socialiste et vous arracheriez votre pays à la solidarité révolutionnaire qui l'unit aujourd'hui à toute l'Europe, mais vous vous condamneriez vous-mêmes, avec tous ceux qui vous suivraient dans cette voie nouvelle et funeste, à une défaite certaine ¹. »

Il faut rendre cette justice à Marx et à Engels que leurs prises de position furent beaucoup plus nuancées que ce qu'a pu en connaître Bakounine, et qu'ils firent à l'encontre de la social-démocratie allemande des critiques sévères, mais formulées pour l'essentiel après la mort de Bakounine, et qui au fond confirment ses analyses. On trouve chez Engels de temps en temps

¹ Bakounine, Lettre à Celsio Ceretti, Œuvres, Champ libre, II, 237.

des rappels à l'ordre indiquant qu'à l'occasion, la violence est également un mode d'action envisageable et que le respect de la légalité ne doit être considéré que de manière tactique. Mais son souci de n'apprécier le rapport des forces que d'un point de vue strictement numérique (« nous sommes dans le rapport de un à huit », dit-il par exemple), c'est-à-dire parlementaire, le situe tout de même dans le cadre de la démocratie représentative.

Rappelons les différents points de l'argumentaire de Bakounine :

– Le système représentatif repose sur une fiction de démocratie et une chambre législative issue de ce système ne peut pas représenter la volonté réelle du peuple.

– Si la bourgeoisie possède le loisir et l'instruction nécessaires à l'exercice du gouvernement, il n'en est pas de même du peuple. De ce fait, même si les conditions institutionnelles de l'égalité politique sont remplies, celle-ci reste une fiction.

– De plus, les lois ont la plupart du temps une portée très spéciale, elles échappent à l'attention du peuple et à sa compréhension.

– Le rôle de l'idéologie bourgeoise dans la classe ouvrière, l'influence des « socialistes bourgeois », l'existence de couches aux intérêts divergents dans la classe ouvrière : tout cela empêche le prolétariat, même s'il est majoritaire, de parvenir à des positions homogènes.

Le fait que le prolétariat (et avec lui la petite paysannerie) soit majoritaire ou non n'a que peu d'importance ; ce qui compte, c'est la notion de classe productive. Cette idée de fonction sociale de la classe productive est essentielle, et elle est parfaitement résumée dans un texte datant de 1869, « L'Instruction intégrale » :

« Il arrive très souvent qu'un ouvrier intelligent est forcé de se taire devant un sot savant qui le bat, non par l'esprit qu'il n'a pas, mais par l'instruction, dont l'ouvrier est privé, et qu'il n'a pu recevoir, lui, parce que, pendant que sa sottise se développait scientifiquement dans les écoles, le travail de l'ouvrier l'habillait, le logeait, le nourrissait, et lui fournissait toutes les choses, maîtres et livres, nécessaires à son instruction. »

Dans de telles conditions, la question de majorité numérique n'a guère d'importance.

La plupart des auteurs – y compris bien souvent les anarchistes –, se sont arrêtés à la critique bakouninienne du système représentatif et du

suffrage universel sans retenir ce que le révolutionnaire russe en retenait de positif. En effet, Bakounine ne conteste pas le suffrage universel en tant que tel, comme mode de désignation à des responsabilités électives, il conteste le fait qu'on puisse parvenir au socialisme, c'est-à-dire à la suppression de la propriété privée des moyens de production, par ce moyen. C'est, dit-il, impossible, parce que la bourgeoisie ne respectera jamais un vote majoritaire qui la léserait, et par ailleurs il ne pourra jamais y avoir un vote majoritaire allant dans ce sens. En outre, avant même d'avoir recours aux méthodes les plus violentes pour garantir ses privilèges, la bourgeoisie a d'autres armes, autrement plus puissantes : le contrôle de l'opinion et le maintien de la masse de la population à un niveau de connaissance des mécanismes politiques et économiques tel que le système ne peut pas être réellement menacé.

« Est-ce à dire que nous, socialistes révolutionnaires, nous ne voulions pas du suffrage universel, et que nous lui préférions soit le suffrage restreint, soit le despotisme d'un seul ? Point du tout. Ce que nous affirmons, c'est que le suffrage universel, considéré à lui tout seul et agissant dans une société fondée sur l'inégalité économique et sociale, ne sera jamais pour le peuple qu'un leurre ; que, de la part des démocrates bourgeois, il ne sera jamais rien qu'un odieux mensonge, l'instrument le plus sûr pour consolider, avec une apparence de libéralisme et de justice, au détriment des intérêts et de la liberté populaires, l'éternelle domination des classes exploitantes et possédantes¹. »

On ne saurait donc conclure de la critique bakouninienne du système représentatif à l'apologie du « vide » politique, du « néant » et d'une spontanéité transcendante à partir desquels les « masses » découvrirait de façon immanente des formes politiques nouvelles et radicalement différentes. La critique bakouninienne de la démocratie représentative n'est pas une critique de principe de la démocratie (et de ses techniques à peu près immuables) mais une critique du contexte capitaliste dans lequel elle est appliquée.

Quant à son application dans la réalité politique du moment, Bakounine n'était pas aussi catégorique dans les faits. Il reconnaissait une certaine validité aux élections locales, communales. Dans une lettre à Gambuzzi, il lui conseille même *circonstanciellement* l'intervention au Parlement. L'abstentionnisme électoral n'est donc pas élevé au niveau d'un principe

¹ Bakounine, *La situation politique en France*, Oeuvres, VII, p. 198.

métaphysique. De même, les partis dont se dotent les différentes fractions de la bourgeoisie ne sont pas mis indistinctement dans le même sac. Lors de l'insurrection cantonaliste¹ de 1873 en Espagne, les libertaires, minoritaires mais bien organisés, s'étaient alliés dans l'action avec les radicaux bourgeois. Bakounine avait alors écrit :

« Des lettres que je reçois de différents points de ce dernier pays m'annoncent en effet que les ouvriers socialistes de l'Espagne très avancés et très sérieusement organisés, et non seulement les ouvriers mais les paysans de l'Andalousie, parmi lesquels les idées socialistes ont été très heureusement propagées, se proposent de prendre une part très active à la révolution qui se prépare; donnant cette fois la main aux partis politiques, sans toutefois se confondre avec eux, et avec l'intention bien arrêtée d'imprimer à cette révolution un caractère franchement socialiste². »

Bakounine n'hésita pas également à conseiller aux Internationaux italiens de collaborer avec les mazziniens et les bertaniens³ en vue d'atteindre des objectifs politiques précis. Cependant il n'ira jamais jusqu'à préconiser des alliances électorales dans lesquelles le programme socialiste des travailleurs serait absorbé et édulcoré par le programme des partis de la bourgeoisie radicale.

La brutalité du rapport entre les deux classes fondamentales de la société est tempérée d'abord par le fait qu'il y a entre elles de nombreuses nuances intermédiaires imperceptibles qui rendent parfois difficile la démarcation entre possédants et non-possédants, bourgeois et prolétaires, mais aussi par l'apparition d'une catégorie sociale nouvelle, que Bakounine appelle les « socialistes bourgeois », et dont la fonction semble essentiellement de

¹ L'insurrection cantonaliste de 1873 fut lancée par des éléments radicaux de la bourgeoisie mécontents de la toute nouvelle constitution, la trouvant trop centraliste. Mal organisés, ils ordonnèrent cependant la fermeture des églises, confisquèrent les biens du clergé, instaurèrent une taxe sur les riches, armèrent le peuple, distribuèrent des terres aux journaliers agricoles. Les libertaires soutinrent le mouvement en tentant de lui imprimer une orientation socialiste. Contre toute vérité, Marx et Engels attribuèrent aux bakouniniens la responsabilité de l'échec de l'insurrection.

² Lettre à Celsio Ceretti, 13-27 mars 1872.

³ Agostino Bertani (1812-1886), médecin, homme politique et patriote italien. A partir de 1870 il se rapproche de la gauche extraparlamentaire républicaine et mazzinienne.

promouvoir le système représentatif auprès du prolétariat. Issus des franges de la bourgeoisie, ces « *exploiteurs du socialisme* », philanthropes, conservateurs socialistes, prêtres socialistes, socialistes libéraux, intellectuels déclassés, utilisent le mouvement ouvrier comme tremplin et l'institution parlementaire comme instrument pour tenter de se hisser au pouvoir, ou tout au moins pour se faire une place. Le socialisme bourgeois corrompt le mouvement ouvrier en « *dénaturant son principe, son programme* ». La démocratie représentative étant définie comme la forme politique la plus adaptée à la société capitaliste, il convient de s'interroger sur l'opportunité pour le prolétariat d'en accepter les règles, sachant que « la révolution sociale n'exclut nullement la révolution politique. Au contraire, elle l'implique nécessairement, mais en lui imprimant un caractère tout nouveau, celui de l'émancipation réelle du peuple du joug de l'État. » (Bakounine, *Étatisme et anarchie*.)

La participation du mouvement ouvrier au jeu électoral ne saurait donc toucher l'essentiel, c'est-à-dire la suppression de la propriété privée des moyens de production. La démocratie représentative n'étant pour la bourgeoisie qu'un masque, elle s'en dessaisit aisément au profit du césarisme, c'est-à-dire la dictature militaire, lorsque cela est nécessaire : tout empiriquement démocratiquement décidé contre la propriété provoquera inévitablement une réaction violente de la part des classes dominantes spoliées. La participation à l'institution parlementaire, où sont représentés des citoyens, non des classes, signifie inévitablement la mise en œuvre d'alliances politiques avec des partis représentant certaines couches de la bourgeoisie modérée ou radicale. Bakounine déclare que l'alliance entre un parti radical et un parti modéré aboutit inévitablement au renforcement du parti modéré au détriment du parti radical et à l'édulcoration du programme du parti radical :

« L'absurdité du système marxien consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale. C'est là une grande erreur, toutes les expériences de l'histoire nous démontre qu'une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde ; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même ;

tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité¹. »

Les marxistes révolutionnaires pensent pouvoir utiliser l'institution parlementaire non pas pour prendre le pouvoir – ils savent qu'une telle éventualité est impossible – mais pour faire de la propagande révolutionnaire et mettre les partis socialistes réformistes « au pied du mur ». Des décennies d'expérience de cet usage « révolutionnaire » de la politique parlementaire en France montre sa totale inutilité. Plus grave encore, lorsqu'on a compris que les schémas révolutionnaires du passé ne se reproduiront plus, lorsqu'on se réveille du délire d'identification avec la révolution russe et qu'on finit par comprendre qu'aucun parti d'avant-garde ne prendra plus jamais le Palais d'Hiver, on n'a qu'une seule solution, faute d'avoir un minimum d'imagination : revenir dans le giron de la social-démocratie, mais avec un discours juste un peu plus « à gauche ».

Une « théorie du capitalisme et de la révolution prolétarienne »

L'idée selon laquelle Marx aurait développé une « théorie du capitalisme et de la révolution prolétarienne » (C. Moreira) relève de la relecture de Marx avec les lunettes de Lénine : on a alors un « marxisme » totalement déformé et qui ne correspond pas du tout au fond de la pensée de Marx. Il ne s'agit pas de contester qu'il a développé une « théorie du capitalisme », les anarchistes, Bakounine en tête, sont les premiers à le reconnaître ; c'est la « théorie de la révolution prolétarienne » qui pose problème. Bakounine connaissait très bien la pensée de Marx, en tout cas celle que les gens de son époque pouvaient connaître. Or, lorsqu'il critique Marx, c'est *toujours* sa stratégie par rapport à la prise du pouvoir *par les élections* qu'il critique.

On oublie que pour le *Manifeste*, la condition de la constitution du prolétariat en classe dominante est « la conquête de la démocratie » : la classe ouvrière procède à la conquête du pouvoir *par les élections*. Le prolétariat doit tout d'abord conquérir la démocratie, c'est-à-dire le suffrage universel. Engels précise dans son projet de *Catéchisme* que le suffrage universel assurera directement dans les pays où la classe ouvrière est majoritaire, la domination de cette dernière. Dans les pays où le prolétariat est minoritaire, sa domination sera assurée indirectement par l'alliance avec les paysans et avec les petits-bourgeois qui dépendent du prolétariat en ce qui concerne leurs intérêts politiques, et qui devront par conséquent « se soumettre rapidement aux revendications de la classe ouvrière ». C'est vite dit, très naïf et

¹

Lettre à *La Liberté*, le 5 août 1872, éd. Champ libre, III, 166.

c'est un peu prendre ses désirs pour des réalités. Engels précise qu'une deuxième révolution sera peut-être alors nécessaire, mais que celle-ci ne pourra se terminer que par la victoire du prolétariat.

Engels n'hésite pas à sombrer dans l'inconséquence la plus totale : alors qu'en 1850 on envisage une dictature centralisée sans représentation populaire, en 1891 dans la préface à l'édition allemande de *la Guerre civile en France* la Commune est présentée comme « forme achevée de la dictature du prolétariat », mais la même année dans sa critique du programme d'Erfurt il écrit : « Une chose est certaine, c'est que notre parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a montré la Grande Révolution française ¹ ». Mais Engels pense que dans l'Empire allemand il est « légalement impossible de poser dans le programme la revendication de la république ». Il ne pense pas que le communisme pourra être instauré en Allemagne par la voie pacifique. On ne peut pas exprimer plus clairement que le communisme ne peut se réaliser que dans le cadre d'un « république démocratique », *à travers les élections parlementaires*.

Engels ajoute d'ailleurs que la domination de la classe ouvrière lui semble réalisable dans les pays où, « selon la constitution, on peut faire ce qu'on veut (*sic*), du moment qu'on a derrière soi la majorité de la nation ».

« On peut concevoir que la vieille société pourra évoluer pacifiquement vers la nouvelle dans les pays où la représentation populaire concentre en elle tout le pouvoir, où, selon la constitution, on peut faire ce qu'on veut, du moment qu'on a derrière soi la majorité de la nation ; dans des républiques démocratiques comme la France et l'Amérique, dans des monarchies comme l'Angleterre, où le rachat imminent de la dynastie est débattu tous les jours dans la presse, et où cette dynastie est impuissante contre la volonté du peuple ². »

Pourtant, les conceptions du pouvoir d'inspiration blanquiste et jacobine domineront chez Marx malgré l'intermède momentané de la Commune, accompagnées d'un profond mépris pour tous les adversaires socialistes du jacobinisme.

¹ Marx-Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, p. 103, éditions sociales.

² « Critique du projet de programme social-démocrate de 1891 ».

La seule authentique révolution prolétarienne dont parlent Marx et Engels est la Commune de Paris, qui constitue un corps totalement étranger à leurs conceptions politiques. Dire qu'ils ont élaboré une « théorie de la révolution prolétarienne » est donc un peu exagéré. C'est la surdétermination du bolchevisme qui a transformé le marxisme en théorie de la prise du pouvoir révolutionnaire. C'est manifestement cette surdétermination qui fait dire à Nildo Viana :

« ...La théorie de la révolution de Proudhon et Bakounine laisse à désirer, et c'est dû en partie au fait que le mouvement syndical dans les pays où ils travaillaient n'avait pas encore pris leur plein développement et aussi parce qu'ils ne comprenaient avec la même netteté que Marx le processus de production et de reproduction du capital et la dynamique de la lutte ouvrière dans ce processus. »

La vision qu'avait Proudhon et Bakounine du « mouvement syndical » était radicalement différente et correspondait à des époques différentes : le premier est mort au moment même où se constituait l'AIT, le second a vécu de très près le mouvement syndical de son époque à travers l'AIT dont il était membre. Rien ne permet, objectivement, de dire que Bakounine avait une vision du mouvement syndical inférieure à celle de Marx. Quant au fait qu'ils ne comprenaient pas avec la même netteté que Marx la « dynamique de la lutte ouvrière », etc., cela mériterait d'être discuté.

C'est une manie chez les marxistes de vouloir absolument une théorie sur tout et n'importe quoi, de s'imaginer qu'il puisse y avoir une « théorie de la révolution » et de penser que celle-ci puisse constituer un guide pour l'action. Elle peut tout aussi bien conduire aux plus invraisemblables âneries. C'est ce qui se passa pour Marx et Engels en 1848, comme on le verra.

J'avoue ne pas savoir ce que veut dire « théorie de la révolution ». Est-ce que c'est un manuel dans lequel sont expliquées toutes les astuces qu'il faut connaître quand on veut faire une révolution ? Une évocation historique sur les révolutions passées ? Une réflexion sur les conditions dans lesquelles devra se réaliser la révolution sociale ? Mais alors que devient cette fameuse phrase sur le refus des recettes pour la marmite de la révolution ? (Une phrase la plupart du temps mal comprise, d'ailleurs, mais c'est comme ça que les marxistes après Marx l'ont comprise¹...)

¹ La vraie citation est la suivante : « *La méthode* employée dans *le Capital* a été peu comprise, à en juger par les notions contradictoires qu'on s'en est faites.

On ne peut pas aborder la question de la « théorie de la révolution » chez Marx sans évoquer la Révolution française, qui constitue en quelque sorte le prototype premier¹. La première faille méthodologique de Marx se trouve dans le fait que le « modèle » de la Révolution française ne fut jamais reproduit ailleurs... et qu'il ne constitue donc pas un modèle... Pourtant, Marx et Engels vont tout faire pour faire suivre à la révolution de 1848 en Allemagne les schémas de 1789.

On retrouve chez Marx deux approches :

- L'histoire n'est que l'histoire de la lutte des classes. Une révolution est l'aboutissement d'un conflit entre deux classes luttant pour la conquête du pouvoir.
- Une révolution survient lorsque les forces productives entrent en contradiction avec les rapports de production dans lesquels elles se trouvent. La bourgeoisie a développé au sein de la société monarchique française des rapports de production qui se trouvaient entravés par les structures inadaptées. Soit le système s'adapte, soit ça explose.

Le premier cas de figure renvoie au *Manifeste communiste* (1848), le second à l'*Introduction à la Critique de l'économie politique* (1859). Ces deux cas de figure ne sont pas contradictoires ; le problème est qu'il y a un troisième cas de figure qui finit par occulter l'idée même de révolution. Dans le *Capital*, Marx expose une vision naturaliste de l'histoire, lorsqu'il écrit que « la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation

Ainsi, la *Revue positive* de Paris me reproche à la fois d'avoir fait de l'économie politique, métaphysique et - devinez quoi ? - de m'être borné à une simple analyse critique des éléments donnés, au lieu de formuler des recettes (comtistes ?) pour les marmites de l'avenir. » (*Capital*, Livre I^{er}, Avertissement au lecteur.) La formulation ne suggère absolument pas qu'il ne faille *en aucun cas* proposer de recettes pour les « marmites de l'avenir », contrairement à l'interprétation qui est faite de la formule. Les marxistes après Marx ont sans doute trouvé plus commode d'interpréter la formule de manière restrictive, car cela leur évitait de réfléchir à ces fameuses « recettes ».

¹ Cf. René Berthier, « La Révolution française dans la formation de la théorie révolutionnaire chez Bakounine », in *Les anarchistes et la Révolution française*, Éditions du Monde libertaire, 1990. Cf. également dans le même ouvrage, même auteur : « La Révolution française comme archétype : 1848 ou le 1789 manqué de la bourgeoisie allemande ». Il est évidemment beaucoup question de Marx dans ces études.

avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature ». Passons sur l'erreur méthodologique qui consiste à assimiler un phénomène historique et social à un phénomène de la nature. Si la société capitaliste engendre d'elle-même sa négation, comme une « métamorphose naturelle », il est nul besoin de révolution.

En se fondant sur la théorie marxienne de la concentration du capital, on était persuadé, au sein de la social-démocratie allemande, que la petite bourgeoisie allait se prolétarianiser et disparaître ; la perspective de cette disparition accréditait l'idée que, à terme, une minorité de capitalistes aurait face à elle une écrasante majorité de prolétaires et qu'il suffirait à ceux-ci de bien voter et de prendre le pouvoir. Les choses ne se passèrent pas ainsi. D'une part, il était peu crédible que la petite-bourgeoisie prolétarianisée identifiât ses intérêts avec ceux du prolétariat. On a toujours tendance à identifier ses intérêts avec ceux qui se trouvent « au-dessus ». Mais surtout, la petite-bourgeoisie a connu au contraire une expansion importante. Toute la stratégie de la social-démocratie s'effondrait, ce que Kropotkine avait parfaitement perçu.

Il se réfère justement au chapitre du *Capital* dans lequel Marx désigne la concentration du capital comme une fatalité d'une loi naturelle. Cette idée, dit Kropotkine, était « récurrente dans les écrits de tous les socialistes français, particulièrement Considérant, et leurs disciples allemands, et elle était utilisée par eux comme argument en faveur de l'inévitabilité d'une révolution sociale. Mais, ajoute le révolutionnaire russe, Marx était un penseur trop avisé et il n'aurait pas manqué de voir les développements ultérieurs de la vie industrielle, qui n'étaient pas prévisibles en 1848 ; s'il avait vécu maintenant, il n'aurait pas manqué d'observer la croissance formidable de nombreux petits capitalistes et des fortunes qui sont réalisées au sein des classes moyennes ¹... »

On voit déjà qu'entrevoir une « théorie marxiste de la révolution » présente de sérieuses difficultés. En fait, il n'y en a pas. Il y a tout au plus les analyses faites par Marx des différents phénomènes révolutionnaires qu'il a pu étudier, sans que cela conduise à une conclusion « opérationnelle » pour le lecteur qui veut absolument obtenir une « théorie de la révolution », car on observe que les stratégies peuvent beaucoup varier. Chez Marx, il n'y a pas de « théorie de la révolution », ou alors il y a autant de « théories de la révolution » qu'il y a d'exemples historiques analysés par lui. Cela nous ramène à l'opportunisme des marxistes qui piochent dans

¹ Kropotkine, *Champs usines et ateliers*, note 3 du chapitre VII.

l'une ou l'autre œuvre de Marx pour trouver le point de vue qui leur convient. Aucun marxiste ne peut envisager que définir une « théorie de la révolution » ne présente strictement aucun intérêt pour Marx tout simplement parce que, à partir de l'unification de l'Allemagne, c'est le développement de la social-démocratie allemande et de son modèle parlementaire qui l'intéresse : la « théorie de la révolution » chez Marx se limite à la stratégie parlementaire de prise du pouvoir. Là encore, c'est la surdétermination du léninisme qui fait voir en Marx un « théoricien de la révolution ».

Mais puisque Nildo Viana nous vante la « théorie de la révolution » de Marx en opposition à celles de Proudhon et de Bakounine, voyons de quoi il s'agit concrètement et examinons quelques cas.

♦ **La révolution de 1848, pour commencer.** Elle est l'illustration parfaite des âneries auxquelles peut conduire la volonté d'appliquer un schéma préétabli (une « théorie de la révolution »). Le cadre conceptuel auquel Marx et Engels se réfèrent alors s'articule autour de trois documents : *l'Idéologie allemande*, la *Critique moralisante* et le *Manifeste communiste*. L'encre du *Manifeste communiste* est à peine sèche qu'éclate la révolution à Paris, puis en Allemagne. Pour Marx et Engels, tant que subsistent des vestiges des rapports de classes hérités de l'absolutisme, la bourgeoisie constitue une force progressive. Il faut donc soutenir la bourgeoisie pour qu'elle fasse son 1789 avant de pouvoir penser à la classe ouvrière. La domination bourgeoise crée les conditions futures de la victoire de la classe ouvrière. « La suppression des rapports de propriété bourgeois ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux », ce qui revient à dire que le prolétariat qui apparaîtrait dans une société où dominent les rapports féodaux aurait pour tâche prioritaire d'aider à la constitution des rapports bourgeois pour avoir ensuite la possibilité de les supprimer, car « le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire »¹.

A ce titre, on peut dire que les mencheviks russes étaient parfaitement orthodoxes, d'un point de vue marxiste.

Le *Manifeste communiste* était le programme de la Ligue des communistes, un petit groupe qu'on peut considérer comme le premier parti

¹ *La Critique moralisante.*

communiste de l'histoire. Lorsque la révolution éclata en Allemagne, ses auteurs considèrent que ce programme était trop radical, puisqu'il s'agissait d'aider la bourgeoisie allemande à faire sa révolution. Aussi Engels, qui tentait de récolter des fonds, écrit-il à son ami : « Si un seul exemplaire de notre programme en dix-sept points était diffusé ici, tout serait perdu pour nous ¹. » Engels redoute une activité indépendante des ouvriers du textile : « Les ouvriers commencent à s'agiter un peu, écrit-il alors à Marx ; c'est encore tout à fait informe, mais la masse y est. Mais c'est précisément ce qui nous gêne ². » En fait, toute l'activité de Marx et Engels pendant cette période sera d'empêcher le développement des luttes ouvrières. Il ne leur aura pas fallu longtemps pour trahir les dispositions qu'ils avaient affirmées dans le *Manifeste communiste* :

« Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. »

En mai 1848 se tient à Cologne une réunion à laquelle participent quatre membres du comité central de la Ligue, dont Marx et Engels, et cinq membres de la commune de Cologne de l'organisation. Minoritaire, Marx use néanmoins des pleins pouvoirs qui lui avaient été concédés et dissout la Ligue des communistes. Il s'opposera à sa reconstitution en février 1849. Il adhère à l'Association démocratique ³ de Cologne, une organisation composée de libéraux bourgeois, et prend la direction de *la Nouvelle Gazette rhénane*, commanditée par des libéraux. Liquidant le programme et l'organisation prolétariennes, il va dès lors tenter de réveiller la conscience de classe... de la bourgeoisie ; il va tenter de convaincre celle-ci de faire son 1789 ⁴. En somme, Marx dissout en pleine révolution le premier parti communiste de l'histoire parce qu'il pense que dans les conditions

¹ () Il s'agit des « Revendications du parti communiste en Allemagne », tract rédigé par Marx et Engels, imprimé à Paris le 30 mars 1848.

² Engels, Lettre du 25 avril 1848, Correspondance, t. I, p. 540 et 543.

³ Et non pas à l'Association ouvrière de Cologne, qui est tout autre chose.

⁴ Cf. René Berthier : « 1848, ou le 1789 manqué de la bourgeoisie allemande », in *les Anarchistes et la révolution française*, éditions du Monde libertaire, 1990.

nouvelles de liberté de presse et de propagande, l'existence de cette organisation n'est plus nécessaire.

La révolution vaincue, la répression s'était abattue en Allemagne. La Ligue des communistes se reconstitue dans l'exil de Londres, avec Marx et Engels, mais des dissensions la divisent. Une tendance, avec Marx, estime, à partir d'une analyse de la conjoncture économique, qu'une nouvelle révolution n'est pas envisageable dans l'immédiat, ce qui est interprété par l'autre tendance comme un renoncement à la révolution.

Les histoires officielles du marxisme passent sous silence le fait que Marx et Engels ont été exclus du premier parti communiste de l'histoire – la Ligue des communistes – par les membres de la section londonienne à laquelle ils étaient affiliés. Cette exclusion, lorsqu'on en parle, est présentée – avec quelque raison – comme le fait d'une tendance « gauchiste » qui s'imagine pouvoir faire la révolution à tout moment, mais les attendus de l'exclusion vont plus loin que cela et sont particulièrement intéressants. Les motifs invoqués pour exclure Marx et Engels sont directement liés aux positions que les exclus avaient défendues pendant la révolution :

1. Parce qu'il faut « rétablir une solide organisation de la Ligue, afin qu'on ne se contente pas de créer une opposition et d'éditer des gazettes » : allusion évidente à leur activité dans la libérale *Nouvelle Gazette rhénane* ;

2. « Parce que Marx et Engels ont sélectionné un groupe de semi-littérateurs pour en faire leurs partisans personnels et fantasmer sur leur futur pouvoir politique » ;

3. « Parce que cette camarilla littéraire ne peut être utile à la Ligue et rend toute organisation impossible », et parce que Marx et Engels utilisent la Ligue à leurs fins personnelles, l'ignorant totalement lorsqu'elle ne leur est pas utile – allusion claire à la dissolution autoritaire de la Ligue dans le but de troquer leur titre de membres de comité central contre celui de rédacteurs de la *Nouvelle Gazette rhénane*¹.

On trouve là une préfiguration des débats qui auront lieu vingt ans plus tard dans l'AIT, à cette différence près que Marx ne sera pas exclu, c'est au contraire lui qui exclura de l'Internationale la presque totalité du mouvement ouvrier mondial...

♦ **Concernant la guerre franco-prussienne et la Commune**, j'ai déjà dit ce que j'en pensais. En résumé :

¹ Cf. Claudin, *op. cit.* p. 313.

- Marx approuve cette guerre parce qu'une victoire prussienne conduira à des avantages stratégiques pour le mouvement ouvrier allemand, à la constitution d'une Allemagne unifiée et centralisée. (Lettre de Marx à Engels, 20 juillet 1870.)

- Une victoire allemande assurera la prépondérance de la classe ouvrière allemande. (Lettre de Marx à Engels, 20 juillet 1870.)

- Les travailleurs français ne doivent pas bouger, parce qu'un éventuel soulèvement victorieux et une défaite allemande retarderaient l'unité nationale allemande. (Lettre de Marx à Engels, 20 juillet 1870.)

- Pour justifier ces positions, il faut accréditer l'idée d'une guerre défensive pour les Allemands. (Lettre de Marx à Engels, 17 août 1870.)

- Le 4 septembre 1870, l'empire français s'écroule ; la section française de l'AIT lance un appel internationaliste demandant aux travailleurs allemands d'abandonner l'invasion. La social-démocratie allemande répond favorablement, ses dirigeants sont immédiatement arrêtés. Marx qualifie l'appel lancé par les ouvriers français de « ridicule ». Il a, dit-il, *provoqué parmi les ouvriers anglais la risée et la colère*. (Lettre de Marx à Engels, 10 septembre 1870.)

- Engels écrit le 12 septembre : « *Si on pouvait avoir quelque influence à Paris, il faudrait empêcher les ouvriers de bouger jusqu'à la paix* ». Les travailleurs français doivent profiter de l'occasion pour se constituer en parti et œuvrer dans le cadre des institutions de la République. Le 9 septembre, le Conseil général de l'AIT publie un manifeste qui recommande aux ouvriers français : 1) De ne pas renverser le gouvernement ; 2) De remplir leur devoir civique (c'est-à-dire de voter) ; 3) De ne pas se laisser entraîner par les souvenirs de 1792¹. Les ouvriers, dit l'*Adresse*, « *n'ont pas à recommencer le passé mais à édifier l'avenir. Que, calmes et résolus, ils profitent de la liberté républicaine pour travailler à leur organisation de classe.* »

Voici donc les dispositions d'esprit dans lesquelles se situaient Marx et Engels à la veille de la Commune, dispositions attestées, sans beaucoup de contestation possible, par leur correspondance.

La théorie de la guerre de défense ne pouvait être soutenue indéfiniment. L'opinion révolutionnaire unanime et la résistance des masses parisiennes contribuèrent à modifier le point de vue de Marx et d'Engels. Ce n'est que

¹ On a vu que Marx était très inquiet à l'idée que les Français puissent se « souvenir de 1792 » et se lever en masse contre l'envahisseur. C'est précisément ce qui se passa, à Paris, du moins.

lorsque Blanqui déclare que tout est perdu que Marx reprend à son compte l'argument de la guerre révolutionnaire, cinq mois plus tard. Dès lors, le rôle involontairement progressif de Bismarck diminue, en même temps que s'élève la gloire des ouvriers parisiens vilipendés six mois plus tôt. *La Guerre civile en France* est l'expression de ce changement d'optique. Désormais, dit Marx, « la guerre nationale est une pure mystification des gouvernements destinée à retarder la lutte des classes ». Ainsi, la lutte des classes reprend sa place comme moteur de l'histoire ; on ne demande plus aux ouvriers français de remplir leur devoir civique ni de s'abstenir de renverser le gouvernement.

La guerre civile en France, que Marx écrivit après l'écrasement de la Commune, ne saurait en aucun cas fournir une « théorie de la révolution » pertinente dans la mesure où il s'agit-là d'un ouvrage parfaitement opportuniste. Cet ouvrage n'est pas, contrairement à ce qu'en pensent la plupart des marxistes, une histoire de la Commune : c'est un ouvrage à caractère idéologique qui n'exprime que l'opinion de Marx sur la Commune, à ce moment-là.

♦ **Il y a enfin un autre événement** qui révèle significativement ce que pourrait être la « théorie de la révolution » chez Marx. Il s'agit de son activité dans l'Association internationale des travailleurs. J'ai dit que Marx (mais cela inclut Engels) était le principal bureaucrate de l'AIT. L'une des caractéristiques du phénomène bureaucratique est la captation et la rétention de l'information.

La conférence de Londres de l'AIT (17-23 septembre 1871) décide l'exclusion de Bakounine et de James Guillaume. Comme cette conférence n'a pas de caractère décisionnel, l'application de cette décision sera entérinée l'année suivante au congrès de La Haye (2-7 septembre 1872). La conférence et le congrès se déroulent de manière parfaitement bureaucratique, avec des délégués soigneusement sélectionnés par Marx et Engels. Les thèses marxistes l'emportèrent grâce à une majorité factice obtenue par des mandats truqués offerts à des hommes dont on était sûrs, des délégués cooptés par le Conseil général, des fédérations non averties, en somme tout un arsenal de mesures qui feront leurs preuves dans les pires moments de l'histoire du mouvement ouvrier. Sur les vingt-trois membres de la conférence, treize étaient membres du conseil général et désignés par lui et n'avaient aucun mandat. Le Conseil général se fit attribuer les pleins pouvoirs, ce qui incluait le droit de censure sur les journaux et sur les fédérations de l'Internationale, la mise en œuvre de correspondances secrètes, l'envoi d'agents du Conseil général dans tous les pays et surtout le

droit de « suspendre des branches, sections, conseils ou comités fédéraux, et fédérations de l'Internationale jusqu'au prochain congrès » (Art. 6 des Règlements généraux modifié).

Le congrès de La Haye, composé de délégués tout aussi sélectionnés, entérina l'exclusion de Bakounine et James Guillaume. A La Haye se présentèrent des délégués français munis de mandats dont on ne savait pas de qui ils les tenaient : la vérification des mandats était impossible. Serrailier, secrétaire du Conseil général pour la France, arriva à La Haye les poches pleines de mandats. Six délégués français étaient connus par leur seul pseudonyme, sans indication de la ville dont ils tenaient leur mandat. Le seul qui annonça une ville – Rouen – se vit peu après désavoué par la fédération rouennaise parce qu'il avait voté avec le Conseil général alors qu'il avait le mandat impératif de voter pour les fédéralistes. Les Internationaux de Bordeaux s'aperçurent que leur délégué, qui avait reçu le mandat impératif de voter pour les fédéralistes, avait voté pour le Conseil général. Deux autres délégués français, Swarm et Walter – des pseudonymes – furent peu après arrêtés et passèrent en procès l'un à Toulouse, l'autre à Paris. On apprit ainsi que Swarm, agent du Conseil général à Toulouse, était un mouchard ; quant à Walter, agent du Conseil général à Paris, il se repentit et jura de devenir un adversaire acharné de l'Internationale¹. Une fois le congrès de La Haye terminé, le conseil fédéral anglais s'aperçut que le délégué qui le représentait n'était même pas membre de l'Internationale !

L'Allemagne ne possédait aucune section de l'Internationale mais seulement des adhérents individuels en très petit nombre². Elle ne pouvait donc envoyer au congrès des délégués réguliers. Pourtant, pour renforcer la position de Marx, neuf Allemands furent introduits comme délégués de

¹ James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, vol I, t. 2 p. 326.

² Quatre mois avant le congrès de La Haye qui devait entériner l'exclusion de Bakounine et James Guillaume, Engels écrit une lettre pressante à Liebknecht : combien de cartes avez-vous distribuées, demande-t-il : « Les 208 calculées par Finck ne sont tout de même pas tout ! » (Marx-Engels, *La social-démocratie allemande*, 10/18, p. 66.) C'est presque un vent de panique qui souffle sous sa plume : « La chose devient sérieuse, et nous devons savoir où nous en sommes sinon vous nous obligeriez à agir pour notre propre compte, en considérant que le Parti ouvrier social-démocrate est étranger à l'Internationale et se comporte vis-à-vis d'elle comme une organisation neutre. » (*Ibid.*) Il est difficile d'exprimer plus clairement le désintéret total dans lequel se trouvait la social-démocratie allemande vis-à-vis de l'AIT.

sections – inexistantes – de l'AIT. Pour pouvoir voter au congrès, il fallait que les sections aient payé leurs cotisations. Or Bebel avait écrit dans le *Volkstaat* du 16 mars 1872 que les Internationaux allemands n'avaient *jamais payé de cotisations à Londres !*

Lorsque les fédérations adhérentes de l'AIT se rendirent compte de la manipulation dont elles avaient été victimes, elles désavouèrent les décisions de ce congrès truqué :

- La fédération jurassienne, le 15 septembre 1872 ;
- Les délégués des sections françaises en octobre ;
- La fédération italienne en décembre, ainsi que la fédération belge ;
- La fédération espagnole en janvier 1873 ainsi que les fédérations hollandaise et anglaise.

Certes, toutes les fédérations n'étaient pas « bakouniniennes », et le désaveu des pratiques de Marx et de ses amis ne constituait pas un acte de ralliement au point de vue « anarchiste ». Ce désaveu exprime cependant de façon claire que l'unité internationale du mouvement ouvrier n'était possible que sur la base de la solidarité concrète, comme le proposait Bakounine, et que la « puissante centralisation de tous les pouvoirs dans les mains du Conseil général » aboutissait à la dissolution de fait de l'AIT¹.

Aussitôt après le congrès de La Haye, la Fédération jurassienne convoqua un congrès extraordinaire, qui eut lieu le 15 septembre 1872. Le congrès jurassien vota une première résolution dénonçant la conduite du Conseil général à La Haye, qui a été « suffisamment suspecte de ne point représenter réellement l'opinion des sections composant la totalité de l'Association » ; par conséquent le congrès de la fédération jurassienne « ne reconnaît pas les résolutions prises au Congrès de la Haye, comme étant injustes, inopportunes et en dehors des attributions d'un Congrès ». Une seconde résolution déclarait que les accusations portées contre Bakounine et James Guillaume, ainsi que leur exclusion, sont le résultat de « l'intrigue de quelques personnalités haineuses ». En conséquence de quoi, « le Congrès considère comme son devoir d'affirmer hautement qu'il continue de reconnaître, aux compagnons Bakounine et Guillaume, leur qualité de membres de l'Internationale et d'adhérents à la Fédération jurassienne. »

¹ Cf. Œuvres, Champ libre, III, 411.

Aussitôt après se tint un congrès international réunissant des délégués des fédérations espagnole, italienne, jurassienne, américaine et française. Ce congrès repoussa les résolutions de La Haye.

Dans les textes d'obédience marxiste, la constitution d'une internationale « anti-autoritaire » à Saint-Imier le 15 septembre 1872 est désignée comme une scission. Cela est totalement faux. L'Internationale dite « anti-autoritaire » n'est statutairement que la continuation de l'AIT fondée en 1864. Au congrès de La Haye, Bakounine (absent) et James Guillaume sont exclus dans des conditions anti-statutaires. Cette exclusion sera suivie par l'exclusion tout aussi bureaucratique de la Fédération jurassienne, qui refuse d'entériner les décisions de La Haye. La Fédération jurassienne sera ensuite soutenue par la quasi-totalité des fédérations de l'Internationale, qui seront, pour cela, elles aussi exclues...

Le Conseil général, qui avait été transféré par le congrès de La Haye à New York, déclara nulles et non avenues les résolutions de Saint-Imier et somma la fédération jurassienne de les annuler, ce qui impliquait la convocation d'un congrès extraordinaire. Sorge, nommé par Marx à la tête du Conseil général ¹, donna aux Jurassiens un délai de quarante jours. Passé ce délai, la Fédération jurassienne serait suspendue. Pourtant, cet ultimatum n'impressionna guère les autres fédérations de l'Internationale : la commission fédérale espagnole écrivit à New York le 22 février 1873 :

« Le Conseil général peut être assuré que, malgré le décret de suspension fulminé contre la Fédération jurassienne, elle continuera d'être reconnue par l'immense majorité des internationaux du monde ². »

Un mois auparavant, le 26 janvier 1873, le Conseil général avait voté une résolution disant que « toutes les sociétés et personnes qui refusent de reconnaître les résolutions des congrès ou qui négligent exprès de remplir les devoirs imposés par les statuts et règlements généraux, se placent elles-

¹ En fait, c'est plus subtil. Marx savait que Sorge ne serait jamais élu au Conseil général, malgré le fait que les hommes qui l'auraient élu étaient de son côté. En effet, Sorge était détesté de presque tout le monde. Mais Marx fit insérer une clause dans le nouveau règlement qui *imposait* aux membres du Conseil général d'inclure des membres cooptés – ce qui laissait une place à Sorge.

² James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, vol II, t. 3 p. 58.

mêmes en dehors de l'Association internationale des travailleurs et cessent d'en faire partie »¹.

Aucune des fédérations de l'Internationale ne revint sur la dénonciation des décisions de La Haye.

En d'autres termes, cela équivaut à dire que Marx et Engels *expulsèrent de l'Internationale tout le mouvement ouvrier de l'époque* à l'exception des Allemands qui n'avaient de toute façon aucune section adhérente.

On peut se demander quelle « théorie de la révolution » on peut tirer de tout cela : en 1848 Marx dissout le parti communiste et s'allie avec la bourgeoisie libérale. En 1870 Marx affirme que la guerre est défensive du point de vue de l'Allemagne et appelle les ouvriers français à ne pas se soulever. En tant que bureaucrates de l'Internationale, Marx et Engels excluent de l'AIT la *quasi-totalité du mouvement ouvrier organisé de l'époque*².

On serait plutôt tenté de parler de « théorie de la contre-révolution ».

La question est de savoir à partir de quoi on élabore une « théorie de la révolution » chez Marx. Curieusement, la plupart des auteurs marxistes ne partent pas des faits. Ils échafaudent une construction théorique sans tenir compte des actes accomplis. Et surtout, ils ne font jamais référence à la correspondance de Marx et Engels, qui constitue la seule source dans laquelle se révèle leur pensée réelle sur les événements. C'est dans une lettre à Sorge, par exemple, qu'on apprend ce que Marx pensait réellement de la Commune et pour quelles raisons il a écrit l'*Adresse sur la guerre civile en France*.

A la lumière des faits, je pense que les auteurs marxistes qui reprochent à Proudhon et Bakounine de ne pas avoir de « théorie de la révolution » devraient faire preuve d'un peu de modestie et de réserve.

Une théorie de l'organisation

Dans le mouvement libertaire, et en particulier dans le mouvement anarcho-syndicaliste, la question du rapport entre conscience de classe et organisation de classe est primordiale. L'observation attentive du mouvement ouvrier de son temps conduit Bakounine à décrire l'organisation de classe sous la forme de deux structures complémentaires, l'une verticale, l'autre horizontale ; la première est une structure industrielle, la seconde a

¹ *Ibid.*

² De la même manière, après la mort de Marx, Engels et les social-démocrates allemands feront tout pour exclure les libertaires de la II^e Internationale.

un caractère interprofessionnel. C'est évidemment le modèle de l'AIT qu'il décrit. Dans la structure industrielle, les ouvriers sont réunis et organisés « non par l'idée mais par le fait et par les nécessités mêmes de leur travail identique ».

« Ce fait économique, celui d'une industrie spéciale et des conditions particulières de l'exploitation de cette industrie par le capital, la solidarité intime et toute particulière d'intérêts, de besoins, de souffrances, de situation et d'aspiration qui existe entre tous les ouvriers qui font partie de la même section corporative, tout cela forme la base réelle de leur association. L'idée vient après, comme l'explication ou comme l'expression équivalente du développement et de la conscience réfléchie de ce fait. » (*Protestation de l'Alliance.*)

Les sections de métier suivent la voie du développement naturel, elles commencent par le fait pour arriver à l'idée. En effet, dit Bakounine, seuls un très petit nombre d'individus se laissent déterminer par l'idée abstraite et pure. La plupart, prolétaires comme bourgeois, ne se laissent entraîner que par la logique des faits. Pour intéresser le prolétariat à l'œuvre de l'AIT, il faut s'approcher de lui non avec des idées générales mais avec la « compréhension réelle et vivante de ses maux réels »¹.

Bien sûr, le penseur se représente ces maux de chaque jour sous leur aspect général, il comprend que ce sont les effets particuliers de causes générales et permanentes. Mais la masse du prolétariat, qui est forcée de vivre au jour le jour, et qui « trouve à peine un moment de loisir pour penser au lendemain », saisit les maux dont elle souffre précisément et exclusivement dans cette réalité, et presque jamais dans leur généralité. Pour obtenir la confiance, l'adhésion du prolétariat, il faut commencer par lui parler, « non des maux généraux du prolétariat international tout entier, mais de ses maux quotidiens ».

« Il faut lui parler de son propre métier et des conditions de son travail précisément dans la localité où il habite, de la dureté et de la trop grande longueur de son travail quotidien, de l'insuffisance de son salaire, de la méchanceté de son patron, de la cherté des vivres et de l'impossibilité qu'il y a pour lui de nourrir et d'élever convenablement sa famille. » (*Protestation de l'Alliance*)

¹ Bakounine, « Protestation de l'Alliance ».

Il faut lui proposer des moyens pour améliorer sa situation, mais éviter, dans un premier temps, d'évoquer les moyens révolutionnaires. Il se peut en effet que sous l'influence de préjugés religieux ou politiques, il repousse ces idées : il faut au contraire « lui proposer des moyens tels que son bon sens naturel et son expérience quotidienne ne puissent en méconnaître l'utilité, ni les repousser » (*ibid.*). La conscience révolutionnaire n'est donc pas un fait naturel, elle n'est pas spontanée, elle s'acquiert graduellement, par l'expérience quotidienne ; pour qu'elle devienne effective, il est nécessaire que l'ouvrier se débarrasse de ses préjugés politiques et religieux. Il n'est pas possible d'insuffler cette conscience révolutionnaire brutalement : il faut une éducation, qui se fait par *l'expérience vécue et par le contact avec la collectivité des travailleurs organisés*. Ce n'est qu'au contact des autres que l'ouvrier apprend que la solidarité qui existe entre travailleurs d'une section existe aussi entre sections ou entre corps de métiers de la même localité, que l'organisation de cette solidarité plus large, et « embrassant indifféremment les ouvriers de tous les métiers, est devenue nécessaire parce que les patrons de tous les métiers s'entendent entre eux... » (*Ibid.*)

La pratique de la solidarité constitue le premier pas vers la conscience de classe ; ce principe établi, tout le reste suit comme un développement naturel et nécessaire, issu de « l'expérience vivante et tragique d'une lutte qui devient chaque jour plus large, plus profonde, plus terrible. »

Aux yeux de Bakounine, seules les sections de métier – il faut entendre la structure implantée sur le lieu de travail plus qu'un groupement corporatiste au sens étroit – est capable de donner une éducation pratique à leurs membres. Elles seules peuvent faire de l'AIT une organisation de masse, « sans le concours puissant de laquelle le triomphe de la révolution sociale ne sera jamais possible ».

Les sections centrales (structures locales, géographiques), en revanche, ne représentent aucune industrie particulière « puisque les ouvriers les plus avancés de toutes les industries possibles s'y trouvent réunis ». Ce sont, en langage d'aujourd'hui, des structures interprofessionnelles, qui représentent l'idée même de l'Internationale. Leur mission est de développer cette idée et d'en faire la propagande : l'émancipation non seulement des travailleurs de telle industrie ou de tel pays, mais de tous les pays. Ce sont des centres actifs où se « conserve, se concentre, se développe et s'explique la foi nouvelle ». On n'y entre pas comme ouvrier spécial de tel métier mais comme travailleur en général.

Au contraire des sections de métier, qui partent du fait pour arriver à l'idée, les sections centrales suivant la voie du développement abstrait,

commencent par l'idée pour arriver au fait¹. Mais s'il n'y avait que les sections centrales, l'AIT ne se serait pas développée en une puissance réelle. Les sections centrales n'auraient été que des « académies ouvrières » où se seraient éternellement débattues toutes les questions sociales, « mais sans la moindre possibilité de réalisation ». Bakounine ne le formule pas explicitement, mais s'il n'y avait que les sections centrales, l'AIT serait tout simplement un parti politique, c'est-à-dire un groupement d'opinion. S'il n'y avait que les sections centrales, elles auraient peut-être réussi à former des « conspirations populaires », elles auraient peut-être regroupé un petit nombre d'ouvriers les plus conscients et convaincus, mais la masse des travailleurs serait restée en dehors : or, pour renverser l'ordre politique et social d'aujourd'hui, dit Bakounine, « il faut le concours de ces millions ».

Le rôle de la section centrale est un rôle éminemment *politique*. Implantée dans la localité sur des bases géographiques, elle rassemble les travailleurs sans considération de profession afin de donner aux sections de métier une vision et des perspectives qui dépassent le cadre étroit de l'entreprise. Elle permet, en premier lieu, à l'ensemble des travailleurs d'une localité d'être informés de leurs situations respectives et, éventuellement, d'organiser le soutien en cas de nécessité. Elle est aussi un endroit où, naturellement, s'opère la réflexion. Elle est enfin le centre à partir duquel se fait l'impulsion à l'organisation.

En résumé, l'acquisition de la conscience révolutionnaire, selon Bakounine, se fait par une progression en trois étapes :

1. Le prolétariat accède à la conscience de classe avec « la compréhension réelle et vivante de ses maux réels » (*Protestation de l'Alliance*) ;

2. Il s'éduque par l'action organisée contre le capital « qui convainc tous les ouvriers de la façon la plus saisissante et directe de la nécessité d'une organisation rigoureuse pour atteindre la victoire » (L'Alliance révolutionnaire internationale de la social-démocratie) ;

3. Par la liberté du débat politique dans l'organisation et par l'expérience des luttes, le prolétariat construira alors « son unité réelle, économique d'abord, et ensuite nécessairement politique » (*Écrit contre Marx*).

¹ Il va de soi que les deux structures, horizontales et verticales, constituent la même organisation et qu'elles sont fédérées entre elles. Le mouvement ouvrier français a conservé cette double structuration après la réunion, en 1895, de la fédération des syndicats (structure industrielle) et de la fédération des Bourses du travail (structure géographique).

On voit que le processus de l'acquisition de la conscience de classe, de la conscience révolutionnaire chez Bakounine est radicalement différent de celui de Lénine. Il est directement lié à l'expérience quotidienne de la lutte collective, à l'expérience de la confrontation permanente avec le capital *et* de l'éducation réciproque des travailleurs au sein de l'organisation.

Théorie de la bureaucratie

Concernant le phénomène bureaucratique, Marx n'apporte pas grand-chose en matière d'analyse, au contraire de Bakounine. Le phénomène bureaucratique est, du point de vue marxiste, quelque chose d'inédit dans la mesure où il n'avait jamais été envisagé par les pères fondateurs du socialisme dit « scientifique » comme système politique moderne de domination. Ce qui est intéressant dans cette affaire, c'est évidemment la réflexion sur la bureaucratie soviétique.

Il y a chez Bakounine plusieurs éléments particulièrement intéressants dans ce domaine :

1. Il dit que le clergé au Moyen Âge a été une classe dominante, ce qui, à l'examen, est vrai dans la mesure où, économiquement, l'Église était le principal possesseur du capital (foncier) (par exemple la seule abbaye de Saint-Germain-des-Prés possédait 5 millions d'hectares) ; et politiquement le pape a longtemps eu prééminence sur les souverains.

2. Cette classe sociale se reproduisait par cooptation des élites de la société, elle était fondée sur la propriété oligarchique du capital, elle fonctionnait sur la base d'une organisation hiérarchique très structurée et elle était soudée par une idéologie totalisante. Cela qui ressemble étrangement à la bureaucratie soviétique.

3. Bakounine dit également que dans la succession des modes de production, la bureaucratie pourrait devenir une classe dominante succédant au capitalisme *en cas d'échec de la révolution* et d'incapacité du prolétariat à s'allier avec la paysannerie. Si la classe ouvrière ne parvient pas à s'allier avec la paysannerie, elle n'aura alors qu'un seul moyen à sa disposition : le terrorisme des villes contre les campagnes : « Ceux qui se serviront d'un moyen

semblable tueront la révolution », dit Bakounine. Là encore, cela ressemble étrangement à ce qui s'est passé en Russie ¹.

En somme, l'avènement de la bureaucratie d'Etat est le prix à payer pour l'échec de la révolution prolétarienne : elle deviendra alors la « quatrième classe gouvernementale ». Et je ne parle pas du concept de « bureaucratie rouge », qui apparaît dans une lettre que Bakounine écrivit à Herzen et Ogarev le 19 juillet 1866, où il évoque le « mensonge le plus vil et le plus redoutable qu'ait engendré notre siècle, le démocratisme officiel et la bureaucratie rouge ».

On trouve chez Marx des éléments qui pourraient constituer une base théorique à l'analyse de la bureaucratie, mais curieusement, les marxistes n'y ont pas eu recours. Marx non plus d'ailleurs, n'a pas beaucoup insisté : il faut dire qu'étant devenu, avec Engels, le principal bureaucrate de l'AIT, il était mal placé pour étudier le phénomène ².

Dans la sixième section du Livre III du *Capital* – que personne ne lit –, Marx évoque le cas où les producteurs ont en face d'eux non pas des

¹ Cf. Bakounine, « Lettre à un Français », Œuvres, Champ libre, VII, p. 118.

² Ce n'est pas une formule de style. John Hales, membre du comité anglais de l'Internationale, raconte les déboires qu'il eut avec la bureaucratie de l'organisation :

« Celui qui n'a pas connu le défunt Conseil général ne peut pas se faire une idée de la manière dont les faits y étaient dénaturés et dont les renseignements qui auraient pu nous éclairer étaient interceptés. Il n'a jamais existé de conspiration secrète dont l'action ait été plus occulte que celle de l'ex-Conseil général. C'est ainsi que, lorsque j'étais secrétaire général de ce Conseil, *je n'ai jamais connu et je n'ai jamais pu obtenir les adresses des fédérations du continent*. Autre exemple : un jour le Conseil fédéral anglais reçut une lettre très importante du Conseil fédéral espagnol ; mais le signataire de cette lettre, le citoyen Anselmo Lorenzo, avait oublié de donner son adresse dans la lettre ; le Conseil fédéral anglais pria alors le citoyen Engels, qui était à cette époque secrétaire correspondant du Conseil général pour l'Espagne, de lui donner l'adresse du Conseil fédéral espagnol : le citoyen Engels refusa formellement. Dernièrement, il nous a fait le même refus à l'égard du Conseil fédéral de Lisbonne. »

Le lecteur a bien lu : l'auteur, John Hales, qui a été pendant plusieurs mois secrétaire général du Conseil général de l'AIT, ne pouvait avoir accès aux adresses des fédérations sur le continent parce que Engels bloquait l'information. (John Hales, Lettre au Comité fédéral de la Fédération jurassienne, 6 novembre 1872, in : *L'internationale, documents et souvenirs*, tome II, V^e partie, p. 25, Éditions G. Lebovici.)

propriétaires individuels mais l'Etat, qui est « à la fois propriétaire et souverain ». La souveraineté, dit alors Marx, « n'est que la continuation de la propriété foncière à l'échelle nationale ». Marx perçoit donc parfaitement la possibilité de concentration des moyens de production et du pouvoir politique entre les mêmes mains ; mais ce cas est limité à l'Asie et correspond à des formes économiques du *passé* ; il ne peut envisager ce schéma appliqué à la propriété industrielle de l'avenir, pour la simple raison qu'il a tendance à considérer que la concentration de cette propriété entre les mains de l'Etat est en quelque sorte le fondement du socialisme.

L'enjeu du débat sur la bureaucratie était, du temps de l'Union soviétique, de savoir si la bureaucratie était une classe dominante. Si c'était le cas, il fallait donc une révolution sociale en Union soviétique. Pour les trotskistes, la bureaucratie n'était pas une classe sociale mais un corps parasitaire et l'union soviétique était un Etat ouvrier, mais « dégénéré » : il suffisait donc d'une révolution politique. Évidemment, tout cela n'a plus grand intérêt aujourd'hui.

V. – Sur l'URSS

Le bolchevisme : expression du retard idéologique de la Russie ?

Carlos Moreira reproche à Nildo Viana l'idée que « le bolchevisme est une expression du retard idéologique de la Russie tsariste ». C'est une opinion commune à toute la gauche communiste mais il serait plus exact de dire que le bolchevisme est l'expression idéologique du retard politique et économique de la Russie tsariste. Les disciples de Lénine ne semblent pas vouloir s'interroger sur l'anomalie historique qui a instauré un régime se réclamant du prolétariat dans un pays où l'écrasante majorité de la population était paysanne et où l'économie s'était effondrée. En Russie et en Ukraine, le problème était moins de « construire le socialisme » que de survivre dans un contexte qui était tombé à un niveau qu'on pourrait qualifier de pré-précapitaliste, voire même pire.

Si tant est que le prolétariat – 3 % de la population – pouvait impulser un mouvement émancipateur dans la société tout entière, *encore fallait-il qu'il se nourrisse* : or toute la politique du parti bolchevik au pouvoir va

consister à détruire ce qui restait de force productive à la campagne – et ce, avant même les collectivisations forcées de Staline.

L'école du capitalisme est une référence lancinante dans les écrits de Lénine et Trotski. Le fondement théorique de cette idée est que le développement des forces productives sous le capitalisme crée les conditions qui rendent possible l'établissement du socialisme. En d'autres termes, le socialisme est plus l'aboutissement du développement capitaliste qu'une rupture avec lui. De là, il n'y a qu'un pas pour déduire que le capitalisme le plus développé, le plus concentré – le capitalisme d'Etat – est *presque* du socialisme, qu'il suffit que le pouvoir d'Etat soit « entre les mains de la classe ouvrière » (entendre : entre les mains du parti qui s'autoproclame représentant de la classe ouvrière). Ainsi, dès septembre 1917, Lénine avait affirmé dans « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer » que « le socialisme n'est pas autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'Etat » ; « le capitalisme monopolistique d'Etat est la préparation *matérielle* la plus complète du socialisme, l'*antichambre* du socialisme, l'étape de l'Histoire qu'*aucune autre étape intermédiaire ne sépare* du socialisme »¹. A l'époque, ceux qui allaient devenir les communistes de gauche n'avaient pas relevé.

Le modèle économique de Lénine, c'était le capitalisme de guerre, le capitalisme d'Etat allemand. Dans *L'Etat et la révolution*, c'est le service postal allemand qui est sa référence : « Un spirituel social-démocrate allemand des années 70 a dit de la *poste* qu'elle était un modèle d'entreprise socialiste. Rien n'est plus juste. La poste est actuellement une entreprise organisée sur le modèle du monopole *capitaliste* d'Etat. » Lénine répète encore en 1918 : « ... notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'Etat des Allemands, de nous appliquer de toutes nos forces à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés dictatoriaux pour l'implanter en Russie »². C'est ce qui explique que les bolcheviks mettent en place en avril 1918 les méthodes d'exploitation capitaliste, avec en particulier le travail aux pièces et le système Taylor³. Certains militants bolcheviks critiquèrent l'introduction du système Taylor mais on les fit taire. A la même époque en France, les syndicalistes révolutionnaires et les anarcho-syndicalistes faisaient une

¹ Œuvres complètes, éditions de Moscou, t. 25, pp. 388 et 390.

Lénine écrit également dans *L'Etat et la révolution* :

² Lénine, *Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises*, 9-11 mai 1918.

³ Cf. Lénine, *Les Tâches immédiates du pouvoir des soviets*, 28 avril 1918.

vigoureuse critique de ce système, mais absolument pas dans un esprit passéiste¹.

Le 29 avril 1918, Lénine déclare au comité exécutif central de Russie : « Établir à présent le capitalisme d'Etat, c'est appliquer le recensement et le contrôle qu'appliquaient les classes capitalistes². » En mai 1918, Lénine réaffirme que son objectif est d'« organiser la grande production à l'échelle de l'Etat, sur les bases du capitalisme d'Etat » ! On a là le *nec plus ultra* de la politique économique léniniste. Trois ans plus tard, Lénine n'avait pas changé d'avis. En avril 1921, il persiste : « Puisque nous ne sommes pas encore en état de réaliser le passage immédiat de la petite production au socialisme, le capitalisme est, dans une certaine mesure, inévitable [...] aussi devons-nous l'utiliser (surtout en l'orientant dans la voie du capitalisme d'Etat)³. » La NEP se contentera d'injecter une petite dose de capitalisme privé dans le capitalisme d'Etat.

Dans « Six thèses sur les tâches immédiates du pouvoir des soviets » (9 mai 1918), Lénine demande de « renforcer la discipline », justifie le salaire aux pièces et l'application des « nombreux éléments scientifiques et progressifs que contient le système Taylor ». En 1920 Lénine fait l'apologie du mode capitaliste d'organisation et de gestion des entreprises : « ... je m'en réfère à la bourgeoisie : à quelle école irons-nous, si ce n'est la sienne ? Comment s'administrerait-elle ? Elle s'administrerait en tant que classe, du temps où elle avait le pouvoir ; mais ne nommait-elle pas de chefs ? Nous n'avons pas encore atteint leur niveau. Elle savait dominer en tant que classe et administrer par l'intermédiaire de n'importe qui, individuellement, pour son compte exclusif⁴. »

Si sous le capitalisme les entreprises ont une direction uninominale sans que cela ne remette en cause la domination de la bourgeoisie en tant que classe, il peut en être de même sous le socialisme, où des dirigeants peuvent diriger au nom de la classe ouvrière, puisque l'Etat est un Etat ouvrier : « La domination de la classe ouvrière est dans la Constitution, dans le régime de propriété et dans le fait que c'est nous [*sic*] qui mettons les choses en train. » (*Ibid.*) Tout le monde comprend que ce qui est important, dans cette

¹ Cf. Alphonse Merrheim, « Le système Taylor », in *La Vie ouvrière*, 5-20 avril 1914. – Émile Pouget, *L'Organisation du surmenage : le système Taylor*, Paris : Rivière, 1914.

² Lénine, Intervention au comité exécutif central de Russie, 29 avril 1918.

³ Lénine, *L'Impôt en nature*, brochure éditée en mai 1921.

⁴ Discours prononcé à la séance de la fraction communiste du conseil central des syndicats de Russie, 15 mars 1920, Œuvres complètes, tome 36, p. 535.

phrase, c'est « le fait que c'est *nous* qui mettons les choses en train ». Et lorsque la classe ouvrière russe en viendra à ne plus être d'accord, on aura des propos comme ceux que tint Karl Radek aux cadets de l'École de guerre, en 1921 :

« Le parti est l'avant-garde politiquement consciente de la classe ouvrière. Nous en sommes maintenant au point où les ouvriers, à la fin de leurs épreuves, refusent désormais de suivre une avant-garde qui les mène à la bataille et au sacrifice... Devons-nous céder aux clameurs des travailleurs qui ont atteint les limites de leur patience mais qui ne comprennent pas leurs vrais intérêts comme nous le faisons ? Leur état d'esprit est maintenant franchement réactionnaire. Mais le parti a décidé que nous ne devons pas céder, que nous devons imposer notre volonté de vaincre à nos partisans épuisés et démoralisés ¹. »

A la tribune du congrès du parti bolchevik, Lénine reconnaît encore le 28 mars 1922 que l'économie russe est un capitalisme d'Etat. Il déclare : « le capitalisme d'Etat [...] c'est un capitalisme toléré par nous », ajoutant : « le capitalisme d'Etat est toléré par notre Etat prolétarien : or, l'Etat, c'est nous. Si nous nous y sommes mal pris, nous sommes les coupables, inutile d'en chercher d'autres ! » A la fin de 1922 Lénine ajoute : « L'instauration du capitalisme d'Etat dans notre pays n'est pas aussi rapide que nous le voudrions. [...] si le capital étranger ne participe pas au développement de notre économie on ne peut espérer la rétablir rapidement ². »

Je pense avoir montré de manière convaincante que le capitalisme d'Etat était la forme même du système économique soviétique dès le début, *clairement revendiqué* par la direction du parti bolchevik, et que exposer cette question de constitue en aucun cas une déformation du projet bolchevik.

Déformation du système soviétique

Je suis parfaitement d'accord avec Moreira lorsqu'il dit que désigner le parti bolchevik comme « responsable de la déformation du système soviétique », c'est « abandonner la méthode du matérialisme historique ». Mais j'ajouterai que lorsqu'on se réclame de cette méthode, il ne suffit pas de l'appliquer quand ça vous arrange. Il faut que Carlos Moreira aille jusqu'au bout de son affirmation selon laquelle « la Russie n'était pas mûre ».

¹ Robert Conquest, *The Great Terror*, Pelican Books, p. 24.

² Lénine, *A la colonie russe d'Amérique du nord*, 14 novembre 1922.

Ce constat était partagé à l'époque par presque tout le monde... sauf Lénine. Avant que Lénine n'arrive dans son fameux train blindé, en avril 1917, l'ensemble du parti bolchevik était sur la position social-démocrate classique selon laquelle il fallait que la Russie passe d'abord par une phase démocratique-bourgeoise, parce que la révolution prolétarienne n'était pas à l'ordre du jour. Difficile de réaliser une révolution « prolétarienne » avec 97 % de non-prolétaires.

Lorsque, avec les « Thèses d'avril », Lénine réussit à imposer le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! », mot d'ordre parfaitement anarchiste, le parti s'y oppose – justement parce que c'est un mot d'ordre anarchiste. C'est que le concept de soviet était alors *totalemtent étranger* au code génétique bolchevik. Par ailleurs, le parti était opposé à l'idée d'un pouvoir exclusivement bolchevik. Lozovsky et Riazanov dénoncent « le maintien d'un gouvernement purement bolchevik par le moyen de la terreur politique »¹.

Kamenev écrivit dans la *Pravda* que le point de vue de Lénine était inacceptable « étant donné qu'il part de ce principe que la révolution démocratique bourgeoise est *terminée*, et qu'il table sur une transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste... »².

Lénine menace de démissionner si son point de vue n'est pas accepté, et déjà en 1917, il n'était pas question de déplaire à Lénine. C'est à cette occasion-là que Goldenberg, un bolchevik, s'exclama : « La place laissée vacante par le grand anarchiste Bakounine est de nouveau occupée. Ce que nous venons d'entendre constitue la négation formelle de la doctrine social-démocrate et de toute la théorie du marxisme scientifique. C'est l'apologie la plus évidente qu'on puisse faire de l'anarchisme³. »

De fait, de vieux militants syndicalistes révolutionnaires, qui avaient vécu cette période, me confirmèrent qu'en France, au début de la révolution russe, les libertaires et les syndicalistes révolutionnaires étaient, pour la plupart, persuadés que les bolcheviks étaient des bakouniniens. Les soviets semblaient être l'équivalent russe des Bourses du travail.

¹ Bunyan et Fisher, *The bolshevik révolution*, Stanford University Press, 1965, p. 204.

² N° 27 de la *Pravda*, cité par Lénine, « Lettres sur la tactique », Œuvres complètes, Éditions du Progrès, Moscou, t. 24.

³ *Lénine*, David Shub, Idées-Gallimard, p. 173.

Une fois au pouvoir, Lénine va se trouver dans la position de ce « chef révolutionnaire », décrit par Engels, qui se trouve contraint malgré lui de réaliser le programme d'une classe dont il n'est pas le représentant :

« C'est le pire qui puisse arriver au chef d'un parti extrême que d'être obligé d'assumer le pouvoir à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour la domination de la classe qu'il représente et pour l'application des mesures qu'exige la domination de cette classe. Ce qu'il *peut* faire ne dépend pas de sa volonté, mais du stade où en est arrivé l'antagonisme des différentes classes et du degré de développement des conditions d'existence matérielles et des rapports de production et d'échange, qui déterminent, à chaque moment donné, le degré de développement des oppositions de classes. Ce qu'il *doit* faire, ce que son propre parti exige de lui, ne dépend pas non plus de lui, pas plus que du degré de développement de la lutte de classe et de ses conditions. Il est lié aux doctrines qu'il a enseignées et aux revendications qu'il a posées jusque-là, doctrines et revendications qui ne sont pas issues de la position momentanée des classes sociales en présence et de l'état momentané, plus ou moins contingent, des rapports de production et d'échange, mais de sa compréhension plus ou moins grande des résultats généraux du mouvement social et politique. Il se trouve ainsi nécessairement placé devant un dilemme insoluble : ce qu'il *peut* faire contredit toute son action passée, ses principes et les intérêts immédiats de son parti, et ce qu'il *doit* faire est irréalisable. En un mot, il est obligé de ne pas représenter son parti, sa classe, mais la classe pour la domination de laquelle le mouvement est précisément mûr. Il est obligé, dans l'intérêt de tout le mouvement, de réaliser les intérêts d'une classe qui lui est étrangère et de payer sa propre classe de phrases, de promesses et de l'assurance que les intérêts de cette classe étrangère sont ses propres intérêts. Quiconque tombe dans cette situation fautive est irrémédiablement perdu ¹. »

Il va de soi que lorsque Engels écrivit cette extraordinaire démonstration de matérialisme historique à propos d'événements se déroulant au XVI^e siècle, ce n'est pas Lénine qu'il avait en tête... Mais il va de soi également que ce passage pourrait parfaitement s'appliquer à lui.

¹ Engels, *La Guerre des paysans en Allemagne*, éditions sociales, p. 149-150.

Lénine et l'économisme

L'« économisme » serait, selon Carlos Moreira, un autre des fondements de l'anarcho-marxisme, conjointement avec le spontanéisme dont il serait à peu près synonyme. Pour Lénine, l'économisme est un courant politique apparu dans le parti qui réduit l'action politique de la classe ouvrière à la seule lutte économique, c'est-à-dire aux revendications concernant les salaires, les conditions de travail.

«...le terme "économisme" a été employé par Lénine pour caractériser de façon critique une conception du "marxisme" qui s'efforce de réduire ce dernier à une simple "théorie économique" à partir de laquelle pourrait être interprété l'ensemble des transformations sociales¹. »

L'économisme est assimilé au spontanéisme. Il présente l'évolution de la société comme le résultat spontané et naturel du développement des forces productives et des moyens de production. Curieusement, cela ressemble plutôt à du déterminisme économique ; ce courant se rapproche de celui qui, dans la social-démocratie allemande, considérait que l'instauration du socialisme serait le résultat inévitable du développement des forces productives, point de vue qui aboutissait à une certaine forme de passivité : puisque le socialisme était inévitable, pourquoi se battre ? Ce courant de la social-démocratie allemande se fondait d'ailleurs très légitimement sur les conclusions du *Capital*.

Est-il nécessaire de dire que l'anarchisme, quelle que soit sa forme, n'a jamais partagé ce point de vue ? Lénine insistait sur la nécessité de combattre le régime bourgeois et de le renverser.

Dans le fatras théorique bien peu marxiste élaboré par Lénine, la problématique de l'« économisme » est surtout liée à celle de l'acquisition de la conscience révolutionnaire par la classe ouvrière.

Moreira écrit :

« Le spontanéisme comme fondement de l'économisme marque une rupture avec le marxisme. Depuis Marx à Lénine, Trotsky, Lukacs, entre autres, nous savons que la classe ouvrière ne peut pas acquérir, par ses conditions économiques de classe, sa conscience de classe spontanément. La conscience de classe est fondamentale pour l'émancipation ouvrière et sans une organisation révolutionnaire, le parti politique, elle n'apparaîtra pas. »

¹

Charles Bettelheim, *Les luttes de classes en URSS*, t. 1, p. 31.

L'économisme est un courant qui s'est fondé sur les conclusions du Capital, selon lequel le développement des forces productives et des contradictions du capitalisme conduisent inévitablement à l'effondrement du système. Ce n'est donc absolument pas du « spontanéisme », mais au contraire du déterminisme. En fait, de manière plus triviale, ce que Lénine désigne par « économisme » est l'idée que l'expérience des luttes économiques, de la lutte quotidienne, peut conduire la classe ouvrière à une conscience révolutionnaire. C'est là quelque chose que Lénine ne peut pas accepter.

Pour Bakounine est spontané un phénomène qui se développe du fait de ses seuls déterminismes internes, sans intervention extérieure. Par l'expérience de la lutte des classes et de l'affrontement avec la bourgeoisie, la classe ouvrière peut parfaitement parvenir à la conclusion que les intérêts des deux classes sont irrémédiablement opposés. Ce spontanéisme ressemble à du déterminisme.

Évidemment si des intellectuels bourgeois parviennent à convaincre les ouvriers qu'ils ne peuvent pas parvenir seuls à la conscience révolutionnaire, il est probable que cette détermination extérieure à la classe ouvrière viendra troubler le déroulement normal des choses. Carlos Moreira touche ici le cœur de l'opposition entre léninisme et anarchisme, qui se situe sur la question de l'acquisition, par la classe ouvrière, de la conscience de classe et de la conscience révolutionnaire ou, pour reprendre l'expression de Proudhon, de la « capacité politique ». Mais il commet une erreur concernant Marx.

L'enjeu de cette question est important et il permet de définir le caractère de classe des différents courants qui s'expriment sur la question. Il s'agit de déterminer qui peut légitimement se réclamer de la direction de la classe ouvrière. Si celle-ci n'est pas capable d'atteindre seule la capacité politique, c'est-à-dire la conscience de la nécessité de renverser l'ordre social capitaliste, la direction légitime du mouvement ouvrier appartiendra au groupe qui sera en mesure de lui apporter cette conscience.

L'optique léniniste est connue :

« L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories

philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels¹. »

Citant textuellement Kautsky, Lénine reconnaît certes que « comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même titre que la lutte de classe du prolétariat ». Mais il y a une coupure, ontologique, dirait-on, entre le socialisme et la lutte des classes qui ne « s'engendrent pas l'un l'autre », car ils « surgissent de prémisses différentes ». La conscience socialiste ne peut surgir que « sur la base d'une profonde connaissance scientifique » ; or, dit Lénine, « le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés... » La conscience socialiste est « un élément importé du dehors dans la lutte du prolétariat »².

Il est difficile d'avoir une approche plus idéaliste de l'acquisition de la conscience révolutionnaire : elle n'est pas le résultat d'un processus objectif (la lutte des classes), elle est la conséquence de la perception idéologique des intellectuels bourgeois.

Une telle approche conduit inéluctablement à deux conclusions :

1. On peut en déduire le caractère de classe de l'idéologie léniniste : c'est la doctrine politique des couches d'intellectuels bourgeois déclassés se posant comme direction autoproclamée de la classe ouvrière et cherchant dans celle-ci une base sociale pour réaliser leur ascension vers le pouvoir politique.

2. Lénine quitte sans ambiguïté le terrain du marxisme : Marx n'a jamais rien dit d'équivalent. Lorsque, parlant des communistes, il écrit dans le *Manifeste* qu'ils « ont sur le reste du prolétariat [je souligne] l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétaire » et que parmi eux il y a des intellectuels bourgeois qui « à force de travail se sont élevés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique », il se situe *totalelement en dehors* du système de pensée léniniste et, au risque de surprendre (voire de choquer) Carlos Moreira, il est sur une position absolument identique à celle de Bakounine. Engels viendra confirmer en 1890, c'est-à-dire plus de quarante

¹ Lénine, *Que faire ?*

² *Ibid.*

ans plus tard, le point de vue de Marx : dans la préface de la réédition allemande du *Manifeste*, il écrit : « Pour la victoire ultime des principes énoncés dans *Le Manifeste*, Marx se fiait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, tel qu'il devait résulter nécessairement de l'action et de la discussion communes ».

Le révolutionnaire russe est loin d'avoir négligé le problème de la « science » et de la nécessité pour la classe ouvrière de posséder une connaissance théorique indispensable à la lutte révolutionnaire. Mais « science » dans le vocabulaire bakouninien signifie « savoir ». Il n'a jamais prétendu que le socialisme était une « science », ce qui est une affirmation totalement absurde¹. Il pose comme prémisse que « les masses ne se mettent en mouvement que lorsqu'elles y sont poussées par des puissances – à la fois intérêts et principes – qui émanent de leur propre vie²... »

La thèse du caractère « capitaliste » de l'URSS

« Quant à la thèse du caractère “capitaliste” de l'URSS, cela est totalement faux, car pour que ce soit vrai, il faudrait que la *loi de la valeur* domine en URSS, ce qui n'est pas vrai », dit Carlos Moreira. Le raisonnement développé ici est un superbe exemple de sophistique, du genre : « Dieu est parfait parce qu'il est éternel, car s'il n'était pas éternel, il ne serait pas parfait. »

De plus, Carlos Moreira semble en désaccord avec Ernest Mandel qui semblait pourtant être une de ses références. En effet, dans un texte de cet auteur que Moreira lui-même cite, *A Formação do Pensamento Econômico de Karl Marx*, on peut lire précisément le contraire : dans le chapitre consacré à la théorie marxiste de l'aliénation, Mandel désigne l'URSS comme une « société transitoire entre le capitalisme et le socialisme » (le texte fut publié en 1967) qui « repose encore dans une très large mesure sur les bases de la production de valeur d'échange ».

Il y avait un vieux débat au sein du mouvement trotskiste sur la « nature de l'URSS » : était-ce un pays capitaliste ? Pour les trotskistes cette thèse n'était évidemment pas acceptable car elle aurait abouti à récuser Lénine, mais aussi Trotsky. Les trotskistes avançaient plusieurs arguments : il n'y avait pas de propriété privée en URSS, il n'y avait pas de bourse des

¹ La science est la connaissance relative à des phénomènes qu'on peut observer, obéissant à des lois et vérifiés par des méthodes expérimentales.

² Lettre à Celsio Cerretti, 14-17 mars 1872.

valeurs, la *loi de la valeur* n'y dominait pas. Donc l'Union soviétique restait malgré tout un « Etat ouvrier ». Mais après, il fallait expliquer en quoi cet « Etat ouvrier » était un Etat ouvrier « dégénéré ».

Les anarchistes reprochaient aux trotskistes de s'en tenir à une conception extrêmement formelle de la définition du capitalisme, qui est avant tout un rapport social de production. Il paraissait évident que la classe ouvrière soviétique était exploitée et c'est cela qui définissait la nature capitaliste du régime. Pour les anarchistes, un régime socialiste était défini par la propriété collective – et non étatique – des moyens de production. En outre, la détermination des besoins de la population devait se faire dans des instances élues où la population déterminait elle-même ses choix ; l'affectation des ressources devait se faire de la même façon, ainsi que l'organisation des moyens à mettre en œuvre. C'était ça, l'abolition de l'Etat. En URSS, c'était l'Etat, un Etat totalement incontrôlé par la population, qui remplissait ces fonctions.

L'Union soviétique n'était rien d'autre qu'un régime capitaliste d'Etat, un régime dans lequel les moyens de production se trouvaient entre les mains de gestionnaires désignés par l'Etat, et qui assumaient la fonction de classe dominante. La propriété n'était pas supprimée, elle n'était que concentrée. La plus grande mystification du socialisme d'Etat est d'avoir fait croire qu'étatiser les moyens de production équivalait à les remettre entre les mains du peuple.

Ceux qui faisaient remarquer qu'en Russie il n'y avait pas de titre de propriété réduisaient ce dernier à son aspect le plus formel et évacuaient ce qui en constituait le fondement, l'accaparement de la plus-value. Or en Russie *il y avait* un titre de propriété : c'était le décret du 28 juin 1918 qui nationalisait les entreprises industrielles et qui déclarait leur actif « propriété de la république socialiste fédérative soviétique de Russie » ; *il y avait* une propriété privée, c'est celle qui était détenue oligarchiquement (c'est-à-dire détenue collectivement par une minorité) par les membres de l'appareil d'Etat.

Trotsky dit très justement dans *Défense du marxisme* :

« La bureaucratie – comme collectivité – dispose sans contrôle de tous les moyens de production, de tout le capital accumulé, répartit librement la plus-value. En tant que collectivité évidemment, car de même que les gros actionnaires et les conseils d'administration ont seuls voix réellement au chapitre sur la marche des entreprises, à l'exclusion des petits et moyens actionnaires, de même le droit de libre disposition

des moyens de production devient de plus en plus réduit à mesure qu'on s'éloigne des sommets bureaucratiques. »

Ce que Trotski décrit là pourrait parfaitement s'appliquer au capitalisme monopolistique, ou à la « féodalité industrielle » évoquée par Proudhon. Mais le diagnostic par ailleurs exact de Trotski ne l'empêchait pas de s'en tenir à des conclusions fausses, à savoir que l'Union soviétique restait malgré tout un « Etat ouvrier ». L'appareil d'Etat soviétique faisait comme le grand manufacturier dont parle Proudhon, qui se moque d'être propriétaire du terrain sur lequel se trouve son usine, voire des machines elles-mêmes, du moment qu'il s'approprie la valeur produite par le travail collectif des ouvriers. C'est précisément ce que faisait l'appareil de l'Etat soviétique et du parti.

L'abolition de la *loi de la valeur*, et donc de la production marchande, représenterait, selon la doctrine marxiste, l'aboutissement du processus qui conduit au communisme, c'est-à-dire le communisme achevé, autrement dit ce qui surviendrait à la fin de la « période de transition ». Et puisqu'il y a une période de transition, on ne peut pas dire qu'elle existe quand ça nous arrange et l'oublier quand ça ne nous arrange pas. Même les communistes russes reconnaissaient que l'Union soviétique n'était pas encore une société réellement communiste. Et à ce titre, la *loi de la valeur* y existait donc encore, *forcément*.

Dans la *Critique du programme de Gotha*, Marx décrit comment cela se passe dans une société socialiste. Le producteur individuel « reçoit de la société un bon certifiant qu'il a fourni telle somme de travail (après déduction du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des réserves sociales exactement autant d'objets de consommation que lui a coûtés son travail. Le même quantum de travail qu'il a donné à la société sous une forme, il le reçoit en retour sous une autre. Évidemment, il règne ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises, pour autant qu'il est échange d'équivalents¹. »

Ce que décrit Marx ici, c'est ce qui se passera après la révolution, alors qu'il sera encore nécessaire d'aligner les salaires des ouvriers sur le temps de travail, de calculer le temps de travail contenu dans les produits pour arriver à une valeur d'échange exprimée en bons de travail. A première vue, ce système me paraît plutôt ressembler à une *régression* vers une forme de

¹ Karl Marx, *Œuvres*, Économie I, Éditions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Partie I.3 des Gloses marginales, p. 1419.

troc, mais enfin, c'est Marx qui le dit. Ce qui est intéressant pour notre propos, c'est que c'est en gros ce qui se passait en Union soviétique.

La *loi de la valeur*, pour Marx, indique que la valeur d'échange d'une marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à sa production. Ainsi, plus la production d'une marchandise demande de temps, plus cette marchandise aura une valeur importante. Par « temps de travail socialement nécessaire », il faut entendre, en gros, le temps *moyen* statistiquement nécessaire, précision qui permet de dire qu'un fainéant qui mettra deux fois plus de temps à produire un objet que ses petits camarades, ne produira pas un objet qui vaudra deux fois plus (mais on peut supposer qu'il sera payé deux fois moins...). Les marxistes nous racontent que dans une société communiste achevée on ne comptera plus en temps de travail socialement nécessaire car tout le monde travaillera à son rythme. C'est un peu de la foutaise. Qu'on soit en société communiste ou pas, l'économie fonctionnera sur la base de l'économie des moyens parce qu'on ne peut pas consommer plus qu'on produit. Il faudra de toute façon calculer au plus près pour éviter le gaspillage. Plutôt que de lire Marx, les communistes russes auraient mieux fait de lire Proudhon, car il insistait sur la nécessité d'établir une comptabilité économique nationale, ou Kropotkine, car il insistait sur la nécessité d'éviter le gaspillage.

D'une certaine façon, la *loi de la valeur* a bien été supprimée en Russie, mais pas dans le sens où l'entend Carlos Moreira. A cause même des décisions imbéciles des dirigeants bolcheviks, les premières années du régime voient se développer d'une manière fantastique les forces de désintégration économiques et sociales. Il n'y a plus de marché intérieur. La production industrielle est tombée presque à zéro et ne fournit plus les campagnes en produits manufacturés. L'argent n'a plus aucune valeur. Les paysans refusent de vendre des surplus pour de l'argent avec lequel ils ne peuvent rien acheter¹. On en revient au troc. Pour approvisionner les villes, le gouvernement organise la réquisition dans les campagnes, ce qui provoque la rupture avec les SR de gauche et des insurrections dans les campagnes. Le bilan de cette politique de réquisition sera catastrophique. Un phénomène unique dans l'histoire se produit : un nivellement sans précédent de la société, par le bas. Tous les groupes sociaux capables de fournir des cadres à la société disparaissent à la suite du déchaînement des forces de désin-

¹ Il est significatif que chez les principaux théoriciens anarchistes – Proudhon, Bakounine, Kropotkine –, on trouve cette préoccupation essentielle qu'une révolution doit assurer la subsistance de la population.

tégration économique et sociale. La guerre et la guerre civile ne sont pas seules responsables de cette catastrophe : la politique du parti est très largement responsable¹. La production industrielle était réduite à sa plus simple expression par suite de l'épuisement des matières premières, des combustibles, de l'effondrement de la monnaie, de la paralysie des transports.

Interrogé, avant la prise du pouvoir, sur le fait que personne ne savait faire fonctionner le mécanisme gouvernemental, Lénine, le représentant du « socialisme scientifique », avait répondu : « N'importe quel ouvrier saura faire fonctionner un ministère au bout de quelques jours. Cela ne demande aucune connaissance spéciale. Les fonctionnaires assureront le travail ». Et pour l'argent, lui demanda-t-on alors, comment ferez-vous, puisque vous comptez annuler l'ancienne monnaie ? « Nous ferons marcher la planche à billets. On en imprimera autant qu'il faudra »², répondit Lénine. C'est d'ailleurs exactement ce qu'il fit.

C'est donc fort de ces saines conceptions de politique économique que le parti s'appropriait à prendre le pouvoir.

Et il ne suffit pas de dire que le prolétariat ne représentait que 3 % de la population ; le niveau de développement de l'agriculture était extrêmement bas, avant même la révolution. L'écrasante majorité des paysans utilisaient encore la charrue de bois³. Les « paysans aisés » dénoncés par Lénine avaient une ou deux vaches. Zinoviev dira en 1924 qu'« on qualifiait de koulak tout paysan qui avait de quoi manger »⁴.

Certes, les *individus* ne disparaissent pas – en tout cas ceux qui n'ont pas pris le chemin de l'exil – mais leur fonction sociale disparaît. La Tcheka reçoit comme consigne d'arrêter les gens non sur la base de leurs « crimes », supposés ou réels, mais sur celle de leur seule origine sociale. Par ailleurs, des masses importantes de Russes disparaissent des villes, où ils ne peuvent plus vivre à cause du chômage, de la misère, de l'absence

¹ Cf. René Berthier, *Octobre 1917 : le Thermidor de la Révolution russe*, Éditions CNT-région parisienne, II^e partie, « La Question paysanne ».

² David Shub, *Lénine*, Idées-Gallimard, p. 204.

³ L'araire, ou charrue de bois dépourvue de roues, était employée dans l'anti-quité et au moyen-âge. En Europe occidentale, l'araire est peu à peu remplacée par la charrue à soc de fer et à roues, qui nécessitait une traction animale, entre le XI^e et le XIII^e siècles. Cela donne une idée du degré de retard de l'agriculture russe avant la révolution. Pourtant, malgré cela, l'Union soviétique ne rattrapera qu'en 1962 sa production de blé de 1913.

⁴ Cité par Boris Souvarine, *Staline* (1935), éditions Lebovici, 1985, p. 364.

d'approvisionnement en nourriture, et retournent à la campagne où ils ont des racines : ainsi, la classe ouvrière elle-même, pourtant peu nombreuse, finira presque par disparaître, pour passer de 3 millions en 1917 à 1,2 million en 1920 ! Voilà où en est la révolution « prolétarienne ».

Mandel, Moreira et la révolution russe

On ne comprend pas très bien comment le « processus de la révolution socialiste mondiale » peut être « conceptuellement séparé » de celui de la « construction d'une société socialiste sans classes ». Si je construis une maison, le « processus » par lequel je la construis ne peut être « conceptuellement » séparé de la construction elle-même. Quelles que soient les acrobaties auxquelles on s'autorise grâce à la « dialectique », il y a quand même des limites. Moreira est allé chercher cela dans un texte de Mandel dont le titre français est « Bureaucratie et production marchande »¹. En examinant le contexte dans lequel cette aberration dialectique a été formulée, on comprendra peut-être mieux de quoi il s'agit.

Mandel s'interroge sur « l'hypertrophie de l'Etat » et sur la « bureaucratie en Union Soviétique ». Il pose la question : les bolcheviks ont-ils eu raison de faire la révolution alors même que tout le monde disait, « contre Lénine et Trotsky », que « la Russie n'était pas mûre pour le socialisme ? » En d'autres termes, Mandel se trouve confronté à la nécessité de justifier l'effroyable gâchis de la politique des bolcheviks en Russie, sachant qu'il ne peut pas faire autrement que de justifier ce gâchis, sinon il serait obligé de désavouer Lénine et Trotsky – ce qui est inconcevable. C'est alors qu'il écrit : « La réponse historique à cette question, c'est que le processus de la révolution socialiste mondiale doit être séparé conceptuellement de celui de la construction achevée d'une société socialiste sans classes. » C'est là le genre de « pirouette dialectique » qui, à force, finit par convaincre les gens que la « dialectique » n'est qu'un procédé de raisonnement qui permet de dite n'importe quoi et son contraire.

Le « processus de la révolution socialiste mondiale », c'est ce qui a commencé en Russie. Mandel le dit plus loin explicitement en évoquant la « forme concrète de la révolution socialiste mondiale qui peut commencer dans des pays comme la Russie » (c'est-à-dire un pays sous-développé). La « construction achevée d'une société socialiste sans classes », c'est ce qui se passera plus tard avec « son extension [*la révolution*] aux nations industriellement les plus avancées ».

¹ E. Mandel, « Bureaucratie et production marchande », *Quatrième Internationale*, 1987 (24), pp. 59-89.

Donc le *processus* relève d'un pays sous-industrialisé avec 3 % d'ouvriers, et la *construction* relève des pays industrialisés. Cela ressemble furieusement à la thèse du « socialisme dans un seul pays »... à laquelle les trotskistes s'opposent. Il en résulte que si le *processus* conduit à l'horreur concentrationnaire, la responsabilité en revient aux prolétaires des pays industrialisés, et celle de Lénine-Trotsky est évacuée. C'est presque explicitement ce que dit Mandel dans son texte :

« Les socialistes gouvernementaux d'Allemagne peuvent bien crier que la domination des bolcheviks en Russie est une caricature de dictature du prolétariat. Qu'elle l'ait été ou qu'elle le soit, ce ne fut qu'en tant que produit de l'attitude du prolétariat allemand, laquelle est une caricature de lutte de classe socialiste. »

En réalité, Mandel cite un passage de *La Révolution russe* de Rosa Luxemburg¹.

Ainsi les bolcheviks sont absous de toute responsabilité dans la dégénérescence de la révolution en Russie, dans l'hypertrophie de l'Etat et dans la bureaucratie, puisque le « processus » de la révolution (en Russie) est « conceptuellement » séparé de la « construction » du socialisme (ailleurs). Et les bolcheviks ont eu raison de faire la révolution dans un pays qui n'était pas mûr, parce que de toute façon elle était mûre sur le reste de la planète : « ...le monde était mûr pour le socialisme », dit Mandel dans son article. Pour preuve, Engels lui-même l'atteste : « En fait, déjà dans *l'Anti-Dühring*, Engels le tenait pour un fait certain. » C'est sûr que si Engels le dit en 1875, c'est que c'est encore vrai en 1917... Le problème, c'est que en 1895, il dit le contraire : dans l'introduction qu'il rédigea cette année-là pour *Les Luttes de classes en France*, on peut lire :

« L'histoire nous a donné tort à nous et à tous ceux qui pensaient de façon analogue. Elle a montré clairement que l'état du développement économique sur le continent était alors bien loin encore d'être mûr pour la suppression de la production capitaliste; elle l'a prouvé par la révolution économique qui depuis 1848 a gagné tout le continent et qui n'a véritablement donné droit de cité qu'à ce moment [1895] à la grande industrie en France, en Autriche, en Hongrie, en Pologne et dernièrement en Russie et fait vraiment de l'Allemagne un pays industriel de premier ordre ... » etc.

¹ Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*, Paris, Maspero, 1964, p. 71.

Mandel ne se rend pas compte qu'il se contredit. On apprend ainsi *dans le même paragraphe* que Lénine et Trotsky pensaient que la Russie était « mûre » pour le socialisme, et qu'elle ne l'était pas : les mencheviks déclaraient, « contre Lénine et Trotsky » que « la Russie n'était pas mûre pour le socialisme », mais « jusqu'en 1924 », l'immaturation de la Russie fut « le point de vue commun de *tous* les marxistes révolutionnaires : non seulement de Lénine, Trotsky, Rosa Luxembourg, Boukharine, Zinoviev, Lukacs, Gramsci, Thalheimer, Korsch, Radek, etc. mais aussi de Staline ».

Conclusion

Le texte de ma réponse à Carlos Moreira et à Nildo Viana peut sembler disproportionné avec le débat qui en est à l'origine, et dont le paradoxe réside dans le fait qu'il n'est absolument pas centré sur l'anarchisme. Il reste cependant que l'anarchisme y est constamment évoqué.

Ce débat m'a semblé particulièrement intéressant parce qu'y transparaissent toutes les idées reçues, toutes les représentations qui peuvent exister sur l'anarchisme au sein des différents courants marxistes. C'est pourquoi cela m'a semblé une bonne occasion de faire le point. On pourra dire que la longueur de la mise au point est à la mesure des idées fausses circulant à propos de l'anarchisme...

Un autre intérêt de ce débat est que ne s'y trouve aucune opposition hystérique et passionnelle, comme c'est souvent le cas lorsque des marxistes parlent de l'anarchisme. En outre, si des erreurs ou des déformations y apparaissent, elles ne relèvent jamais – m'a-t-il semblé – de la mauvaise foi mais de la méconnaissance des idées de base du mouvement anarchiste, due j'en suis persuadé, au fait que ni Moreira ni Viana n'ont pu avoir accès aux principaux textes qui les auraient éclairés, et encore moins aux débats les plus récents en France, au sein même du mouvement libertaire.

La lecture attentive des contributions de Carlos Moreira et de Nildo Viana ne m'a pas permis de comprendre réellement ce que peut bien être l'« anarcho-marxisme », à moins que ce soit simplement le communisme de conseils, ou l'« ultra-gauchisme ». Si c'est le cas, je dois bien reconnaître que l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme ont été en quelque sorte pris en otages dans ce débat.

Néanmoins, cette « incursion » dans un débat (certes un peu ancien) qui a eu lieu à l'autre bout du monde me semble intéressante, parce qu'elle

montre qu'à deux extrémités de la planète les mêmes questions sont posées, mais en même temps les mêmes malentendus et les mêmes lacunes sont révélés.

Peut-être est-il nécessaire, comme le souhaite Nildo Viana dans le dernier paragraphe de son texte, de rétablir (ou établir) un dialogue entre « marxisme authentique » et « anarchisme révolutionnaire ». Mais il ne faut pas faire preuve de naïveté. Si Nildo Viana a raison de dire que les deux mouvements « se sont toujours unis dans les moments révolutionnaires », cette unité dans la lutte résulte de ce que les libertaires, aussi bien en Russie, en Ukraine, qu'en Espagne, ne se sont jamais trompés d'ennemis et ont toujours combattu la réaction capitaliste *d'abord*, comme le voulait Bakounine, alors même que les communistes se sont toujours efforcés de détruire les réalisations du mouvement libertaire. Les marxistes sous différentes appellations se sont toujours efforcés de liquider politiquement et physiquement les anarchistes une fois qu'ils n'ont plus eu besoin d'eux. C'est pourquoi je pense que la condition préalable pour qu'un dialogue fructueux ait lieu, c'est que le mouvement libertaire – au Brésil comme ailleurs – se renforce et constitue une puissance réelle dans le domaine de la théorie, de l'organisation et de la pratique.

Éric Vilain
22 juin 2011

